

Une Île de France ➤ humaine

A photograph of Claude Bartolone, a man with grey hair and glasses, wearing a dark blue suit and a red patterned tie. He is smiling and shaking hands with a woman whose back is to the camera. The woman has dark curly hair and is wearing a patterned jacket. In the background, another woman with dark curly hair is smiling. The scene appears to be outdoors at an event.

*Ensemble
avec
Claude
Bartolone*

**LE PROJET
POUR L'ÎLE-DE-FRANCE**

Élections régionales Île-de-France 6 et 13 décembre 2015



#AvecBarto

www.uneiledefrancehumaine.fr



10- TRANSPORTS, ON ACCÉLÈRE !

- > Pour une vie moins dépendante de la voiture
- > Des trains à l'heure, c'est indispensable !
- > Transports : la sécurité n'est pas une option !

Témoignage Julia : « Dans le RER le soir, je ne suis jamais tranquille »

- > À l'heure du métro le plus connecté du monde
- > Faciliter les déplacements en Grande couronne
- > Le métro du Grand Paris va améliorer les liaisons de banlieue à banlieue
- > Une nouvelle génération de gares
- > 7 nouveaux sites industriels pour une qualité de service exemplaire

26- FAUT QUE ÇA ROULE !

- > Faire sauter les bouchons en Île-de-France
- > Je suis devenue une vélotafeuse convaincue !

Témoignage Marc : « Le bus de nuit quand je rentre tard, c'est vraiment pratique »



46- UNE RÉGION À ÉNERGIE POSITIVE

Portfolio

Interview Anne Hidalgo

- > Réchauffement climatique : 2°C max !
- > Les Franciliens aspirent à respirer
- > Promouvoir l'habitat écologique
- > C'est cultivé près de chez vous
- > L'Île-de-France pleine d'énergie
- > Le pouvoir à ceux qui ont les solutions

Interview Elisabeth Laville

- > À la reconquête des espaces naturels franciliens
- > La forêt de demain sort du bois

66- Maraîcher en Île-de-France, Être à l'affût des nouveaux enjeux agronomiques

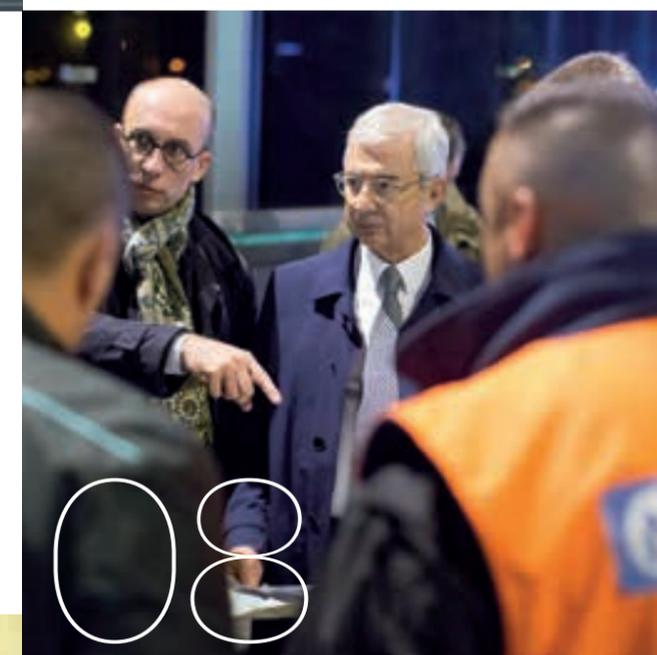
Une Île-de-France humaine

05- ÉDITO DE CLAUDE BARTOLONE

> Une Île-de-France humaine

06- PORTRAIT

> Claude Bartolone



32- LOGEMENT, IL Y A URGENCE !

- > Logement : pour un meilleur équilibre
- > Choisir son logement et ne pas subir
- > Se loger : un obstacle pour l'autonomie des jeunes

Point de vue Alain Dinin

38- Famille nombreuse... Un défi ? Une folie ?

- > Accélérer la rénovation énergétique

42- Faire reculer les déserts médicaux

43- Témoignage Alexis : « Être mobile, c'est être citoyen à part entière »

44- Vivre le plus longtemps possible chez soi, c'est ce que souhaitent les seniors



SOMMAIRE

68- ÉGALITÉ RÉPUBLICAINE

- > Réussir par son talent plutôt que par sa naissance
- > Un lycée qui regarde vers l'avenir
- > Et maintenant Cap sur le digital !
- > Éveiller les consciences

Interview Jean-Luc Romero

- > En finir avec toutes les discriminations

Interview Catherine Clément

82- Parents isolés, quand le quotidien devient un enfer

84- FAIRE LE PARI DE L'INNOVATION

- > Premier emploi pour les jeunes, état d'urgence
- > Apprentissage pour les jeunes, un cap pour l'emploi

Interview Christian Le Lann

- > Mobilisation générale de tous les talents

Interview Thierry Marx



124- NOTRE RÉGION FAIT RÊVER LE MONDE

- > L'Île-de-France, la région qui rayonne dans le monde
- > **Interview Rosa Tandjaoui**
- > En Île-de-France, la culture se construit jour après jour
- > **Interview Gregos**

132- Grands projets : transports, sciences, loisirs, culture

- > En Île-de-France, les Jeux, on en veut !
- > Avis à tous les amateurs

Interview Aladji Ba

138- L'accueil de tous, une valeur de toute la gauche

140- DÉMOCRATIE RÉGIONALE

- > Décider ensemble de l'avenir de l'Île-de-France
- > Référendum citoyen : votez !
- > Et si vous choisissiez les projets ?
- > Ici, on évalue !

143- NOS PROPOSITIONS

ÉDITO Claude Bartolone



Le premier chapitre de notre action, celui d'une région solide et attractive, se referme. Doit maintenant s'ouvrir un nouveau temps : celui d'une Île-de-France humaine, avec des vies plus apaisées.

Une Île-de-France humaine

«**R**egardons aujourd'hui l'Île-de-France. Que voyons-nous ? Après 17 années d'action de la gauche et des écologistes, grâce à Jean-Paul Huchon, la région capitale est plus dynamique, plus compétitive. Mais la mondialisation, l'entrée dans le nouveau monde, les crises qui en résultent, ont quelquefois pu perturber nos vies. Chaque matin, des millions de soupirs rythment les cahots des métros, les trains de banlieue, les guichets d'administration. Et puis, il y a des soupirs qu'on n'entend plus, ceux de tous ces Franciliens qui attendent un logement social, ceux qui ont renoncé à se loger normalement, ceux qui connaissent le chômage, l'insécurité, ceux qui s'endorment dans le train du matin non pas parce qu'ils sont fatigués, mais parce qu'ils veulent fuir le monde quelques minutes. Le premier chapitre de notre action, celui d'une région solide et attractive, se referme. Il offre un bon bilan. Doit maintenant s'ouvrir un nouveau temps : celui d'une Île-de-France humaine, avec des vies plus apaisées. Je me présente à vous avec mon expérience, mon énergie, mon caractère, non simplement pour gérer la collectivité mais pour transformer vos soupirs en sourires. Je prends l'engagement d'améliorer la qualité de vie. L'Île-de-France est une ruche d'énergies : les Franciliens se déplacent plus de quatre fois dans la journée et doivent bien se loger. Nos transports, nos conditions de logement doivent être à la hauteur des besoins d'une Région humaine. Je prends l'engagement de soutenir la jeunesse. Creuset des destinées, les jeunes et leurs parents doivent se

réconcilier avec la République. Tout sera fait pour abattre les freins à l'égalité, au premier rang desquels les discriminations. Notre jeunesse, de toutes les couleurs de la France, est le sel de notre région. Elle est au cœur de notre projet. Je prends l'engagement de porter le combat écologique. Face aux pollutions et au dérèglement climatique, nous n'avons plus le choix. C'est trop grave. Chaque intention, chaque action, chaque geste de la collectivité, sera guidé par l'excellence environnementale. Je prends l'engagement de renforcer la vitalité de l'Île-de-France. Nous, Franciliens, sommes travailleurs, créatifs et talentueux. Nous investissons, nous inventons. Cette vitalité, il faut la mettre au service des salariés et des entrepreneurs, empêcher que les contraintes, les freins, n'étouffent les initiatives. Je prends l'engagement d'oxygéner la démocratie régionale, en faisant la part belle à la participation citoyenne, à l'expression populaire. Ce mandat sera un dialogue constant entre nous. Ce projet, il vous ressemble, il nous rassemble. Je l'ai voulu vivant, engagé, ambitieux, pragmatique. Finalement, il tient en un mot : ensemble. Ensemble ! Pas les uns à côté des autres. Encore moins les uns contre les autres. Ensemble, Paris, Petite et Grande couronnes. Ensemble, avec nos valeurs républicaines, pour bâtir une Île-de-France humaine.



94- L'EXCELLENCE FRANCILIENNE

- > Un travail en réseau, des échanges mondiaux
- > Chercheurs et entrepreneurs main dans la main
- > Une recherche au plus haut niveau et partagée

Interview Hervé Le Treut

- > Universités et grandes écoles : la voie de la réussite
- > L'enseignement supérieur prend le virage du numérique

104- Génération seniors, bénévolat, culture, sport, loisirs

106- DÉBRIDER L'INNOVATION

- > La transformation à la vitesse de la lumière
- > Fabriquer sur-mesure, c'est relocaliser la production et l'emploi
- > L'aéronautique dope notre industrie
- > Faire croître les jeunes pouces
- > Accompagner la croissance des PME
- > L'économie directe change nos vies
- > Se former au plus près des besoins des entreprises

116- C'EST DÉJÀ DEMAIN

- > La transition écologique, source d'emplois
- > 246 000 salariés au cœur de l'économie verte francilienne
- > Un puits de nouvelles formations
- > Passons à l'économie circulaire !
- > Le bâtiment et les transports, au cœur de la transition écologique





Les 84 personnes les plus riches du monde possèdent autant que les 3,5 milliards d'êtres humains les plus pauvres. Tout ce que nous avons à faire, c'est au nom du refus de ce constat."

Claude Bartolone

Candidat à la présidence de la Région Île-de-France



©Mathieu Delmestre

Claude Bartolone en discussion avec les équipes du Noctilien

U

ne histoire française. Typiquement française. La vie de Claude Bartolone, c'est l'histoire d'un enfant de dix ans qui débarque un matin de début novembre au Pré Saint-Gervais après une enfance lumineuse à Tunis. Et qui préside aujourd'hui l'Assemblée nationale. « *Tout me paraissait noir et gris* » se souvient-il des années plus tard. L'histoire d'un gamin de banlieue qu'une prof de français a sauvé en l'envoyant au lycée. La vie d'un "fils de prolétaire", "enfant d'immigrés" devenu le quatrième personnage de la République française par sa tchatche, sa liberté et son envie. L'histoire enfin d'un enfant de la Seine-Saint-Denis qui veut aujourd'hui rendre à la banlieue parisienne, à l'Île-de-France ce qu'il leur doit.

« Claude Bartolone assume d'être de gauche dans un quinquennat où beaucoup semblent s'excuser de l'être ou plutôt de l'avoir été. »

♥
LA VIE DE CLAUDE BARTOLONE
c'est l'histoire d'un enfant de dix ans qui débarque un matin de début novembre au Pré Saint-Gervais après une enfance lumineuse à Tunis. La vie d'un "fils de prolétaire", "enfant d'immigrés" devenu le quatrième personnage de la République française par sa tchatche, sa liberté et son envie.

Tout commence par un bateau, le premier que ses grands-parents italiens prennent pour fuir la pauvreté à destination du premier « eldorado » venu. Ils ne savent pas où ils vont, ils débarquent à Tunis. « *J'ai l'impression que c'était le bonheur intégral. Mes parents étaient des prolos, chrétiens. On vivait chichement mais au fond, on n'avait besoin que de l'affection des siens. Dans notre immeuble coexistaient toutes les religions. On vivait au rythme des saisons : l'hiver, mon père travaillait comme ferrailleur et l'été, il était dans les vignes* » raconte, nostalgique, l'enfant né à Tunis en 1951. Comme tous les déracinés, « *en vingt-quatre heures, tout s'arrête* ». Un bateau pour traverser la méditerranée dans l'autre sens, un train gare Saint-Charles à Marseille, une nuit à l'hôtel gare de Lyon à Paris et l'arrivée au 32 rue Estienne d'Orves au Pré Saint-Gervais « *un deux pièces pour cinq, le seul que mon père avait trouvé, lui qui travaillait aux Halles* ». Il fait froid, Claude Bartolone a un accent, les écoliers se moquent de ce petit garçon venu d'ailleurs. Heureusement, la même semaine, deux autres enfants sont arrivés, l'un de Grèce, l'autre d'Espagne et immédiatement les trois gamins se lient « *la solidarité pour résister aux autres* ». Les parents Bartolone retrouvent la vie de la paroisse, le scoutisme, les colonies de vacances, les enfants se font à leur nouvelle vie. C'est difficile, mais en même temps, le jeune homme a la rage de réussir des enfants d'immigrés, la soif de s'en sortir de ceux qui ont connu la pauvreté. À sa maman venue le solliciter, le maire de la ville balaiera « *vous me demandez un logement, vous n'aviez qu'à rester chez vous* ». Les ressorts des adultes se cachent souvent dans les blessures de l'enfance. Mais dans cette banlieue parisienne, le petit garçon a aussi de belles surprises. Sans « Madame Toullieux », la prof de français à qui il voulait tant faire plaisir, son destin n'aurait jamais été le même. Elle invite les parents Bartolone et les exhorte : « *Il faut l'envoyer au lycée* ». Priorité aux études donc, la voie royale pour échapper à

l'usine, horizon indépassable de tant de fils d'ouvriers. À 16 ans, alors que sa génération s'émancipe sur les pavés de mai 68, Claude Bartolone ne pense qu'à l'école. La politique le rattrapera quelques années plus tard. Pour le moment, sa vie est ailleurs. Il veut réussir et gagner de l'argent. « *Je commence à m'en sortir, je suis cadre dans une grande entreprise, j'accède à l'aisance financière. Je veux rendre à la ville du Pré Saint-Gervais ce qu'elle m'a donné, je milite dans une association culturelle* ». Il colle quelques affiches pour la présidentielle de 1974, mais rien de plus. « *Rien ne me prédestinait à la politique. J'ai eu une enfance apolitique. La seule fois où j'en ai entendu parler chez moi, c'est quand ma mère est allée voter Lecanuet* ». Peu à peu, et sans qu'il ne le réalise vraiment, il bascule dans un autre monde. Il prend sa carte au PS, devient adjoint au maire chargé de la Culture en 1977. Et change de vie.

« Tout démarre par un déjeuner » se marre le bon vivant qu'il n'a jamais cessé d'être.
En 1978, François Mitterrand vient manger au Pouilly-Reuilly, un restaurant du Pré Saint-Gervais. Le maire Marcel Debarge y a également convié Claude Bartolone. Des salariés en grève manifestent devant l'établissement, "Barto" les calme en leur assurant que Mitterrand viendra leur parler. Puis il retourne l'assistance, chauffée contre le leader socialiste. Mitterrand est bluffé par cet inconnu. Il lui promet de « *venir lui faire un meeting si un jour il est candidat* ». Promesse tenue en 1979, quand Claude Bartolone se présente pour le PS dans un canton qu'on jurait intouchable. Contre toute attente, il remporte l'élection. Élu alors que personne n'y croyait, il est déjà singulier. « *J'ai appris à prononcer Mitterrand avant de prononcer socialiste. Il représentait un espoir, une alternative électorale* ». Le 10 mai 1981, François Mitterrand devient Président de la République. Un mois plus tard, Bartolone devient député. « *La circonscription était ingagnable, j'ai fait une campagne à l'américaine, avec des ballons !* » se souvient-il. « *Mais tu avais un*

♥
SANS MADAME TOULLIEUX
la prof de français à qui il voulait tant faire plaisir, son destin n'aurait jamais été le même. Elle invite les parents Bartolone et les exhorte : « *Il faut l'envoyer au lycée* ». Priorité aux études donc, la voie royale pour échapper à l'usine, horizon indépassable de tant de fils d'ouvriers.



©Mathieu Delmestre

métier » lui confie sa maman. Elle avait raison, Claude Bartolone avait un métier, un vrai. Il se découvre une vocation, il n'a que 29 ans. « *Tu te retrouves d'un seul coup de Tunis à l'Assemblée nationale* » se remémore-t-il les yeux encore émerveillés. Tombé par hasard dans la marmite politique, il n'en sort pas. Dans ce département rouge, le rose s'est fait tout seul. « *Je n'ai jamais fait de compromis, je n'ai jamais eu besoin de fayoter pour gagner une élection. Je n'ai jamais eu besoin de personne* » résume celui qui sait ce qu'il doit à cette liberté. En 1997, Bartolone refuse d'être secrétaire d'État à la santé de Lionel Jospin, car il n'a pas la maîtrise de "l'Assurance maladie". Les honneurs sans les moyens de faire des choses, très peu pour lui. En 1999, il devient finalement ministre délégué à la Ville sous la tutelle bienveillante de Martine Aubry. Une immense joie pour le gosse qu'il fut. Mais ses parents ne sont déjà plus là pour le voir.

Les quartiers populaires restent son monde
Et la Seine-Saint-Denis son département. Élu local et national, il conquiert la présidence du Conseil général en 2008, lutte pour désendetter ce département le plus pauvre de France et concentre l'essentiel des moyens de la collectivité en direction de la construction de collèges et de la petite enfance. Il est élu président de l'Assemblée nationale en juin 2012 et fait travailler majorité et opposition ensemble pour adopter de nombreuses réformes de transparence et de modernisation du travail parlementaire. "Barto" assume d'être de gauche dans un quinquennat où beaucoup semblent s'excuser de l'être ou plutôt de l'avoir été. Celui qui a fait campagne pour le Non au Traité constitutionnel européen en 2005 développe sa petite musique sur la "confrontation politique avec l'Allemagne", remet en cause "le dogme des 3 % de déficit". Puis se lance dans la bataille régionale. En politique en général, au parti socialiste en particulier, rares, tellement rares, sont les enfants d'ouvriers. Ceux qui ne peuvent oublier d'où ils viennent, ceux pour qui la politique consistera toujours à changer la vie. On n'échappe jamais à son histoire.



➤ Transports, on accélère!

© Benjamin Guy

POUR UNE VIE MOINS DÉPENDANTE DE LA VOITURE

Plus ponctuels, plus sûrs, plus écologiques : les transports publics franciliens doivent évoluer et être accessibles, progressivement, 24 heures sur 24.

C'est un véritable bouleversement que les Franciliens vont vivre dans les prochaines années.

Avant 2005, date de la décentralisation du STIF, l'autorité régulatrice des transports en Île-de-France, malgré les efforts de la Région, les transports en commun n'avaient pas fait l'objet d'investissements lourds : la priorité avait été donnée par la SNCF et l'État au « tout-TGV ». Les choses changent. La région capitale s'est dotée d'un vaste plan de développement des transports en commun : le Nouveau Grand Paris des Transports. L'investissement global – soit 32 milliards d'euros – est conséquent, mais le plus spectaculaire réside dans le contenu du projet. Il s'agit d'améliorer tous les transports existants, de doter l'Île-de-France de 4 lignes automatiques supplémentaires de métros et de prolonger la ligne 11 vers l'est et la 14 au nord et au sud. Les nouvelles lignes 15, 16, 17 et 18 desserviront les communes de banlieue proche et de Grande couronne en contournant Paris. Aux côtés de ce nouveau réseau du Grand Paris Express, la Région s'est battue pour le plan de mobilisation pour les transports qui vise à moderniser le réseau actuel avec 42 chantiers sur les RER, métro, tramways et bus.

Automatisation

C'est l'un des enjeux importants du Nouveau Grand Paris. Elle permettra d'avoir un nouveau mode de transport régulier, efficace et sûr à l'image des lignes 14 et 1 qui font aujourd'hui référence en la matière.

Les nouvelles lignes vont représenter un levier pour que l'automatisation soit étendue aux liaisons existantes ou prolongées : la 11 qui va s'allonger vers l'est, la 14, naturellement, avec ses prolongements au nord et au sud, mais aussi des lignes très chargées aujourd'hui comme la 4, la 13 ou le pilotage automatique avec conducteur sur le tronçon central du RER A. L'objectif de Claude Bartolone ? Amplifier considérablement l'automatisation en 2025. Autre atout du Nouveau Grand Paris : il profitera à tous les Franciliens. En premier lieu, à ceux qui verront une gare ouvrir près de chez eux. Mais aussi à tous les autres qui vont bénéficier de nouvelles correspondances. En effet, les trois-quarts des 68 nouvelles gares du métro du Grand Paris proposeront plusieurs modes de transport. L'emploi constitue aussi un des enjeux du Nouveau Grand Paris. La filière des transports en bénéficiera tout comme le secteur du BTP. Face à ces métros du futur, les autres modes de transports ne resteront pas à quai. Tous les bus RATP et OPTILE seront non polluants – et pour l'essentiel électriques – en 2025. L'auto-partage va s'étendre aux communes éloignées de Paris sur le modèle d'Autolib'. Quant au covoiturage, il va être encouragé. Quid du vélo ? Les garages fermés se déploient actuellement dans les gares. La Région poursuit le développement des pistes cyclables. En 17 ans, la gauche, à la tête de la Région, a déjà considérablement amélioré la situation des Franciliens en termes de transports. Il est désormais temps d'accélérer.

Objectif : 24h/24

Claude Bartolone s'engage à augmenter progressivement l'offre de service de transports collectifs sur les bus, métros, RER et Transilien, pour aboutir, d'ici les Jeux olympiques et paralympiques, à un réseau 24h sur 24 dans Paris, la petite couronne et la grande couronne. Nous renforcerons également l'offre des Noctiliens. Cette mise en place permettra à la Région de satisfaire les besoins des Franciliens tout en remplissant le critère qui manquait cruellement à sa stature internationale. Une région telle que l'Île-de-France, avec une forte attractivité touristique, une vie nocturne dense et de nombreux travailleurs de nuit, ne peut plus se permettre une interruption totale de son service durant la nuit.

Un Pass Navigo +

Ce fut l'un des gestes forts de la Région au cours de la dernière mandature : l'instauration d'un Pass Navigo à tarif unique afin que ceux qui habitent le plus loin ne paient pas le plus. Le Pass Navigo va évoluer encore. Ses fonctionnalités seront étendues et donneront accès à d'autres services de mobilité : Autolib, covoiturage, parkings relais... Quant aux voyageurs occasionnels, la Région leur proposera une tarification spécifique.

DES TRAINS À L'HEURE, C'EST INDISPENSABLE!

30% C'est le nombre d'incidents de trafic liés aux matériels roulants ou aux infrastructures.



Demain, les métros et RER seront automatiques et plus ponctuels, plus réguliers et plus rapides. Le mouvement déjà enclenché avec la ligne 1 va s'amplifier, toucher d'autres lignes existantes et surtout l'ensemble des nouvelles lignes du Grand Paris Express.

Il faut accélérer pour faire encore mieux

Un incident voyageur, une panne technique et ce sont des milliers de voyageurs qui trinquent. Ce constat, les Franciliens, mais aussi les autorités responsables des transports, le font chaque année. Le STIF, l'autorité organisatrice des transports en Île-de-France,

reconnait ainsi à travers son enquête de ponctualité qu'il y a des avancées et... des reculs. En 2014, le taux de ponctualité s'est fortement amélioré pour les métros, au-dessus de 96% aux heures de pointe, mais pour les RER c'est plus compliqué. L'amélioration est légère pour le A, avec 84,8% de taux de ponctualité, et plus nette pour la B et la D, même si l'on reste loin de l'objectif fixé par le STIF. En revanche, la ponctualité du RER C se dégrade. Sur Invalides-Bréteigny, elle est passée de 90,2% à 89,6% de taux de ponctualité! Face à ce constat, il convient de réagir. Outre l'effort nécessaire pour moderniser le réseau ferré et le matériel roulant, il faut absolument

UNE BONNE SOLUTION L'AUTOMATISATION

Après la 14, la 1 et la 4 (qui va être lancée), la Région s'engage à automatiser les lignes 11 et 13 du métro. Côté RER et Transilien, la Région généralisera à toutes les lignes et sur tous leurs tronçons le pilotage automatique avec conducteur, aujourd'hui prévu pour le seul RER A sur son seul tronçon central.

jouer la carte de l'automatisation des trains. Pour preuve, la ligne 1, est désormais la plus ponctuelle du métro. Au-delà de la 4, les lignes 11 et 13 (la plus chargée des lignes de métro et qui présente le plus mauvais taux de ponctualité) doivent passer à l'automatique.

Un réseau entièrement automatisé en 2025

Plus largement, nous visons un réseau francilien – métro, RER et Transilien – entièrement automatisé en 2025. Pour ce faire, le chantier du Nouveau Grand Paris constitue un formidable laboratoire : tous les trains qui circuleront sur les 205 km de voies nouvelles seront automatiques. Concrètement, le gain sera énorme puisque les trains rouleront à une vitesse moyenne de 55 km/h avec des pointes possibles à 120 km/h. Les temps de trajets s'en ressentiront immédiatement : ainsi, pour aller d'Orly à la Défense, cela prendra 38 minutes au lieu de 52 minutes, et de Noisy-Champs à Clichy-Montfermeil, il faudra compter 6 minutes contre 52 auparavant. Le pilotage automatique permet plus de régularité des trains, moins d'attente et au final plus de voyageurs transportés.

MODERNISATION DU RÉSEAU

La Région réclamera à l'Etat les 800 millions d'euros par an pendant 10 ans nécessaires à la remise à niveau du réseau ferré francilien. Le calendrier de renouvellement des matériels roulants sera accéléré : fin du renouvellement de la totalité des trains RER avec priorité aux RER B, D, puis C, Transilien et vieux tramways (T1), avant la fin de la mandature.

Investir plus pour remettre en état le réseau ferré francilien

Ne nous voilons pas la face : le réseau ferré francilien est dans un état vétuste, conséquence du sous-investissement et de la politique du « tout TGV ». Incompréhensible, alors que la ligne D du RER transporte

chaque jour 550 000 voyageurs contre seulement 350 000 voyageurs sur l'ensemble du réseau TGV! Les études montrent qu'il faut investir 800 millions d'euros par an dans les 10 prochaines années. L'effort déjà engagé

pour 2015, soit 560 millions d'euros, et acquis pour 2016 devra donc être amplifié dans les prochaines années. La Région saura alors rappeler l'Etat à ses devoirs.



Du neuf pour les trains

Pour répondre au nombre de plus en plus important de voyageurs, les trains sont remplacés ou renouvelés. Plus de confort, plus d'espace pour les jambes, climatisation, écrans délivrant une information en temps réel, Internet et vidéo-surveillance... Un train plus beau, c'est un usager qui voyage mieux. Ainsi sur la ligne A, les nouvelles rames sont-elles déjà en circulation et vont remplacer celles sans étage encore en service. Avec ses larges

portes, et sa grande capacité, cette ligne absorbe un flux quotidien de plus d'un million de passager. Après l'appel d'offres du matériel roulant du RER E, seront lancés ceux pour les matériels du B, du D, puis du C. Les dernières lignes du Transilien vont elles aussi bénéficier d'un coup de neuf, tout comme les plus anciennes lignes de tramway à l'instar du T1. Autant de renouvellements qui participent à la régénérescence du réseau francilien.

TRANSPORTS: LA SÉCURITÉ N'EST PAS UNE OPTION!

Pouvoir se déplacer en sécurité, ne pas craindre les pickpockets ou les mains baladeuses, de jour comme de nuit est un droit fondamental pour tout citoyen. Pour le garantir, les mesures de protection doivent évoluer.

Une femme devrait pouvoir prendre le RER sans avoir la peur au ventre. Chacun devrait pouvoir emprunter le métro sans vérifier constamment que son portable est toujours dans sa poche. Au printemps dernier, des mesures de renforcement de la sécurité ont été prises, notamment en augmentant la présence humaine dans les rames et les bus. Outre les 1 550 policiers affectés sur les réseaux SNCF et RATP, la Région finance le déploiement des médiateurs dans les transports. Ils sont 122 cette année, et passeront à plus de 200 en 2016; les "gilets rouges", qui circulent déjà dans les trains sur les portions sensibles vont à l'avenir intervenir aussi le soir après 21 heures et les week-end.

De nouvelles idées pour plus de sécurité

Déjà, tous les tramways, bus de la RATP et 70 % des bus OPTILE sont équipés de caméras. Les nouveaux métros, et ceux rénovés, sont aussi équipés systématiquement. L'objectif de la Région est d'avoir 70 % de trains dotés de caméras en 2017. Les idées ne manquent pas pour aller plus loin. Ainsi, en juillet dernier, l'État a-t-il présenté un plan anti-harcèlement. Parmi les propositions de Claude Bartolone, des diagnostics en marchant d'usagères pour repérer les lieux à mieux sécuriser, la mise en œuvre de l'arrêt à la demande, un numéro d'alerte joignable aussi par SMS et une appli qui s'appuie sur la géolocalisation. Plus de sérénité dans les transports, c'est pour demain.

UNE POLICE DES TRANSPORTS

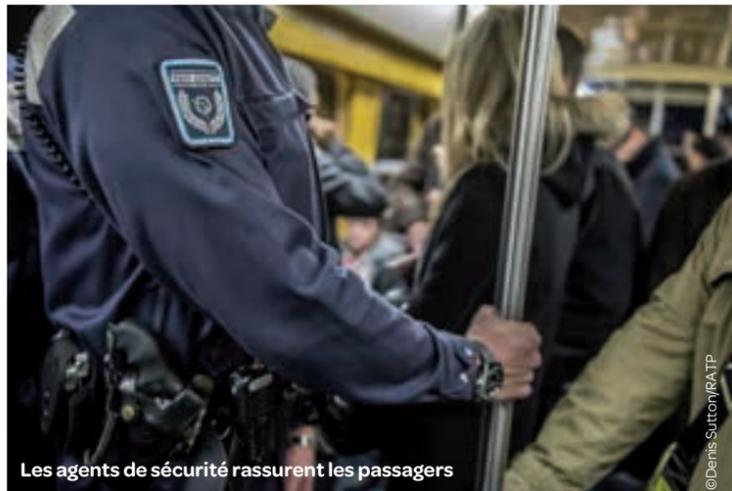
La Région mettra en place une police des transports, c'est-à-dire un corps unique regroupant tous les agents de sûreté des opérateurs. Pour plus d'efficacité, elle instituera un centre de supervision et de décision unique.

PLUS DE SÉCURITÉ, LE SOIR

À partir de 21h, la présence humaine sera renforcée sur le réseau ferré. La Région mettra en œuvre "l'arrêt à la demande" sur les bus, et notamment les Noctiliens qui disposeront de la présence d'un agent de sûreté.



PC sécurité de la Maison de la RATP



Les agents de sécurité rassurent les passagers

MONTRÉAL INNOVE POUR LES FEMMES

La Société des transports de Montréal, au Canada, a lancé un nouveau service pour les femmes prenant le bus le soir.

Celles qui le souhaitent peuvent demander au chauffeur de les déposer au plus près de chez elles, ce qui permet de rassurer les femmes seules. **Claude Bartolone souhaite importer cette initiative sur le territoire francilien.**

TÉMOIGNAGE

Julia:
« Dans le RER le soir, je ne suis jamais tranquille »

« Je prends le RER C chaque matin et chaque soir pour me rendre au boulot. Le matin, je suis confrontée aux frotteurs, qui ont les mains trop baladeuses et à ceux qui font des remarques vraiment lourdes. C'est quotidien. Le soir, dès qu'on rentre au-delà de 19h30, ce qui est souvent mon cas, les wagons quasi vides et là ça devient carrément flippant. Parce que mon trajet entre la station BnF et Juvisy dure 12 minutes, sans arrêt. On se dit que, s'il arrive quelque chose, on ne peut rien faire. Ma technique, c'est de m'asseoir systématiquement à côté d'une femme et je suis sûre que je ne suis pas la seule! Ce n'est quand même pas normal », s'insurge Julia. Loin d'être un cas isolé, elle fait partie des six femmes sur dix qui ne sont pas tranquilles dans les transports en commun. Ce n'est pas acceptable. La sécurité dans les transports doit être assurée: c'est une priorité.

CAMPAGNES DE PRÉVENTION

La Région financera des campagnes de sensibilisation. Elles rappelleront, entre autres, les peines encourues par ceux qui commettent de tels délits. Un numéro d'urgence sera inscrit sur le Pass Navigo et dans les rames de métro et de RER.

À L'HEURE DU MÉTRO LE PLUS CONNECTÉ DU MONDE

Être privé d'Internet dans le métro ou le train, ce sera bientôt du passé. 3G, 4G et Wifi vont demain irriguer l'ensemble du réseau francilien.

3G ET 4G PARTOUT
Dans notre société hyper connectée, l'information doit être disponible partout. La 3G et la 4G seront accessibles non seulement en stations et gares mais aussi dans les tunnels du réseau francilien.

UNE APPLI MOBILITÉ
État de fonctionnement d'un ascenseur, d'un escalier roulant... L'accès à ces informations en temps réel sera permis par une nouvelle appli, notamment pour répondre aux besoins des personnes à mobilité réduite.

Le temps passé dans les transports ne doit pas être un temps subi, mais au contraire un temps optimisé. La révolution est déjà en marche. On ne s'en rend peut être pas encore compte, mais jour après jour, les nouvelles technologies font de petits miracles dans notre quotidien. Après les écrans Image (Information multimodale généralisée dans les espaces) en cours de déploiement dans les stations et capables de renseigner les voyageurs en temps réel sur les trains en circulation, la fluidité du trafic comme les correspondances, ce sont désormais les écrans tactiles ZenWay qui ont fait leur apparition. Là encore, ces nouveaux panneaux en libre-service utilisent les informations en temps réel pour calculer le meilleur itinéraire, en tenant compte de l'état du trafic.

Des gares connectées en temps réel

Les nouvelles lignes déployées dans le cadre du Grand Paris Express seront toutes équipées de fibre optique. Dans ce schéma, il est prévu qu'elles deviennent de véritables data centers (centres de données), où il sera possible de travailler dans des espaces de coworking connectés en haut débit. Mais il faut aller encore plus loin. À l'heure où pour beaucoup d'entre nous, smartphones et autres objets connectés font partie de notre quotidien, l'information se doit d'être disponible à tout moment, partout même dans les tunnels. Le développement de la 3G et de la 4G doit donc être accéléré. C'est à ces conditions que l'Île-de-France pourra être qualifiée de territoire "intelligent".

Partout faire place au Net

L'Internet haut débit doit profiter à tous, y compris lorsqu'on se déplace. Ce sera une petite révolution. Imaginez qu'il sera possible d'utiliser son terminal mobile pendant son trajet, même sous terre, et sans coupure. Et surtout pour des usages gourmands en bande passante, comme la

vidéo ou l'envoi de fichiers volumineux. Cette continuité de service Internet est prévue pour la fin 2017, et elle concernera dans un premier temps les trains et métros circulant dans la capitale. Une première étape, prévue fin 2015, concernera le tronçon central du RER A et la ligne 1 du métro.



À la gare Saint-Lazare, on peut travailler entre deux correspondances dans l'espace de coworking

Transports en accès libre

Les expérimentations se multiplient pour faciliter la vie des voyageurs.

Ainsi, à Grenoble, on teste actuellement de nouvelles solutions comme l'accès aux transports sans pass ni ticket. Pour cela, il faut être porteur d'un mode de paiement sans contact. Un terminal de paiement

installé dans le bus délivre alors un reçu qui a valeur de titre de voyage. Attentif à toutes les initiatives innovantes, Claude Bartolone n'hésitera pas à les expérimenter dans la Région afin d'en faire profiter les Franciliens.

FACILITER LES DÉPLACEMENTS EN GRANDE COURONNE

En Grande couronne, on vit parfois loin d'un arrêt de bus ou d'une gare. Parcs relais pour voitures ou vélos, bus express... Des solutions existent. Mais il faut passer à la vitesse supérieure.

La voiture est toujours indispensable pour de nombreux Franciliens qui prennent le RER ou le Transilien chaque jour. En grande couronne, ce sont 17% des voyageurs qui utilisent d'abord leur véhicule pour venir à la gare. Avec, à la clé, un temps de trajet allongé. Pour eux, des parcs relais ont été installés au cours des dernières décennies : plus de 100 000 places au contact des gares d'Île-de-France. Mais, à l'avenir, ils doivent être mieux pensés afin d'être parfaitement en adéquation avec les besoins locaux. Le nombre de places sera augmenté. Dans la même logique, les parcs pour vélos, fermés et sécurisés vont être déployés, en privilégiant les gares ferroviaires ou les nœuds de correspondances.

Gagner des minutes qui sont précieuses

Les bus express, bien connus dans les départements de la grande couronne, permettent déjà de rejoindre les centres villes et les gares. En Seine-et-Marne, le réseau express, exploité par des opérateurs privés et financé par le Conseil départemental et le STIF, comprend 13 lignes et transporte chaque jour près de 20 000 voyageurs. À l'avenir, ces réseaux doivent être renforcés avec le développement d'une douzaine de lignes supplémentaires. Pour que ces lignes méritent vraiment leur nom, tout va être fait pour réduire les temps de trajet. Le réseau autoroutier va être mis à contribution dans ce cadre avec la réservation de voies pour les bus express. C'est déjà le cas sur deux portions d'autoroute : 5 km sur l'A1 entre Roissy et Paris et 3 km sur l'A6a entre Orly et Paris. Mais pas tout le temps : sur l'A1, c'est entre



Les Mureaux, Verneuil et Orgeval à 40 minutes de La Défense en liaison rapide grâce à un autocar express

6h30 et 10h et pas le week-end, et seulement dans le sens province-Paris. Résultat : 8 précieuses minutes gagnées sur le trajet Roissy-Paris. Si les résultats sont au rendez-vous, le mouvement sera amplifié puisque le STIF a dévoilé en février dernier les 11 portions d'autoroutes ou de voies rapides qui vont accueillir des voies réservées d'ici 2020.



Le parc relais de la gare de Gagny

1000 CHAUFFEURS POUR LA GRANDE COURONNE
Ces 1000 chauffeurs permettront de renforcer l'offre et d'atteindre un standard de qualité de service sur les principales lignes OPTILE pour garantir un bus au moins toutes les 15 minutes de 6h à minuit, 7 jours sur 7.

BUS PROPRE
Un plan de renouvellement de la flotte par des bus hybrides, puis 100% électriques, sera mis en œuvre en Grande couronne (réseau OPTILE).

Investir pour la grande couronne

Les lignes 17 et 18 seront lancées et le calendrier de prolongement de la ligne 18 accéléré. Le prolongement d'EOLE, le tram-train Évry-Massy-Versailles, la tangentielle Nord et Ouest, le prolongement du T7, seront nos priorités. Des lignes de bus en site propre et à haut niveau de service seront ouvertes sur les grands axes. Cette décennie sera exceptionnelle pour les transports de la Grande couronne et de toute la banlieue.

Des hubs, pôles d'échanges multimodaux

Toutes les gares vont devenir de véritables pôles permettant aux voyageurs de profiter de plusieurs modes de transport sur un même lieu (vélos, parkings, bus et trains).

Le métro du Grand Paris va améliorer les liaisons de banlieue à banlieue

aujourd'hui et demain

RÉDUIRE LES TEMPS DE TRANSPORT

C'est ce que promet le métro du Grand Paris : 6 mn entre Clichy-sous-Bois et Noisy-le-Grand contre 54 aujourd'hui ou 27 mn contre 1h27 entre Champigny et la gare d'Issy-RER. Une bonne façon d'améliorer le quotidien des Franciliens.



NUISANCES SONORES près de

20%

de la population de l'agglomération parisienne serait exposée au-dessus des seuils, soit environ 2 millions d'habitants.

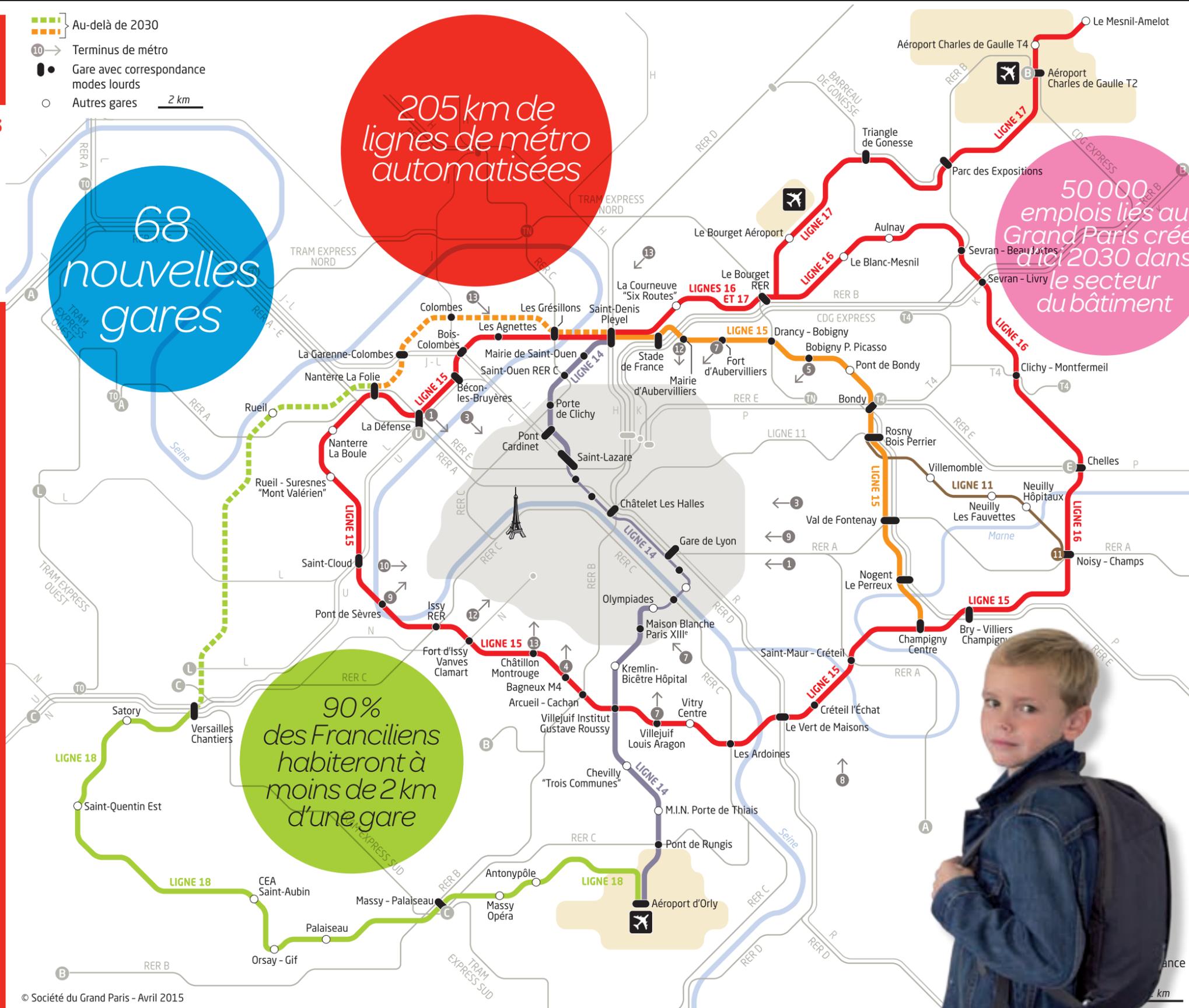


POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE plus de

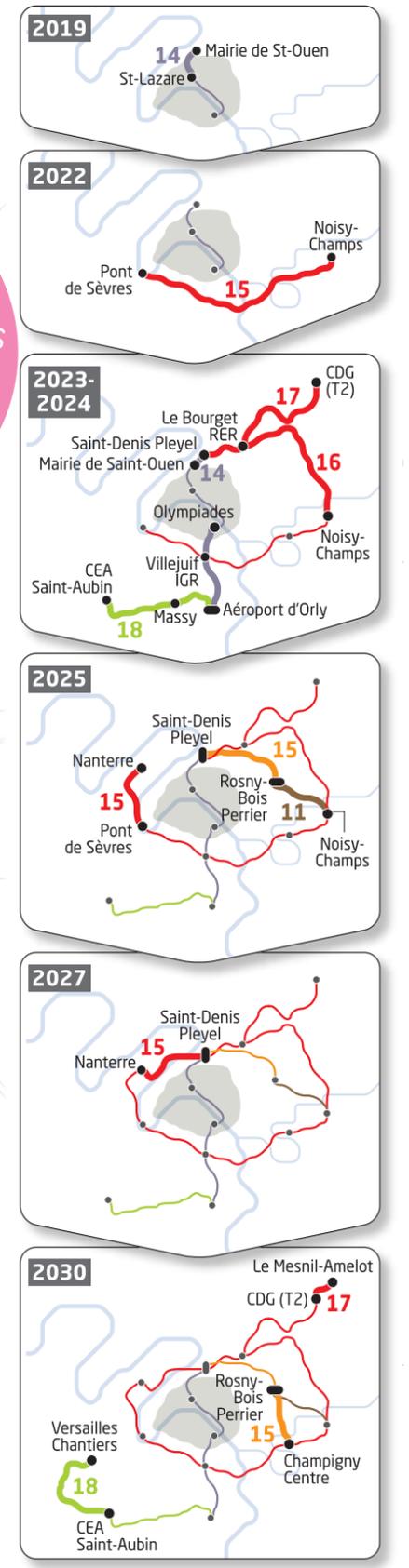
2,3

millions de Franciliens restent toujours exposés à des niveaux de pollution qui ne respectent pas la réglementation, notamment pour les particules et le dioxyde d'azote. Ce sont les Franciliens résidant dans l'agglomération parisienne et au voisinage de grands axes de circulation qui sont les plus concernés.

- Au-delà de 2030
- Terminus de métro
- Gare avec correspondance modes lourds
- Autres gares



Calendrier de mises en service



UNE NOUVELLE GENERATION DE GARES

Des lieux où l'on passe? Les gares du Grand Paris Express seront surtout des endroits où il fera bon s'arrêter. Visite guidée.

Perspective de l'entrée Stalingrad de la future gare de Villejuif-Louis-Aragon

♥
Une gare efficace et sûre

qui offre un accès facile au réseau. Elle prend en compte tous les handicaps. Organisée comme un espace lumineux, sans longs couloirs, on s'y sent en sécurité.

♥
Une gare connectée

organisée pour faciliter les échanges. Elle prend en compte une époque où l'information circule de plus en plus rapidement. C'est pourquoi elle offre à ses usagers l'accès à différents services numériques.

♥
Une gare lieu de vie

et créatrice de valeur. Elle accueille des œuvres d'art et des événements culturels. Grâce à ses commerces, elle facilite la vie des usagers et s'impose comme un acteur du dynamisme dans la ville.

Intelligentes, lumineuses, accessibles, ouvertes sur leur quartier... Les nouvelles gares sont conçues pour ceux qui les fréquenteront.



Perspective extérieure de la future gare de Villejuif-Louis-Aragon

©Société du Grand Paris/Gorki-Gazeeau

Premier juillet 2022, 8h30, Marie vient de franchir les portes de la nouvelle gare de Villejuif-Institut Gustave Roussy. L'immense verrière circulaire signée Dominique Perrault permet à la lumière de pénétrer en profondeur, jusqu'à 28 mètres, là où les trains circulent. Elle se repère facilement grâce à la signalétique dynamique, sait précisément à quelle heure son train va entrer en gare, et ne perd pas une minute à chercher une place disponible. L'appli téléchargée sur son mobile lui a indiqué la rame la moins chargée, et le nombre exact de fauteuils libres... Vous rêvez? Même pas! Ce sera le quotidien des Franciliens à partir de 2019, lorsque les premières gares nouvelle génération du Grand Paris Express seront ouvertes.

3G et 4G
Conçues comme des espaces intelligents, elles seront dotées des dernières technologies : une signalétique capable d'indiquer en temps réel l'état du trafic, une couverture de 3G et 4G des halls, couloirs et quais et jusque dans les trains, des espaces de travail partagés (coworking) pour mettre à profit le temps d'attente en correspondance. Ce soir, lorsque Marie rentrera du bureau, elle aura pu optimiser son temps de trajet pour envoyer les derniers emails de la journée. Mais aussi, pourquoi pas, réserver et régler la pizza qu'elle passera prendre à la sortie de son train, juste en face de la gare.

NUMÉRIQUE
Les nouvelles gares permettront l'accès à tous les services numériques : Internet mobile haut débit, relais e-commerce, etc.

ÉCOLE
Les accès vers les modes doux de circulation (particulièrement, le vélo) seront sécurisés et généralisés.

FACILE
D'une ligne à une autre, les correspondances seront simples et rapides.



Perspective du hall de la future gare de Noisy-Champs

©Société du Grand Paris/Jean-Marie Milieul

La part belle à la culture

Avez-vous déjà écouté du piano dans la gare Saint-Lazare?

L'expérience, qui aurait paru incongrue il y a encore quelques années, est devenue réalité dans plusieurs gares où des pianos ont été mis à disposition des voyageurs. Résultat : des concerts improvisés et une nouvelle ambiance sonore,

apaisante et agréable pour tous. À l'image de cette opération, nous ferons en sorte que les gares franciliennes deviennent des lieux de culture avec des œuvres d'art, des artistes invités et des partenariats renforcés avec les institutions comme les médiathèques, maisons de la culture, musées, conservatoires, situés aux abords des nouvelles gares.

Perspective de l'entrée de la future gare Les Ardoines, à Vitry-sur-Seine



©Société du Grand Paris/Valodeet Poiré

Plus de sécurité

Dans la conception des gares du Nouveau Grand Paris, permettre aux usagers de se sentir plus en sécurité est une priorité.

C'est pourquoi, dans leur architecture même, elles doivent pouvoir procurer aux voyageurs un sentiment de tranquillité. C'en est donc fini des longs couloirs anxiogènes. Place à la lumière ainsi qu'à une acoustique à laquelle

un soin tout particulier va être apporté. Ainsi, les gares du Nouveau Grand Paris ne seront pas des lieux qu'on ne fait que traverser, avec, parfois, la peur au ventre. Mais, au contraire, des moments de décompression agréables entre le temps du travail et celui de la maison.

Accessibles à tous

Les nouvelles gares seront adaptées à tous les Franciliens qui rencontrent des difficultés à se déplacer : les personnes en fauteuil roulant, bien sûr, mais aussi les déficients visuels, les personnes âgées et les poussettes... C'est un enjeu de taille puisque 30 à 40 % des Français ont, de façon permanente ou ponctuelle,

du mal à se déplacer. Concrètement, de la rue à la gare, du tram et du bus jusqu'au train, aucune marche ou pente importante ne viendra freiner les moins mobiles d'entre nous. Les ascenseurs en grand nombre sont prévus pour permettre l'accès de la rue ou du hall de gare jusqu'au quai. Ainsi, nul ne se trouvera entravé dans sa volonté de se déplacer.



Perspective de l'intérieur de la future gare calcaire de Vitry-centre

©Société du Grand Paris/King Kong



Perspective de la future gare de Villejuif-Institut Gustave-Roussy

©Société du Grand Paris/Dominique Perrault-architecture

Quand le transport crée de l'emploi

7 NOUVEAUX SITES INDUSTRIELS POUR UNE QUALITE DE SERVICE EXEMPLAIRE

Sans eux, pas de trains à l'heure. Mais les centres de maintenance du futur métro automatique ont aussi vocation à générer de l'emploi. Comme à se fondre dans les territoires franciliens où ils s'implanteront.

Les 205 km de nouvelles voies ferrées et les 68 gares construites pour les nouvelles lignes de métro automatique ne sont qu'une partie du chantier du Nouveau Grand Paris. En effet, pour entretenir les 200 métros en circulation, 7 sites industriels vont voir le jour. Leur rôle est essentiel dans la bonne marche du métro automatique : à l'ombre de ces structures, on entretient les rames, on les répare éventuellement et on anticipe les pannes. Ces sites constituent autant de maillons pour assurer la qualité de service exemplaire que les usagers attendent.

Des bâtiments respectueux de leur environnement

À quoi vont-ils ressembler ? La Société du Grand Paris (SGP) indique qu'il s'agira de sites industriels audacieux et créatifs. Pour cela, deux cabinets d'architectes ont été retenus. Ils ont élaboré une charte architecturale, urbaine et paysagère afin que l'ensemble des bâtiments réponde aux mêmes critères. L'insertion dans l'environnement a été particulièrement soignée, notamment grâce à une méthode de réalisation à l'écoute des doléances formulées par les collectivités et les riverains.

À quoi ressembleront ces sites industriels ? Les premières maquettes du centre de Champigny-sur-Marne, dévoilées il y a quelques mois, donnent un début de réponse.



Perspective de l'intérieur de la future halle du site de maintenance industrielle de Vitry-sur-Seine



Perspective du futur site de maintenance industrielle de Vitry-sur-Seine

DE NOUVEAUX SITES INDUSTRIELS Ils permettront de garantir une meilleure maintenance des matériels roulants pour les rendre plus fiables, plus sûrs, et améliorer les conditions de transport de tous les Franciliens.

Il s'agit d'un édifice de 50 000 m² sur une parcelle de 9 hectares. Il abritera le poste de commandement de la ligne 15 et un centre de maintenance des rames. Le terrain qui présente un dénivelé de 14 mètres a permis à l'architecte de créer une structure qui émerge du sol, avec une partie recouverte d'une toiture végétalisée. Les travaux vont commencer bientôt et la livraison est prévue pour 2019.

C'est-à-dire un an avant la mise en service de la partie sud de la ligne. D'ailleurs, chacun des 7 sites industriels sera réalisé en amont de l'ouverture des lignes du Nouveau Grand Paris, à chaque fois une année avant la mise en service.



Perspective du futur site de maintenance et de remisage de Champigny-sur-Seine



Perspective du futur site de maintenance et de remisage de Champigny-sur-Marne



Perspective du futur site de maintenance industrielle et de remisage de Champigny-sur-Seine

Une bonne nouvelle pour l'emploi

Les nouveaux sites nécessiteront des compétences nombreuses et qualifiées.

On estime, en effet, qu'il faudra créer plus de 1 000 emplois directs dans la filière maintenance pour entretenir, réparer et dépanner les 200 trains qui circuleront sur le nouveau réseau, mais aussi prendre soin des infrastructures ferroviaires. L'enjeu est de taille puisque le niveau de régularité de ces nouveaux métros doit être exemplaire. À ce sujet, la Société du Grand Paris compte faire de ces nouveaux sites des vitrines du savoir-faire en matière de maintenance. « Chaque site industriel du Nouveau Grand Paris représentera un véritable pôle technique et économique en articulation avec l'ensemble de la filière maintenance présente en Île-de-France » souligne-t-on du côté de la Société du Grand Paris.



➤ **Faut que ça roule!**

FAIRE SAUTER LES BOUCHONS EN ÎLE-DE-FRANCE!

Plusieurs millions de Franciliens prennent leur voiture chaque jour. Nous devons œuvrer à une mobilité plus propre et plus responsable. Pour faciliter et rendre plus sûrs les déplacements des automobilistes, la Région va agir sur l'état des routes, la fluidité du trafic et l'accès aux gares.

S

oyons clairs: certaines zones de l'Île-de-France sont éloignées des gares et il est difficile pour leurs habitants de se déplacer sans voiture. Ils sont des millions chaque jour dans cette situation, avec, à la clé, des coûts importants, des bouchons interminables et un réseau routier qu'on pourrait améliorer. La Région a donc décidé de mettre un coup d'accélérateur.

Fluidifier le trafic routier

La priorité sera donnée dans les prochaines années aux portions d'autoroute entre l'A86 et la périphérique ainsi que les sections communes A86-A3 et A86-A4 à l'est de la capitale. Avec un trafic de 250 000 voitures par jour, l'A4, souvent embouteillée, présente un flux similaire au périphérique. Elle fait donc aussi l'objet d'études pour transformer ses 35 premiers kilomètres depuis la porte de Charenton en avenue métropolitaine, avec une voie centrale à double sens pour les bus express, les taxis et les autos comptant au moins 3 passagers. On peut aussi mieux utiliser le réseau routier existant par une gestion dynamique et intelligente du trafic. C'est, par exemple, l'information en temps réel des automobilistes sur l'état de la circulation et les itinéraires à privilégier, mais aussi

une utilisation optimale des voies de circulation en fonction des horaires. C'est ce qui est fait dans le cadre des portions de l'A1 et de l'A6a dont certains tronçons sont réservés mais seulement quelques heures par jour.

Les parc relais pour des trajets mixtes

Déjà plus de 100 000 places sont proposées aux automobilistes, au contact des gares RER ou Transilien. C'est une solution qu'il faudra amplifier pour partager son parcours entre auto et transports en commun, et profiter des économies déjà obtenues avec le Pass Navigo à tarif unique.



©David Bertho-Flickr

La Défense

➤ *Accompagner la sortie du diesel*

La Région accompagnera la sortie du diesel en Île-de-France en proposant une "prime régionale à la casse" pour tous les propriétaires d'un véhicule diesel professionnel ou utilitaire.

➤ *Remise à niveau des routes*

En plus des projets prévus dans le cadre du Contrat de plan État-Région (CPER) pour l'entretien des routes et la suppression des principaux points noirs en Île-de-France, la Région passera un véritable contrat de service avec l'État. L'effort portera en particulier sur un meilleur partage de la route (bus express, covoiturage...), la propreté des abords et l'utilisation des outils numériques pour l'information en temps réel des automobilistes.

Modifier nos modes de déplacement, c'est possible. La Région aidera à en imaginer de nouveaux pour répondre aux besoins des franciliens.



Le covoiturage : une solution plus écologique de se déplacer

Partager sa voiture, rouler à l'électricité, pédaler et même tout simplement marcher : il existe de nombreuses manières de se déplacer « proprement » tout en faisant des économies et en améliorant notre santé. À pied ou à vélo, ces modes de déplacements qualifiés d'actifs sont désormais encouragés.

La petite reine de l'Île-de-France

À Paris, les déplacements à vélo ont été multipliés par trois entre 2000 et 2010, facilités aussi par le lancement de Vélib' en 2007. Et partout dans la région les pistes cyclables s'allongent dans l'objectif d'arriver à 4 400 km d'ici 5 ans. Des garages à vélos sont actuellement en train d'être installés aux abords des gares, fermés et sécurisés, et réservés aux porteurs de la carte Navigo. Pour mieux circuler, la Région favorise la suppression des obstacles à franchir comme les voies ferrées ou les autoroutes, à l'aide par exemple de passerelles. Le but est de supprimer 100 coupures urbaines d'ici 2020.

Les piétons encouragés

La marche est aussi favorisée en réduisant les obstacles, en aménageant les trottoirs, en mettant en place un fléchage adapté et une information sur les temps de parcours à pied. La Région a pris le sujet au sérieux : c'est l'un des axes retenus dans le plan de déplacements urbains de l'Île-de-France 2015-2020.

L'AUTO-PARTAGE PARTOUT ET POUR TOUS

Claude Bartolone s'engage à déployer partout dans la région un service d'autopartage de voitures électriques en libre-service sur le modèle d'Autolib'. Des bornes de recharge seront installées pour les particuliers sur l'ensemble du territoire de l'Île-de-France.

2 FOIS PLUS DE PISTES CYCLABLES

La Région s'engage à doubler la longueur des pistes cyclables dans les 10 ans.



Autolib' : des voitures électriques partagées



Bornes de recharge électriques

Autolib', la voiture électrique se démultiplie

Près de 90 villes adhèrent aujourd'hui au service d'autopartage, et de nouvelles communes vont être équipées, comme Versailles l'année prochaine. 3 300 Bluecar parcourent les routes franciliennes et ont permis de déployer un réseau de bornes de recharges. 1 000 stations totalisent 5 500 bornes de rechargement. Contre un "abonnement recharge", tout propriétaire de véhicule électrique ou hybride

rechargeable peut les utiliser. La Région y met aussi du sien pour accélérer le maillage en bornes électriques. Elle subventionne actuellement l'installation de points de rechargement compatibles avec tous les véhicules et sans abonnement. Objectif ? Installer 8 000 bornes, soit 16 000 points de recharge, d'ici 2020 pour 400 000 véhicules électriques en circulation. En 2030, on en prévoit 1 million !



Vélo électrique

Les bus passent au vert !

Il n'y a pas que les trains et métros qui marchent à l'électricité.

Les bus vont aussi y passer progressivement d'ici 2025. Ce vaste programme va concerner 80 % des 4 500 bus en circulation, qui seront remplacés par des bus électriques. Les 20 % restant rouleront au biogaz non polluant. Objectif : des bus silencieux et n'émettant ni CO₂, ni gaz à effet de serre. La première ligne 100 % électrique, la 341, va entrer

en fonction en 2016 avec des Bluebus. Ces bus de 12 mètres sont identiques à ceux aujourd'hui sur les routes et peuvent accueillir 90 passagers. Ils présentent une autonomie de 180 km, ce qui leur permet de tenir toute la journée. En attendant, les essais se multiplient pour la RATP. Quant au réseau OPTILE, la Région lancera un plan de renouvellement de la flotte par des bus hybrides, puis 100 % électriques, sera mis en œuvre en Grande couronne.



Microbus bluebus électrique. Centre bus Belliard

Des avantages pour les covoitureurs

Les propriétaires de voitures sont désormais encouragés à partager leur véhicule.

Et les solutions ne manquent pas. Comme l'aménagement des aires de covoiturage, identifiées grâce à un panneau, où conducteurs et passagers peuvent se retrouver facilement. Une autre idée consiste à donner aux covoitureurs des avantages pour stationner

dans les parcs relais à proximité des gares. C'est une façon de promouvoir le covoiturage en complément des transports en commun. Enfin, il s'agira de permettre aux covoitureurs d'emprunter les nouvelles portions d'autoroutes réservées aux bus express et aux taxis.

JE SUIS DEVENUE UNE VELOTAFEUSE CONVAINCUE!

Grâce aux possibilités de l'embarquer, désormais, pratiquement partout, la bicyclette devient un mode de locomotion "non stop", sans rupture, de son domicile à son lieu de travail ou de loisirs.

«**D**epuis que je peux embarquer mon vélo dans le train pour aller au travail, ma vie a changé, je n'ai plus besoin de prendre ma voiture. En plus, je fais de l'exercice et j'arrive au boulot complètement déstressée!», résume Karine, vélotafeuse seine-et-marnaise avertie. À Copenhague, déjà 35 % des actifs, y compris les habitants de la banlieue et de la grande banlieue, sont des vélotafeurs. D'ailleurs, des chercheurs danois ont estimé que 30 à 35 minutes de pratique quotidienne de vélo peuvent faire gagner entre 3 et 14 mois d'espérance de vie. Une jolie récompense! Sans oublier, bien sûr, que la bicyclette n'est pas seulement le moyen de transport le moins cher et le plus sain mais qu'elle contribue aussi, et surtout, à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

4 400 km de réseau cyclable en 2020

En France, les chiffres parlent d'eux-mêmes: la part des transports routiers dans la production d'émissions de CO₂ est de 36 %. C'est donc une priorité de développer ce mode de déplacement au quotidien. C'est à notre portée et plus vite que prévu si l'on en croit le travail engagé par l'organisme qui gère les transports pour la Région (STIF) pour mettre en place un solide réseau régional d'itinéraires cyclables. Notre objectif: disposer de 4400 km de réseau cyclable d'ici à 2020 avec des garages à vélos sécurisés au plus près des gares et des wagons dédiés aux bicyclettes. Sur les dix dernières années, les déplacements à vélo ont augmenté de 33 % à Rennes, 50 % à Lille. C'est donc une question de volonté.

GÉNÉRALISATION DES VÉLIGO
Équipées d'un système de vidéo-surveillance, ces consignes à vélos sont dotées d'arceaux permettant d'accrocher le cadre et les roues de la bicyclette pour plus de sécurité. Le Pass Navigo permet d'y accéder. La Région les généralisera dans toutes les gares.



Espace Véligo à Athis-Mons. À la station Porte de l'Essonne



Prendre le RER avec son vélo c'est possible notamment à la gare de Saint-Germain-en-Laye



MaO de Paris-Flickr



Bruno Marguerite/RATP

Rog01-Flickr

En avant, le VAE!

Les vélos à assistance électrique (VAE) permettent de rouler à 19 km/h contre 15 pour des vélos classiques et surtout de réduire ses efforts. Les utilisateurs

parcourent des distances de 9 km en moyenne. L'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables n'est pas anecdotique. Il nécessite de développer un réseau étendu de bornes de recharges électriques. Claude Bartolone s'engage à répartir les points de recharges de manière égale, en milieu rural comme en zone urbaine, pour éviter un sous-équipement de certains territoires.

TÉMOIGNAGE

Marc:
«Le bus de nuit, quand je rentre tard, c'est vraiment pratique.»

Pour Marc, le constat est clair: «Comme beaucoup de banlieusards ou de parisiens, chaque fois que je sors et prévois de rentrer tard, je prends un bus de nuit. C'est vraiment pratique et cela m'évite de me ruiner.» Bonne nouvelle pour Marc: dès le début de l'année 2016, nous ferons en sorte que les métros, RER et Transilien circulent plus tard dans la nuit. À terme, Claude Bartolone s'engage à la mise en place d'un service métro/RER/Transilien 24h/24 sur toute l'Île-de-France. Quant au réseau Noctilien cher à Marc - plus de 45 lignes de bus et 2 000 points d'arrêt dans plus de 200 villes - il faudra impérativement le renforcer. Et pour cause: la région francilienne est l'une des régions au monde où l'on se couche le plus tard, qu'il s'agisse des personnes qui veulent sortir ou des travailleurs nocturnes.



Ligne 11 du Noctilien au Pont de Neuilly

Matheu Delmestre



©Mathieu Delmestre

➤ **Logement,
il y a urgence!**

LOGEMENT: POUR UN MEILLEUR ÉQUILIBRE

Nous fixerons des priorités claires : faire respecter la part de 25 % de logements sociaux par ville (lois SRU et Duflot 1), casser la logique de ghettos et donner un coup de pouce aux jeunes.

A

près quelques années d'efforts, l'Île-de-France atteint peu à peu les 25 % de logements sociaux exigés par la loi. L'année 2013 avait marqué les annales avec quelque 30 316 nouvelles constructions, avant de fléchir légèrement en 2014. L'arrivée de la droite à la tête des mairies a porté un coup d'arrêt à de nombreux projets. Bilan des dix dernières années : environ 231 800 nouveaux logements sur l'ensemble du territoire. Malgré ce dynamisme, la Région ne parvient toujours pas à faire face à la demande. Plus de 550 000 demandeurs de logement social inscrits sur les listes (chiffres DRIHL, décembre 2013) en permanence, et une ancienneté moyenne de 31 mois. Sachant que l'attente est souvent bien plus longue. De nombreux ménages, asphyxiés par les loyers du privé, cherchent désormais refuge dans le logement social. Plus de la moitié des foyers franciliens peut d'ailleurs y prétendre.

Plus de mixité sociale

Certes, l'Île-de-France doit encore produire des logements sociaux, mais elle doit également être capable de mieux les répartir sur le territoire. Actuellement, 50 % de l'offre est concentré sur 10 % du territoire, 5 % des communes. Dans Paris intra-muros, ils se situent essentiellement dans les 18^e, 19^e et 20^e arrondissements. Avec environ 13 000 logements chacun. Quand le 7^e arrondissement, le moins bien pourvu de la capitale, n'en compte

que 1 000. Pour plus de mixité sociale, un rééquilibrage s'impose entre les villes excédentaires et celles déficitaires en matière de logements sociaux.

La Région : une alliée indispensable

Mais les projets immobiliers dépendent du bon vouloir des mairies. Bien que contraints par la loi SRU, ces derniers ne sont pas suffisamment sanctionnés si le seuil n'est pas respecté. Et certains élus hésitent à délivrer des permis de construire pour des projets impopulaires auprès de leur électeur. Face à cette carence, le gouvernement demandait en mars 2015 aux préfets de « s'emparer pleinement » des outils légaux à leur disposition, comme le droit de préemption ou délivrance des permis de construire. L'Établissement public foncier régional (EPFIF), en lien avec les collectivités, était aussi sollicité pour mettre à disposition des bailleurs des parcelles à des prix plus attractifs. Mais aux coûts des terrains s'ajoutent les taxes et les normes. Et les promoteurs peinent à trouver une péréquation économique viable aux programmes de HLM. Les aides de la Région aux bailleurs restent indispensables à la création de logements sociaux et très sociaux. Elles permettent aussi d'assurer une répartition plus cohérente sur le territoire, garante d'une vraie mixité sociale.

Pas de mixité sociale, pas d'aide régionale

Les lois Solidarité et renouvellement urbain (SRU) puis Duflot 1 imposent à chaque commune un quota de 25 % de logement social au sein de son parc de logements.

Ce sont de grandes lois de mixité sociale... Hélas pas toujours respectées. Désormais, les mairies qui ne se conformeront pas à leur obligation de construire du logement social, ne recevront plus de subventions de la Région.

Une autorité régionale du logement

Cette nouvelle autorité organisatrice sera chargée d'assurer une répartition cohérente des logements par territoire pour que l'offre réponde enfin aux besoins des Franciliens.

Une politique du logement à visage humain

Claude Bartolone placera au cœur de sa politique du logement des publics prioritaires comme celui des jeunes, des personnels de santé qui ont des horaires décalés, des familles monoparentales ou encore des femmes victimes de violences.



Maisons individuelles à Vitry-sur-Seine



Logements sociaux dans le quartier Balzac à la Courneuve, cité des 4 000

CHOISIR SON LOGEMENT ET NE PAS SUBIR

La vie change, les besoins immobiliers aussi. Les Franciliens doivent avoir le droit de choisir leur lieu de résidence tout comme leur type de logement, à chaque étape de leur existence.

Devenir autonome, louer un studio, avoir un premier emploi, s'installer dans un logement plus grand, fonder une famille, acheter un grand appartement. Voire une grande maison. Telles sont les étapes d'une vie personnelle et professionnelle, mais aussi résidentielle, de bons nombre de nos concitoyens.

Malheureusement, en Île-de-France, cette mobilité souhaitée se fracasse trop souvent sur les prix de l'immobilier. Trop prohibitifs. Une grande partie des Franciliens se sent piégée dans des logements trop chers et trop étroits, mais aussi parfois coincée par des dispositifs manquant de souplesse. Les uns sont certes éligibles à un logement social mais se trouvent bloqués par la pénurie de l'offre. Les autres sont parfois trop riches pour obtenir un logement social mais pas assez pour se loger correctement dans le parc privé. Résultat : ceux qui le peuvent s'éloignent des centres villes, donc de l'emploi et des transports. Quand ils ne décident pas tout bonnement... de quitter la région Île-de-France.

Une offre plus diversifiée

Pour apporter un peu d'oxygène, le Schéma directeur de la Région Île-de-France (SDRIF) et la loi du Grand Paris prévoient la construction de 70 000 nouveaux logements par an. Soit deux fois plus

ENCADREMENT DES LOYERS

Claude Bartolone s'engage à défendre le déploiement du dispositif d'encadrement des loyers, aujourd'hui limité à Paris, à l'ensemble du territoire francilien.

Plus de logements et de mobilité : le cercle vertueux

« On ne peut plus accepter qu'un seul Francilien ait le sentiment de ne pas choisir l'endroit où il habite, et de subir sa vie », soulignait Claude Bartolone en juin 2015 à Créteil.

Seule solution : produire, produire et encore produire des logements. Si le Grand Paris parvenait à maintenir le rythme qu'il s'est fixé, soit 70 000 nouveaux logements par an, il permettrait aussi d'améliorer la mobilité et donc de libérer les logements anciens. Lesquels pourraient alors être démolis, transformés par fusion ou

scission de logements, voire destinés à d'autres usages. Depuis 1982, le renouvellement représente en effet un quart de la construction neuve à l'échelle de la région. Avec plus de nouvelles constructions, on aboutirait à la disparition nette de 16 000 logements par an (au lieu de 11 000 dans le scénario actuel) pour en produire de plus neufs et de plus adaptés. Ce qui permettrait au final d'accueillir dans de meilleures conditions les 680 000 à 1,1 million de nouveaux Franciliens prévus à horizon 2030. (Source Insee)

Des innovations garantes de la mixité sociale

En France, les primo-accédants peuvent aussi bénéficier du prêt à taux zéro (PTZ) lancé par l'État, auquel s'ajoutent les aides locales. Problème : le PTZ concerne principalement le logement neuf – dont la production est insuffisante – et ses montants ne sont pas assez favorables en Île-de-France. L'agglomération parisienne doit donc innover si elle ne veut pas perdre son attractivité tout en maintenant une diversité de population sur son territoire.

que le rythme actuel. Mais pour que chacun puisse choisir la solution qui lui convient, l'offre doit surtout être diversifiée : du locatif social, très social, mais aussi des logements intermédiaires...

Tous les niveaux de loyers doivent être proposés. Sans oublier l'accession sociale à la propriété. Certaines communes ont même relancé le prêt social location-accession (PSLA) qui permet à un ménage d'acquérir un bien sans apport initial. À Palaiseau par exemple, soixante-cinq logements ont ainsi été livrés en janvier dernier.

SE LOGER : UN OBSTACLE POUR L'AUTONOMIE DES JEUNES

La crise fragilise les jeunes franciliens. La Région s'engage à leur offrir un choix de logements plus vaste, plus adapté à leurs besoins et à leurs moyens.

L'Île-de-France peut se targuer d'être une région jeune : un tiers de la population a moins de 25 ans. Et elle continue d'attirer les étudiants. Pourtant l'offre de logement ne s'est pas adaptée : loyers trop chers, habitations trop grandes, baux trop longs... Plus de la moitié des jeunes franciliens continue alors de vivre chez ses parents. Les autres se débrouillent : colocation, cohabitation intergénérationnelle, sous-location... Déjà précaires, ils sont fragilisés par des loyers en constante augmentation.

5 000 logements par an

Si les jeunes se tournent vers le parc privé, c'est que l'offre de logements pour les étudiants ou les jeunes travailleurs est insuffisante. Des places dans les résidences, les foyers, les cités universitaires manquent à l'appel. Une pénurie que la Région voudrait combler en soutenant la création de 5 000 logements par an, 4 000 pour les étudiants, 1 000 pour les apprentis et les jeunes en insertion. Tous à proximité des lieux de formation, des transports, des emplois. Mais les jeunes actifs ont aussi besoin de logements sociaux, et très sociaux. La Région a donc décidé de réserver, pour les moins de 30 ans, 5 % des logements sociaux qu'elle finance. Ou encore d'accompagner les organismes spécialisés dans le développement de nouvelles formes d'habitat en accord avec leur style de vie. L'offre d'hébergement et de logement pour les jeunes doit se diversifier. Mais aussi être plus rééquilibrée sur le territoire.



De nombreux jeunes choisissent la colocation pour réduire le prix du loyer

GARANTIE LOCATIVE

Actuellement, les cautions locatives en place sont restrictives. Claude Bartolone s'engage à étendre ce dispositif à tous les jeunes, qu'ils soient ou non étudiants, afin de lever les freins à l'accès au logement.

Solizen : une garantie pour les propriétaires

Pas d'emploi, pas de logement. Et l'inverse est vrai aussi. Souvent dans une situation précaire, les jeunes ne rassurent pas les propriétaires. Pour casser ce cercle vicieux, la Région a mis en place Solizen. Cette aide garantit au propriétaire le paiement de son loyer et des charges. À condition qu'il propose un bien non meublé dans la région, d'une surface minimum de 14 m², de T1 à T2, décent bien entendu, bien desservi, et au prix du marché. Ce sont des associations qui prennent en charge gratuitement la gestion du logement, la vacance ou les impayés, la remise en état du logement suivant l'état des lieux. Elles servent aussi d'interlocuteurs entre les propriétaires et les locataires. Le public : des jeunes entre 18 et 30 ans. Le loyer ne doit pas excéder 30 % de leurs revenus.



Sortir de la crise du logement

« **D**es besoins en logement toujours croissants et un vrai potentiel pour y répondre : l'enjeu et les atouts de l'Île-de-France sont connus. Mais plusieurs raisons expliquent ce qu'on peut appeler une crise du logement. Commençons par l'offre : elle est insuffisante. Les terrains sont rares, donc ils sont chers. Les maires pourraient faire baisser les prix en mettant plus de terrains à disposition et en facilitant l'obtention des permis de construire. Le promoteur s'engageant quant à lui à plafonner les prix et sa marge. Nous le faisons à certains endroits. On pourrait élargir.

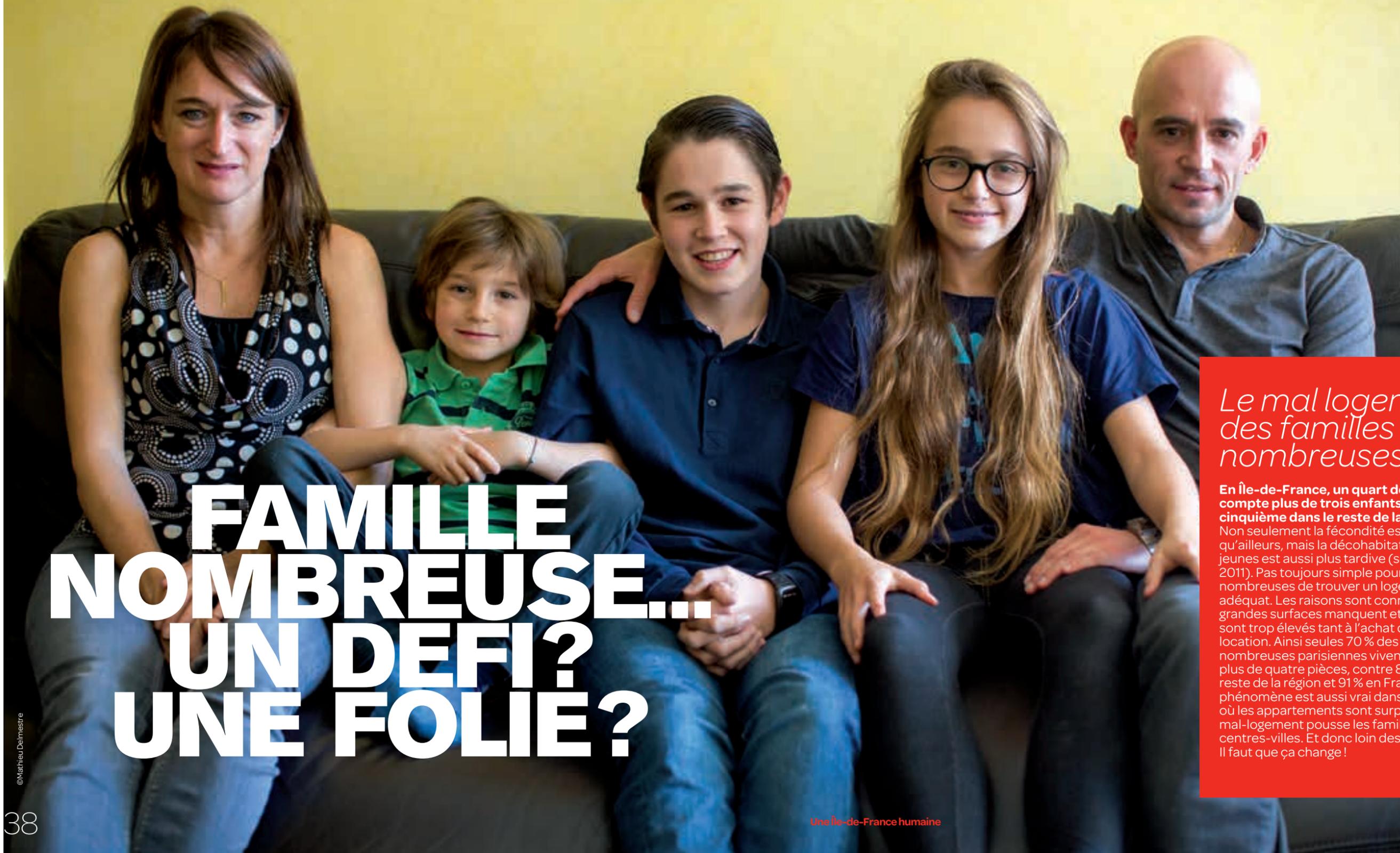
Autre enjeu : en Île-de-France comme ailleurs, les investisseurs sont prêts à revenir sur le marché locatif. Mais ils ont besoin de garanties. Non pas en termes de rendement mais de stabilité fiscale et réglementaire. Car ces opérations se pensent sur dix ou quinze ans. L'investisseur, privé ou institutionnel, a besoin de stabilité, de visibilité. Si l'État ne peut la garantir, la Région peut-elle accompagner les investisseurs ? Il y a des pistes.

L'autre problème est du côté de la demande. Ou plutôt de la demande solvable. La rareté de l'offre fait monter les prix. Il n'y a donc pas assez de primo-accédants en Île-de-France. Or le prêt à taux zéro mis en place par le gouvernement est plus favorable aux villes moyennes qu'à la région parisienne. C'est clair ! Le marché du logement neuf refonctionne à peu près : on prévoit une augmentation de 15 % des ventes en France entre 2014 et 2015. Mais l'Île-de-France reste à -5 %, -10 %.

À cela s'ajoute, encore plus qu'ailleurs, une administration absurde. La superposition des structures est devenue un handicap pour l'Île-de-France. Quand un projet est sur deux communes qui n'ont pas le même Plan prévention risque inondation (PPRI), que l'on s'en aperçoit un peu tard, on reprend le processus de consultation au départ. Dix-huit mois au moins pendant lesquels le problème

Président-directeur général du groupe immobilier Nexity depuis 2004, Alain Dinin est un observateur avisé du secteur du logement en Île-de-France. Il analyse ici la situation en pointant les difficultés, tant du côté de l'offre que de celui de la demande. Plaidant pour un raisonnement plus global, il voit dans la Région un acteur susceptible de jouer un rôle-clé dans la résolution de cette crise.

de logements n'est pas réglé. Notre organisation administrative est issue du 19^e siècle ; nous sommes dans le monde du 21^e ! Un raisonnement par ville ou par arrondissement n'a plus de sens. Il faut une autorité au-dessus des communes et des intercommunalités qui raisonne de manière globale : en termes de logements, mais aussi d'emploi, de santé, d'éducation, d'intégration sociale. Aujourd'hui, quelle est l'autorité la plus à même de remplir ce rôle ? Entre la Métropole, les communes et les intercommunalités, la Région a probablement un rôle à jouer. »



FAMILLE NOMBREUSE... UN DEFI? UNE FOLIE?

Le mal logement des familles nombreuses

En Île-de-France, un quart des familles compte plus de trois enfants, contre un cinquième dans le reste de la France.

Non seulement la fécondité est plus élevée qu'ailleurs, mais la décohabitation des jeunes est aussi plus tardive (source Insee, 2011). Pas toujours simple pour ces familles nombreuses de trouver un logement adéquat. Les raisons sont connues : les grandes surfaces manquent et les prix sont trop élevés tant à l'achat qu'à la location. Ainsi seules 70 % des familles nombreuses parisiennes vivent-elles dans plus de quatre pièces, contre 81 % dans le reste de la région et 91 % en France. Mais le phénomène est aussi vrai dans le parc social où les appartements sont surpeuplés. Ce mal-logement pousse les familles loin des centres-villes. Et donc loin des emplois. Il faut que ça change !

ACCÉLÉRER LA RENOVATION ENERGETIQUE

Entre le prix des énergies qui flambe et les logements mal isolés, les factures s'alourdissent. Plus de 700 000 Franciliens se trouvent dans une situation de précarité énergétique.

La facture énergétique d'un foyer ne doit pas dépasser 10% de ses revenus. Au-delà, on parle de précarité énergétique. Or quelque 436 000 ménages franciliens se trouvent dans cette situation. Parmi eux, 310 000 peinent à payer leur chauffage (*Chiffres Insee 2015*). Les plus concernés : les jeunes, les étudiants, les chômeurs et les personnes âgées ou seules. La plupart habite dans des logements mal isolés et difficiles à chauffer. En Ile-de-France, 70% des habitations ont plus de 40 ans et sont pour la plupart très peu performantes sur le plan énergétique.

125 000 logements rénovés en 2020

La lutte contre la précarité énergétique passe donc par la rénovation de l'habitat. Le Schéma régional du climat de l'air et de l'énergie (SRCAE) de l'Ile-de-France vise 125 000 logements rénovés d'ici 2020. Pour inciter les propriétaires à mener les travaux, des dispositifs financiers sont mis en place : éco-prêt à taux zéro, crédit d'impôt transition énergétique 30%, taux de TVA réduit à 5,5%, aides de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (Anah), de l'ADEME, de la Région Ile-de-France... Les ménages les plus modestes peuvent profiter quant à eux du programme Habiter mieux. En septembre 2015, déjà près de 4 500 familles avaient reçu cette aide. Pour le parc social, des prêts Éco-PLS existent aussi depuis 2009. Le but est non seulement d'accélérer le rythme des rénovations, mais aussi de réduire la consommation d'énergie de 40% à 70%. Un défi immense... et ambitieux!

LUTTER CONTRE L'HABITAT INSALUBRE
L'action de la Région se concentrera aussi sur le bâti existant, à travers la lutte contre l'habitat insalubre et la précarité énergétique

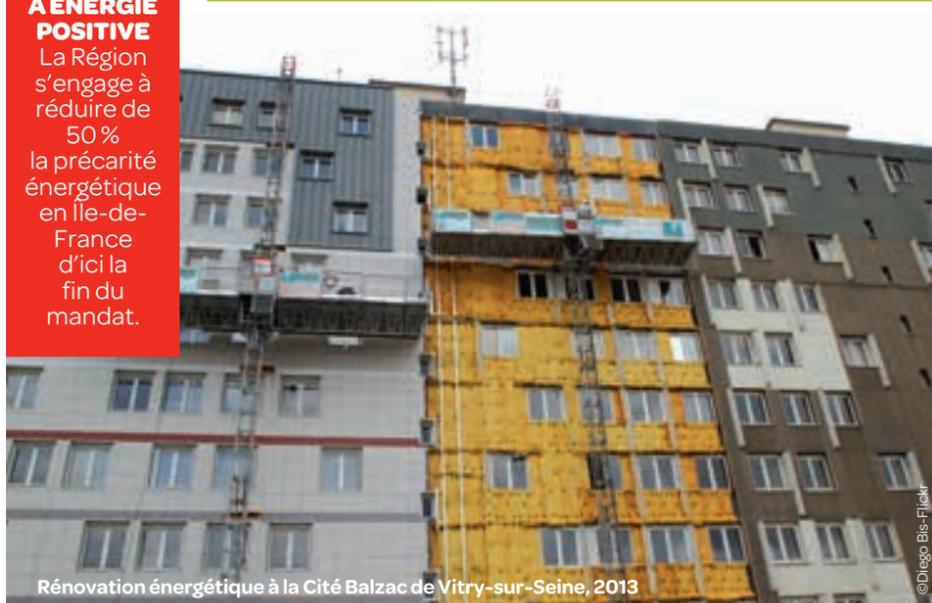
+ DE BÂTIMENTS À ÉNERGIE POSITIVE
La Région s'engage à réduire de 50% la précarité énergétique en Ile-de-France d'ici la fin du mandat.

Énergies Posit'If accompagne les rénovations

Depuis 2013, la société d'économie mixte (SEM) "Énergies Posit'If" accompagne les syndicats de copropriétaires et les petits bailleurs sociaux dans les travaux de rénovation énergétique de leur bien.

Elle se charge à la fois de réunir les financements publics existants (subventions directes, aides fiscales, prêts bonifiés...) et de compléter le budget. La SEM "Énergies Posit'If" intervient en tant que tiers-financier, en totalité ou en partie. Dans ce cas, elle avance les fonds nécessaires, le bénéficiaire

rembourse le coût des travaux par un versement régulier. Avec, pour objectifs, 1 000 rénovations par an, en plus des 600 actuellement réalisées en Ile-de-France pour atteindre le niveau BBC. En septembre 2015, 1572 logements en copropriété ont bénéficié de cette aide. Énergies Posit'If associe la Région Ile-de-France (57%), la Caisse des Dépôts et la Ville de Paris (9% chacune), le Conseil départemental du Val-de-Marne (8%), la Caisse d'Épargne Ile-de-France (6%), les autres partenaires détenant chacun moins de 2% du capital.



Rénovation énergétique à la Cité Balzac de Vitry-sur-Seine, 2013

©Diego Bis-Flicker



Cité des Courtilières à Pantin

© Benjamin Guy

FAIRE RECULER LES DÉSERTS MÉDICAUX

Face à la désertification médicale croissante, il est urgent d'intervenir pour faciliter et garantir l'accès aux soins des Franciliens.

♥
LA SANTÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

La Région mettra en œuvre un plan de lutte contre les déserts médicaux. Elle renforcera l'installation regroupée de professionnels de santé dans des Maisons de santé. Objectif : la santé à moins de 15 minutes de chez vous.

♥
AIDE A L'INSTALLATION DES JEUNES MÉDECINS

Le programme régional d'incitation à l'installation de médecins dans les déserts médicaux sera renforcé par une aide pour les praticiens en secteur 1.

C'est inscrit dans le marbre : « *La Nation garantit à tous [...] la protection de la santé* ». Pourtant, dans un rapport publié en 2012, le ministère de la Santé, assène un chiffre : 3 millions de Français n'auraient pas un accès facile à la médecine générale. Pas mieux chez les spécialistes. Le délai moyen d'attente pour avoir un rendez-vous chez l'ophtalmo ? « *Pas avant deux mois selon un quart des praticiens eux-mêmes* », révèle *Le Parisien*, en avril 2015. La faute à la désertification médicale. Et plus seulement dans les zones rurales si l'on en croit le rapport de la Caisse nationale d'assurance maladie d'octobre 2014. En effet, la région Île-de-France enregistre la plus forte diminution de médecins en activité (-5%). Et l'avenir n'est pas rose : une baisse nationale de 10% des praticiens est prévue d'ici à 2019.

Des solutions innovantes

Un constat accablant certes mais pas sans solution. Notamment via d'ambitieux projets, comme par exemple le développement des centres et des Maisons de santé. « *Ce mode d'exercice permet d'attirer les jeunes qui ne veulent plus s'installer en individuel, de garder les anciens qui peuvent profiter de conditions de travail plus agréables et d'améliorer l'accueil des patients* », insiste le docteur Enguehard, présidente de la Conférence médicale d'établissement à Clichy-sous-Bois. Parmi les solutions, pourquoi pas aussi l'e-santé ? En clair, la télésurveillance qui permet à un médecin de suivre à distance les constantes physiologiques d'un patient et d'intervenir si nécessaire rapidement (consultation en urgence, téléconsultation, appel téléphonique).



La Maison de santé de Clichy-sous-Bois

©Mathieu Delmestre

Place aux Maisons de santé !

Septembre 2014 à Clichy-sous-Bois, le château de la Terrasse entièrement rénové ouvre ses portes. Et pas forcément aux touristes !

En effet, la maison de santé pluri-professionnelle du château de la Terrasse accueille 300 patients par jour, pris en charge par 20 professionnels de santé (5 généralistes, 1 dermatologue, 1 ophtalmologue, 2 dentistes, 4 infirmières, 2 sages-femmes, 2 kinésithérapeutes, 2 podologues, 1 orthophoniste). Depuis plus d'un an, elle a traité 52 000 appels téléphoniques.

« *Clichy-sous-Bois fait partie des zones en désertification médicale*, explique le docteur Enguehard, médecin généraliste depuis 35 ans à Clichy. *L'ouverture de cette maison de santé est une bonne réponse à ce fléau dans la mesure où elle permet des amplitudes d'ouvertures plus larges (8h-20h chez nous). Elle offre un large éventail de professionnels de santé sur le même site avec facilité d'accès et meilleures conditions d'accueil. Nous travaillons en groupe avec échange d'informations sur les patients, et mutualisons les dépenses professionnelles. C'est un vrai bénéfice.* »

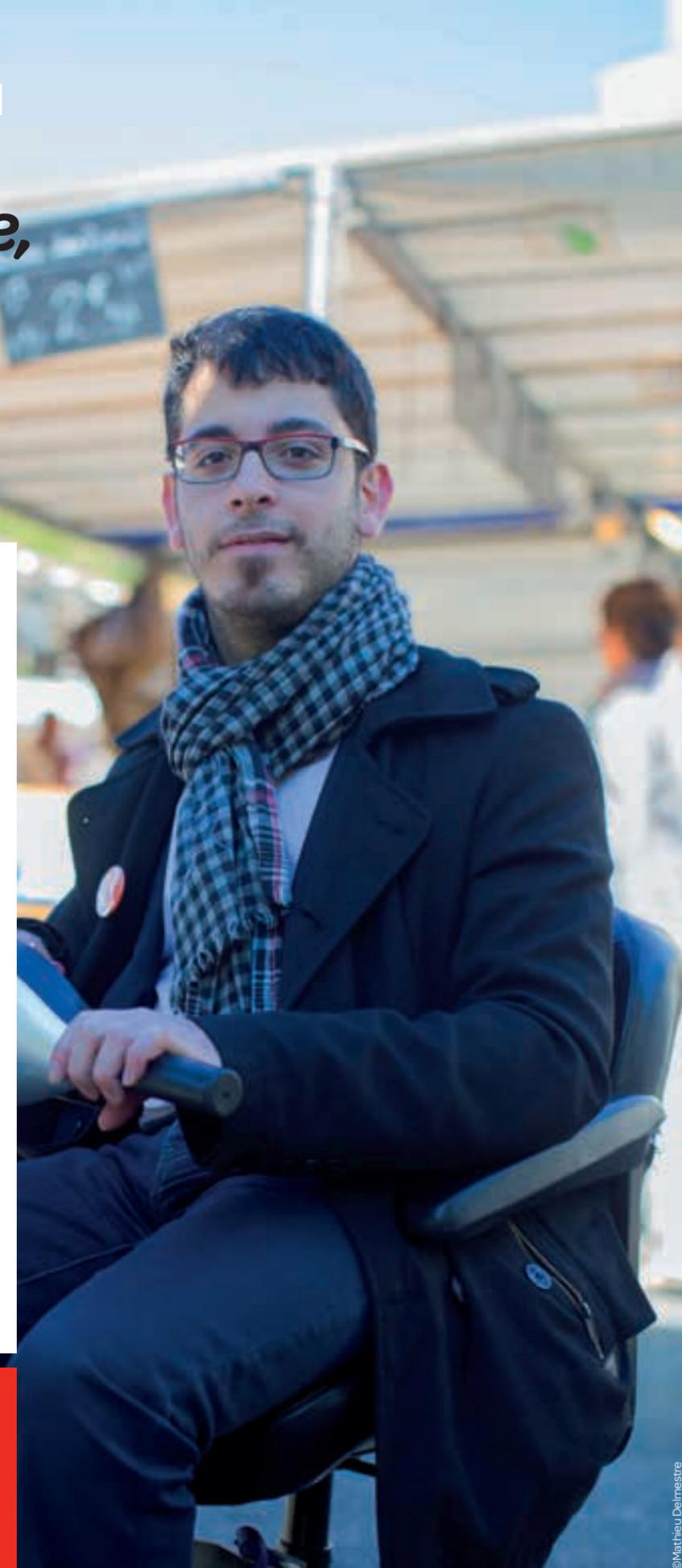
TÉMOIGNAGE

Alexis:
« Être mobile, c'est être citoyen à part entière »

« *J'ai eu la chance de faire toute ma scolarité dans l'Établissement d'enseignement régional adapté (ÉREA), Toulouse Lautrec, à Vaucresson. Doté d'un centre de soins et de rééducation, cet établissement permet à ses élèves de pouvoir suivre leur scolarité tout en bénéficiant d'un accompagnement médical. Ma scolarité n'a jamais été interrompue et suite à l'obtention de mon bac, j'ai pu poursuivre des études en droit à l'université. Consciente de l'importance de cette structure pour l'intégration sociale et professionnelle des jeunes en situation de handicap (s), la Région a investi pour rénover cet établissement. Mon parcours de jeune actif francilien, me confronte quotidiennement à la mobilité. C'est une question essentielle. En effet, le fait de pouvoir se déplacer sans obstacle est le moyen d'exister comme citoyen autonome dans l'espace public. La Région doit accroître ses investissements pour rendre les transports plus accessibles. J'ai bon espoir. Je crois par ailleurs beaucoup dans le développement des outils numériques pour aider les personnes à mobilité réduite à mieux prévoir et anticiper leurs déplacements, en connaissant les gares et stations accessibles* », insiste Alexis Girszonas, candidat aux élections régionales.

♥
MISE EN ACCESSIBILITÉ DES TRANSPORTS

Le mouvement de la mise en accessibilité des transports sera accéléré : dès 2016, des travaux seront prévus dans près de 40 nouvelles gares.



©Mathieu Delmestre

VIVRE LE PLUS LONGTEMPS POSSIBLE CHEZ SOI, C'EST CE QUE SOUHAITENT LES SENIORS

© Fotolia

Développer des logements adaptés

Si l'on en croit une récente étude d'opinion, plus d'un senior sur deux craint de perdre son autonomie.

Avec une espérance de vie qui ne cesse de croître, vivre chez soi le plus longtemps possible est, on le sait, le souhait de bon nombre de seniors. Ils peuvent en effet conserver leurs habitudes de quartier, fréquenter leurs commerces et ainsi éviter l'isolement. Seulement voilà, s'il existe des logements adaptés dans lesquels tout est pensé pour préserver et même améliorer leur autonomie, ils ne sont pas forcément à la portée de toutes les bourses. Et c'est bien cela le véritable enjeu : si rien n'est fait pour pallier cette inégalité, les seniors en situation de dépendance risquent de se retrouver de plus en plus isolés. Cela sera donc une priorité. Pour la famille d'Isabelle, l'expérience a été différente. « Notre mère a été diagnostiquée Alzheimer. Au début, nous pensions pouvoir la laisser chez elle avec une aide. Mais très vite nous avons été dépassés par l'ampleur de la maladie et malgré les travaux d'aménagement de son appartement, nous avons dû lui trouver une place en Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD). » Aider à adapter les logements et développer des EHPAD spécialisés dans l'accueil des malades Alzheimer sera une priorité de la Région.

A photograph of a person with curly hair, shirtless and wearing blue shorts, walking away from the camera on a large sand dune. The dune is surrounded by lush green trees and foliage. The scene is bright and sunny, with shadows cast on the sand. The overall atmosphere is peaceful and natural.

➤ Une région à énergie positive!

Nous ne pouvons plus produire et consommer sans tenir compte des bouleversements qui agitent notre planète. En matière de comportement vertueux, la Région se doit d'être moteur.

À travers champs

Les plus vieux franciliens se rappellent qu'ils avaient près de chez eux des maraîchers auprès desquels ils s'approvisionnaient en légumes.

À partir du milieu du 19^e siècle, l'urbanisation et l'augmentation du pouvoir d'achat ont favorisé la création de ceintures agricoles périurbaines qui produisaient des cultures diversifiées. Avec l'extension de l'urbanisation, les cultures légumières et spécialisées ont reculé : les grandes cultures occupent désormais plus de 90 % des terres agricoles de la région et constituent l'activité principale de plus des deux tiers des exploitations. Il nous faut construire ensemble, avec les agriculteurs, un nouveau modèle agricole. Une génération nouvelle d'agriculteurs, plus respectueuse des questions environnementales, plus impliquée dans le lien entre consommateurs et producteurs, est en train d'émerger. Nous devons soutenir et accompagner ce cheminement.



UNE CEINTURE MARAÎCHÈRE EN GRANDE COURONNE

Pour favoriser le droit au "bien manger" et le "made in Île-de-France", la Région créera une ceinture maraîchère en grande couronne pour permettre aux Franciliens de consommer local et à l'agriculture francilienne de se développer. Les cantines de nos lycées se fourniront dans ces fermes à taille humaine.



© Marion Béraudias - Flickr
Jour de moisson à Bonbom, en Seine-et-Marne

© Xavier Schwebel / Picturastank
Sur les bords de la Viosne - Parc naturel régional du Vexin français, dans le Val d'Oise

Parcs naturels en Île-de-France : des laboratoires de la biodiversité

« Les parcs naturels, c'est chouette, on y trouve plein de choses qu'on ne voit pas ailleurs. » Cette réflexion enthousiaste d'un adolescent au sortir d'un des 4 parcs naturels d'Île-de-France⁽¹⁾ révèle que ces espaces protégés, au-delà de leur mission de protection, de mise en valeur des patrimoines naturels, culturels et paysagers et de l'agrément qu'ils procurent sont partie prenante de la transition écologique et énergétique.

Les actions sont diverses. Elles concernent l'écomobilité et la multimodalité via l'autopartage, le covoiturage, les transports à la demande. Mais aussi la location, l'achat, la réparation de vélos, tout comme la location de vélo à assistance électrique - « Des dénivelés atteignent 100 m. Le vélo électrique répond à un vrai besoin », note la directrice du parc de la haute vallée de Chevreuse. Dans le parc du Vexin, des quadricycles sont même mis à disposition des bénéficiaires de minima sociaux pour rechercher un

emploi. La biodiversité est aussi concernée à travers la restauration des espaces verts et humides, de l'agropastoralisme, la relance de l'agroforesterie (association d'arbres, de cultures et d'élevages), ou la préservation des vergers, d'espèces anciennes... Et du côté de l'énergie ? Diagnostics thermiques, plans climats énergie territoriaux, solutions innovantes de chauffage, méthanisation pour produire électricité et eau chaude sont au programme. Mais les parcs naturels constituent aussi des laboratoires en termes de pratiques durables, d'économie circulaire, de mise en relation des porteurs de projets, de promotion de produits locaux de qualité (labellisation "Marque Parc")... Ajoutons, bien sûr, la sensibilisation au développement durable et à l'écocitoyenneté. Et voilà bouclé un beau tour des parcs !

(1) Haute Vallée de Chevreuse, Vexin français, Gâtinais français, Oise-Pays de France. Les parcs de la Brie et deux Morin et du Bocage gâtinais vont les rejoindre.

Restons sur nos réserves

Attention, sanctuaires!
Tout le monde reconnaît que la France et toutes ses régions bénéficient d'une nature magnifique et diverse.

Les réserves naturelles ont pour mission de protéger ce patrimoine végétal, animal, géologique, de gérer les sites et sensibiliser le public. L'Île-de-France compte 4 réserves naturelles nationales et 11 réserves régionales.

Elles constituent un trésor de biodiversité et une véritable chance pour les Franciliens. 94 % de la population est à moins de 20 km d'une réserve naturelle. Chaque année, 25 000 fans de nature, dont 13 500 scolaires, fréquentent ces hauts lieux de découverte, 3 068 espèces protégées inventoriées dans les réserves régionales en 2011, et de transmission des savoirs.



©Jean-Marc Armani/Picuretank



Quand les abeilles butinent en ville

L'Île-de-France accueille 20 % de la population nationale sur 2,2 % du territoire métropolitain, ce qui en fait la région à plus forte densité humaine de France.

Si 79 % du territoire demeure rural, les changements profonds du siècle passé, agriculture intensive, agrochimie, monoculture, assèchement, drainage, ont transformé ces espaces. La préservation de la biodiversité s'est logiquement focalisée en priorité sur les espèces rares ou menacées mais, aujourd'hui, la nature "ordinaire" subit elle-même pressions et agressions. Conséquence : les communautés d'espèces se banalisent, leur composition se simplifie et le nombre d'espèces ubiquistes - qui peuvent vivre dans les milieux les plus divers - se restreint. On attribue à Einstein d'avoir dit : « Si l'abeille disparaissait de la surface du globe, l'homme n'aurait plus que quatre années à vivre ». Quel que soit le pronostic, tous les scientifiques conviennent que l'extinction de ces pollinisatrices engendrerait un désastre. Si la solution durable à la réduction des populations d'abeilles est le retour à une agriculture pareillement durable, les villes, grâce au recul des pesticides et la présence d'une nourriture abondante et variée, offrent des refuges que la Région promeut dans l'habitat et le parc bâti.

Ruchers installés sur le toit de la mairie d'Arcueil, et gérés par l'association "Les Butineurs du Val de Bièvre"

©Conseil départemental du Val de Marne-Flickr



Un air sain pour chacun

La COP 21, conférence sur le réchauffement climatique va s'ouvrir dans un peu plus d'un mois à Paris. Qu'attendez-vous de cette conférence ?

La Conférence des Nations unies sur les changements climatiques, COP 21, qui se tient à Paris, est une opportunité sans équivalent pour fédérer toutes les parties prenantes autour d'une détermination et d'engagements communs, et porter, ensemble, un message d'espoir pour l'avenir. Nous devons aboutir à un nouvel accord international sur le climat, applicable à tous les pays, avec pour objectif de maintenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C. Il en va de l'avenir de la planète. Paris mettra toute son énergie pour parvenir à un accord politique, universel, équitable, ambitieux et effectif au terme de cette conférence. « Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible. » disait Saint-Exupéry. C'est l'objectif de la COP 21.

Selon vous, quel est le bon échelon pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique et la pollution de l'air ? Paris ? La Métropole du Grand Paris ? La Région ?

Le défi climatique est avant tout un « défi local ». Aujourd'hui, 70 % des gaz à effet de serre proviennent des zones urbaines qui rassembleront, d'ici à 2050, les 2/3 de la population mondiale. Si les villes concentrent les défis, elles produisent aussi les meilleures solutions pour les relever. La pollution de l'air ne s'arrête pas aux limites administratives, mais concerne bien tous nos territoires et tous nos habitants. Nous avons déjà commencé à réduire la circulation des véhicules les plus polluants à Paris, et nous réfléchissons à des mesures de lutte contre la pollution à l'échelle métropolitaine. Paris a d'ailleurs étendu son aide financière destinée à remplacer son véhicule polluant par un véhicule propre aux professionnels de la petite couronne. Les collectivités de la Métropole, regroupées autour de la Mission de préfiguration de la Métropole du Grand Paris, ont répondu ensemble et ont été retenues pour l'appel à projets national « Villes respirables dans 5 ans ». Cet appel à projets vise à faire émerger des « villes

Du 30 novembre au 11 décembre 2015, Paris va accueillir la 21^e Conférence sur le climat des Nations unies (COP 21) avec un objectif crucial : obtenir un nouvel accord international sur le climat. En parallèle, la ville de Paris, organise un sommet des gouvernements locaux pour le climat, afin de porter la voix des villes et des régions du monde dans les négociations.

laboratoires » volontaires pour mettre en œuvre des mesures exemplaires pour la reconquête de la qualité de l'air afin de garantir, dans un délai de 5 ans, un air sain aux populations. En parallèle, nous continuons de développer les transports collectifs et électriques, d'accroître la place de la nature dans la ville, de favoriser les énergies renouvelables et de récupération. Par exemple, Paris a fait un effort permettant de boucler le plan de financement du prolongement de la ligne de tramway T9 qui ira jusqu'à la ville d'Orly ou encore du prolongement de la ligne 11 jusqu'à la station de RER Rosny-Bois Perrier. Paris veille aussi, à ce que, dans le cadre du renouvellement du marché « Vélib' », le service dans les 30 communes limitrophes de Paris puisse se développer au-delà du périmètre actuel. Nous avons besoin de l'appui de la Région pour amplifier cette dynamique. Nous avons besoin d'une Région humaine, solidaire, innovante, bref une Région progressiste !



©NASA-Flickr
Ouragan Danielle en 2010 depuis la station internationale



©Fanez N-Flickr
Soir de canicule à Fresnes

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE: 2°C MAX!

Pour la planète, il y a urgence! Nous devons agir pour contenir le réchauffement climatique en deçà de 2°C pour éviter le pire.

Évoqué depuis 2003, le chiffre de 2°C est le fruit d'une décision politique fondée sur des conseils scientifiques. Si des climatologues et des Etats le jugent trop élevé et limiteraient l'objectif à 1,5°C, l'enjeu fondamental demeure le même: une hausse de 2°C des températures de la planète par rapport à l'époque pré-industrielle (1,5°C par rapport à aujourd'hui) engendrerait une acidification accrue des océans et la montée du niveau des mers de 40 à 50 centimètres par endroits. « Mais cela se fera progressivement, nous laissant du temps pour nous adapter », explicite le climatologue Jean Jouzel, membre du bureau du GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat dans une interview donnée au site *GoodPlanet*.

La Région, actrice du changement

La situation est urgente. Un organisme indépendant⁽¹⁾ a confirmé, fin août, que le réchauffement suit une trajectoire bien supérieure: +2,9° à +3,1° d'ici à 2100. La hausse du niveau de la mer de 20 cm depuis 1900 oblige déjà, en moyenne, 25 millions de personnes à changer de lieu de vie chaque année. Le réchauffement a aussi des conséquences que le grand public ne perçoit pas. La multiplication des sécheresses et la pénurie de produits

POUR UNE ÉCOTAXE RÉGIONALE Claude Bartolone défendra la création d'une écotaxe régionale pour les poids-lourds en transit sur le territoire de l'Île-de-France. Le fruit de cette taxe sera consacré aux investissements pour les transports du quotidien.

d'alimentation qui en découle, font monter les cours; des populations qui ne peuvent faire face à ces hausses se trouvent étranglées et se révoltent. Limiter le réchauffement impose à chacun de modifier ses pratiques et, pour les élus, d'adopter de nouvelles politiques. Au-delà de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, il faut préserver la biodiversité, produire davantage bio pour mieux respecter les terres et le consommateur; il faut accroître l'économie de proximité, qui réduit les transports et les émissions de carbone. Ce combat demande

Le retour du "slow"

La mutation énergétique conduit à faire émerger des villes d'un nouveau genre baptisées "slow city".

Le concept, "Cittaslow", est né en Italie en 1999. La conscience du temps qui passe et dont il faut jouir prévaut sur la vitesse. Le logo qui labélise les villes est d'ailleurs un escargot! Par déclinaison, les habitants accordent plus de soin à leur façon de vivre, de se nourrir, prennent mieux en compte leur environnement sous tous les aspects. Valmondois (Val d'Oise),

1200 habitants, est la 1^{re} commune francilienne à intégrer le réseau "Cittaslow", en 2013. La charte du réseau prescrit 70 recommandations et obligations. Parmi les premières qu'elle a concrétisées, le maire cite « la mise en valeur du patrimoine urbain historique, la création de places publiques où l'on peut s'asseoir et converser paisiblement, un potager communautaire, le développement du sens de l'hospitalité chez les commerçants... »

des efforts mais la mutation va faire naître de nouveaux métiers, de nouveaux emplois. La Région apparaît l'échelon le plus approprié pour porter et conduire cette révolution. L'Île-de-France est la région la plus industrialisée et la plus dense de France. Forte de ce statut et de son potentiel, elle peut prétendre à être le moteur de la transition écologique en France et en Europe, être la première à mettre en place un modèle de développement écologique et solidaire à tous les niveaux.

⁽¹⁾ Climate Action Tracker (CAT)

HUBS LOGISTIQUES La Région incitera à la création de hubs logistiques à ses frontières. Ils permettront de décharger notre territoire et de réduire les émissions polluantes.

LES FRANCILIENS ASPIRENT À RESPIRER

Plus de 2 millions de Franciliens subissent quotidiennement un niveau de pollution supérieur aux normes actuellement en vigueur. Il est urgent d'agir. Vite, de l'air!



Projet d'enfouissement de la RN 10 pour lutter contre le bruit

Plus de 2,3 millions de Franciliens restent quotidiennement exposés à des niveaux de pollution qui ne respectent pas la réglementation, certains de manière récurrente. Il suffit de prendre l'exemple des particules fines -6 à 8 fois plus petites qu'un cheveu- et du dioxyde d'azote (NO₂). Ces deux polluants pénètrent dans les voies respiratoires profondes et fragilisent prioritairement les enfants, les personnes âgées, les asthmatiques. Le 17 octobre 2013, au terme d'analyses d'études portant sur des milliers d'hommes et de femmes suivis pendant plusieurs décennies, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a classé la pollution atmosphérique "cancérigène certain". Au-delà de la dimension sanitaire et environnementale et du coût pour l'Assurance maladie, la pollution expose à des sanctions financières. La France est sous le sous la menace d'une amende européenne d'au moins 11 millions d'euros et à des astreintes journalières d'au moins 240 000 € jusqu'à ce que les normes soient respectées. Il est donc plus qu'urgent d'agir.

Automobiles: peut mieux faire...

Si la qualité de l'air s'améliore globalement en Île-de-France depuis plusieurs années, si des polluants autrefois problématiques respectent aujourd'hui les exigences réglementaires (dioxyde de soufre, plomb, monoxyde de carbone...), la lutte contre la pollution de l'air doit être encore plus offensive. Le Conseil régional la met en œuvre via le Schéma régional climat air énergie

HALTE AU BRUIT Pour agir contre la pollution sonore, la Région abondera le dispositif d'aide à l'insonorisation des logements situés dans les plans de gêne sonore des trois grands aéroports franciliens.

ÉDUCER, LA CLÉ Une Île-de-France plus saine passe par l'éducation à l'environnement. La Région poursuivra le financement des projets associatifs qui œuvrent en ce sens.

(SRCAE), élaboré avec la Préfecture de région. Plus du quart des émanations est imputable au trafic routier. Les mesures immédiates s'imposent donc dans ce secteur: suppression progressive du diesel,

Trop de bruit

Vous connaissez "Airparif", l'organisme qui veille à la qualité de l'air francilien. Saviez-vous qu'il existe "Bruitparif"?

Cet observatoire mesure, lui, les impacts sanitaires du bruit des transports. Il affirme que les Franciliens citent le bruit comme première atteinte à la qualité de vie.

conversion du parc automobile grâce à des compensations et des incitations financières, encouragement de l'usage du vélo, du covoiturage et de l'autopartage...

La gêne provient de la forte concentration de l'habitat et de la densité des transports sur le territoire. Pour y remédier, il convient de veiller scrupuleusement à l'altitude et la trajectoire des vols, aux dispositifs d'insonorisation en place et à la performance des avions qui volent la nuit.



Pollution urbaine

SURVEILLANCE POLLUTIONS Claude Bartolone veillera à ce que les organismes régionaux de surveillance de la qualité de l'air et du niveau de bruit (Airparif et Bruitparif) bénéficient d'un soutien financier pérenne, dans le prochain Contrat de plan État-Région.

PROMOUVOIR L'HABITAT ÉCOLOGIQUE

Plus de soleil, plus de nature et plus d'économies : telles sont les promesses de l'habitat écologique. Une simple mode ? Au contraire, un vrai changement de société.

Moshe Safdie, ce nom ne vous dit rien ? Cet architecte canadien, a conçu très tôt des immeubles qui caractérisent "l'habitat écologique". Soit des constructions qui se tournent davantage vers la nature, les espaces verts et la lumière naturelle. Avant de dessiner un bâtiment, Safdie s'imprègne du milieu où il sera implanté et trouve ainsi son inspiration. Il crée une réelle interaction entre les espaces verts et le logement, conçoit ses édifices sous forme de logements superposés et entrelacés pour que chacun capte le soleil au moins 3 heures par jour. Le Conseil régional veut promouvoir l'habitat écologique en s'inspirant de ces réflexions.

Sus à la précarité énergétique
Pour revendiquer pleinement la dénomination "écologique", le logement doit aussi afficher des performances énergétiques (utilisation d'écomatériaux, isolation irréprochable, toits végétalisés pour gérer l'humidité et piéger les particules fines...). Les parcs naturels contribuent à cette mutation. Celui de la haute vallée de Chevreuse a ainsi créé un pôle écoconstruction qui propose des formations sur des pratiques peu utilisées (la mise en œuvre d'enduits et de mortiers chaux-chanvre) et accompagne la réalisation d'habitations "passives". Mais la mutation écologique passe aussi par l'amélioration du parc de logements existants : rénovation de l'habitat insalubre ou récupération de matériaux pour sortir de la précarité énergétique sont aussi programmés. Car personne ne doit être exclu de la révolution énergétique qui s'annonce.

♥
DÉVELOPPER LES FERMES URBAINES

La Région encouragera les projets d'installation de micro-structures agricoles en ville, les fermes urbaines.

♥

FACILITER L'INSTALLATION

Claude Bartolone favorisera l'installation d'agriculteurs sur le territoire, notamment dans le domaine du bio, via une politique d'acquisition foncière. L'objectif fixé est de parvenir à 15 installations de jeunes agriculteurs par an.



47 logements, un gymnase et un jardin participatif, rue des Haies à Paris - TOA Architectes Associés



Opération Convention : construction de 49 logements (immeubles collectifs et maisons de ville), Haute qualité environnementale, La Courneuve



Ces familles qui pensent positif

Imagine-t-on l'occupant d'un logement écologique qui laverait sa voiture avec l'eau du robinet ou qui se chaufferait à 26° C ? Cela n'aurait pas de sens. L'habitat écologique s'inscrit dans une démarche globale, des comportements, et des pratiques. On y parvient aisément au quotidien avec des écogestes. C'est pour aider les néophytes que s'est créé, au niveau européen, dans 17 pays, le projet "Energy Neighbourhoods". Décliné en France sous la forme d'un concours baptisé "Familles à

énergie positive", il propose aux foyers participants d'économiser au moins 8 % d'énergie par rapport à l'hiver précédent. En 2014, 25 000 personnes ont relevé ce défi dont 10 % en situation de précarité, dans 2 500 communes de France. Les familles ont réalisé en moyenne une baisse de 12 % de la consommation d'énergie et économisé 200 € pour la saison. Le challenge s'est étendu en 2015 aux déchets et aux transports. Laissez-vous prendre au jeu !



Habitat 67 à Montréal. Architecte Moshe Safdie's

Le toit sur lequel des légumes poussaient...

« Je t'ai déjà fait goûter le potimarron de mon immeuble ? » Certains ont peut-être déjà entendu cette question dans la bouche d'occupants d'appartements. C'est encore rare mais le propos va se populariser. En effet, puisque la sagesse commande de refuser de consommer des produits hors saison, et d'adopter le "locavorisme", l'achat de légumes et de fruits cultivés près de chez soi. Le mode le plus simple, quand on habite un immeuble, est de les faire pousser sur le toit ! Popularisés en Grande-Bretagne et en Amérique du Nord sous le nom

de "roof gardens", les jardins potagers de toit essaient dans le monde, parfois avec les concours financiers des collectivités. Cette agriculture urbaine qui relie la ville à la nature progresse aussi en Île-de-France. 2% des 510 km² de jardins urbains sont perchés sur les toits. 2%, cela vous semble peu ? Cela correspond quand même à 10 km², l'équivalent de 1 400 terrains de football, ou 200 000 potagers de 50 m² ! Autre vertu de ces jardins sur le toit : favoriser la diversité des variétés, à rebours de l'uniformisation de la grande distribution.



Mur végétalisé de l'école élémentaire Roselyne Boivin à Pierrefitte-sur-Seine - Architectes A19, Camfrancq et Fanti

Les éco-compagnons contre la précarité

Tout le monde n'est pas égal face aux besoins en énergie et à la préservation de celle-ci. Son coût augmente de façon spectaculaire et certains logements sont de véritables "passoires thermiques". Leurs occupants n'ont pas les ressources financières pour absorber les hausses de prix ou pour rénover et isoler leur habitat. Parfois, ils ne disposent tout simplement pas de l'information pertinente pour trouver une issue. Le Conseil régional a imaginé un soutien pour ces personnes. Il a créé, en juin

2012, les "éco-compagnons". Spécifiquement formés aux questions énergétiques et environnementales, ces conseillers-techniciens vont à la rencontre des particuliers, les informent, proposent des solutions écologiquement responsables et économiquement avantageuses. Conscients que les difficultés récurrentes vont assurer à cette corporation un avenir... durable, les "éco-compagnons" ont été intégrés au dispositif employement ou au programme national des emplois d'avenir.

C'EST CULTIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

Des pratiques agricoles plus respectueuses, des hommes comme des sols, remodelent le paysage francilien. Il faut les encourager !

La représentation iconographique habituelle et simpliste de l'Île-de-France laisse penser qu'elle est une région à dominante urbaine. Erreur : la moitié de sa superficie est agricole et occupe 4500 exploitants et 10 000 actifs. L'agriculture francilienne est très puissante mais, paradoxe stupéfiant, 91% de l'alimentation de la région est importée. Ce phénomène tient à l'hégémonie des monocultures, la concentration en faveur des très grandes exploitations, et, à l'inverse, la disparition des producteurs de cultures diversifiées. Cette situation a des impacts considérables tant sur le plan économique, social qu'environnemental.

Plus 30% de parcelles bio par an en Île-de-France

Le renouvellement des générations constitue une opportunité pour infléchir cette orientation. Sans remettre en cause le soutien aux agriculteurs en place, il faut encourager et accompagner les jeunes pour qu'ils mettent en place des modes d'agriculture et d'élevage plus vertueux, performants sur les plans économique, social et environnemental à travers l'agriculture paysanne, l'agriculture biologique, l'agroécologie. Plus respectueuses des sols, des ressources et des humains, créatrices d'emplois, ces formes d'agriculture doivent pouvoir davantage aux besoins des consommateurs franciliens. Et, au bout du compte, permettre aux paysans d'avoir une meilleure qualité de vie. Le mouvement est amorcé. Entre 2008 et 2010, les surfaces bio ont progressé de 60% ; depuis 2013, elles augmentent d'environ 30% par an. Fin 2014, la Région dénombrait 200 producteurs bio installés sur plus de 10 000 hectares exploités ou en conversion. Composer au marché un panier 100% francilien, ce sera bientôt possible.

♥
SOUTENIR L'AGRICULTURE
Claude Bartolone s'engage à soutenir durablement l'agriculture en partenariat avec les chambres d'agriculture, mais aussi l'agro-écologie et les coopératives agricoles, à travers la redistribution de fonds européens dédiés.

♥
LABELISATION
Les labels "Saveurs Paris Île-de-France" et "Produits d'ici Cuisinés ici" seront renforcés.



Le gaspi, ça suffit !

Le gaspillage alimentaire connaît une actualité officielle, au plus haut niveau.

Car le gâchis concerne tout le monde. Les Français jettent en moyenne 89,9 kg de nourriture par an, l'équivalent de 430 € par foyer. Les Franciliens sont leaders de ce sinistre palmarès avec 114,5 kg. Le mouvement "Zéro Waste" ("gaspillage" en

anglais) fait le pari qu'une société zéro déchet, zéro gaspillage est possible à partir de changements simples : n'acheter que le strict nécessaire, ne pas surstocker, refuser les promotions par "packs", préférer le vrac, accommoder ce qu'on est tenté de jeter... À chacun, ensuite, d'appliquer ces recettes anti-gaspi.

Redevenons locavores

Les Franciliens sont dépendants des approvisionnements lointains et en cas de problème, ils seraient bien en peine de remplir leurs réfrigérateurs ! Il faut donc revenir à un approvisionnement de proximité. L'Île-de-France nourrissait, il n'y a pas si longtemps, ses habitants grâce aux ceintures maraîchères, de vergers autour des villes. Elle entend les recréer, comme le Languedoc-Roussillon le fait avec des "îlots agricoles". La vente directe en est le canal

de distribution. Quant au mot AMAP, il se popularise. Les adhérents de ces groupements garantissent à l'agriculteur la rémunération de son travail en préachetant sa production. Consommation vertueuse, le circuit court permet la commande de : fruits, légumes, pains, fromages, viandes, boissons... Vous en prenez livraison auprès des producteurs. Cadeau bonus : les échanges font naître des relations, des amitiés, des solidarités.



Explorer tous « les champs des possibles »

Respectueuse, durable, responsable : l'agroécologie s'impose comme un modèle séduisant à développer. Oui mais comment se lancer ?

Née en Île-de-France en 2009, l'association "Les champs des possibles" s'est créée justement pour bâtir cette agriculture d'avenir et accompagner dans l'aventure ceux qui sont tentés par ce défi. Centre de ressources, d'expérimentations, de formation continue, elle travaille à « l'éveil des vocations agricoles et rurales » au renouveau de ceux qu'elle renomme délibérément

« paysans ». Les postulants peuvent ne pas être issus du monde agricole. Avant de s'installer, elle leur permet de tester leur projet pendant 1 à 3 ans. Thomas témoigne de cette chance sans égale : « Je voulais être agriculteur biologique. Grâce à l'expérimentation au sein de "Champs des possibles", je me suis rendu compte que je souhaitais finalement une activité plus mécanisée. J'ai été mis en relation avec des producteurs de légumes de plein champ avec lesquels je travaille en tant que salarié pour explorer cette voie ».

© Fotolia

Le temps des fenaisons

L'ÎLE-DE-FRANCE PLEINE D'ÉNERGIE

À l'heure actuelle, des villes étrangères atteignent déjà 100 % d'énergie renouvelable. Et elles sont auto-suffisantes. Demain, l'Île-de-France leur emboîtera le pas.

Certaines villes étrangères, Burlington (États-Unis), Vancouver (Canada) et leurs voisines..., atteignent déjà 100 % d'énergie renouvelable. Et en France ? Surprise, des communes se dirigent pareillement vers leur autonomie énergétique. L'Île-de-France importe encore 80 % de son énergie, dont plus de 90 % de son électricité. Par ailleurs, 436 000 ménages franciliens sont en situation de précarité énergétique. La Région estime qu'elle peut atteindre l'objectif d'au moins 50% d'énergie renouvelable dans la consommation finale à l'horizon 2030 et être la première région entière à énergie positive, avec un niveau de production d'énergie renouvelable supérieur à sa consommation. Pour ce faire, elle doit relever deux défis. D'abord, accroître sa production et sa consommation locales d'énergies renouvelables. Le développement des panneaux photovoltaïques, de la géothermie et du biogaz apparaissent comme des vecteurs de changement. La biomasse (compost, résidus de bois...) et l'éolien doivent être également soutenus. Il faudra, ensuite, améliorer l'efficacité énergétique.

Impliquer les habitants

Ce double chantier constitue, un formidable levier de création d'emplois. Mais la transition écologique nécessite aussi des changements structurels radicaux. Un système énergétique décentralisé implique davantage les habitants. Il convient, en conséquence, d'être attentif à leurs propositions afin de faire émerger les porteurs de projets dynamisants pour leur territoire et de créer des coopératives de production d'énergies renouvelables. Parce qu'une Île-de-France plus humaine nécessite aussi d'impliquer davantage ceux qui font et vivent le territoire.

EN ROUTE VERS LE TOUT RENOUVELABLE
La Région fixe l'objectif de 50% d'énergie renouvelable dans la consommation finale d'ici 2030 et de 100% de chaleur renouvelable et de récupération.

PLAN SOLAIRE
Un plan solaire régional sera mis en place. Il favorisera notamment l'autoconsommation d'énergie solaire, à travers l'aide à l'investissement.

Des initiatives éclairées

Le nom de Montdidier parle aux habitants du nord de l'Île-de-France puisque cette commune picarde de 6500 habitants se situe à la frontière de la Somme et de l'Oise.

Montdidier, comme 160 consœurs, présente la singularité de disposer d'une régie communale d'électricité, pour sa part, depuis 1925. Forte de cet outil, l'équipe municipale élue en 2001 a travaillé à son autonomie énergétique escomptée dans les 5 années à venir. Elle s'est appuyée sur les deux piliers de la transition énergétique : production (biomasse, éolien, solaire, possiblement méthanisation)

et amélioration de la performance énergétique par l'isolation des édifices publics, construction d'équipements plus économes en énergie, subventions aux particuliers. Béganne, dans le sud-est du Morbihan, 1400 habitants, a réalisé, elle, un parc éolien citoyen, le premier de France, revendiqué-t-elle. Le coût des 4 éoliennes, 12 M€, a été couvert pour 2,5 M€ par l'investissement d'un millier de particuliers réunis dans 53 clubs d'investisseurs solidaires et une Société en Commandites par Actions (SCA) Énergie Partagée ; le reste a été prêté par des banques.



Panneaux solaires © Fotolia



Culture de pleurotes chez soi



La Ferme du parc des meuniers à Villeneuve-le-Roi (réseau Graines)

LE POUVOIR À CEUX QUI ONT LES SOLUTIONS

Face aux enjeux environnementaux, les associations et les entrepreneurs franciliens conjuguent innovation et préoccupations écologiques.

« En France, on n'a pas de pétrole mais on a des idées », claironnait une campagne gouvernementale des années 70. Hélas, l'administration, trop centralisée, a fait que les idées sont trop souvent restées le fait des décideurs. À l'heure de l'urgence du changement climatique, il faut inventer de nouvelles façons de faire émerger les projets et leur permettre d'aboutir.

Les collectivités locales, les entreprises, les associations, les citoyens subissent directement les conséquences du changement climatique. Tous ont un rôle fondamental à jouer dans la recherche d'alternatives. Aujourd'hui, des structures de natures diverses épaulent les créateurs et entrepreneurs. La plateforme "Initiative Île-de-France" (IIF) a fait la preuve de son efficacité de levier. Jérôme Devouge et Romain Behaghel se sont rencontrés à l'école de commerce. Grâce à 20 000 € de prêts, ils ont mis au point et commercialisent depuis le Val d'Oise des kits à pleurotes "prêts-à-pousser" en 10 jours dans la cuisine. Emplois créés : 5. Avec 40 000 €, Camila Prioli, installée en Seine-et-Marne, s'est lancée dans la vente de chips crues bio de kale (prononcez "kayle"), un chou riche en vitamines, minéraux, oméga 3, fibres, bêta-carotènes et très peu calorique. En

SOUTENIR LES ENTREPRISES VERTES
Avec Claude Bartolone, les entreprises vertes seront privilégiées et constitueront une priorité au sein de la future stratégie régionale de développement économique.

outre, la culture du kale a été relancée en France, il y a 3-4 ans, grâce à des fermes franciliennes. La plateforme IIF a accueilli 4 880 projets en 2014, et en a financé 1 486 sur les 1 831 sélectionnés. +28 % depuis la création de la structure en 2010.

Visibilité et légitimité

« Ce qui manque aux solutions, c'est la visibilité. Sans visibilité, pas de légitimité et sans légitimité, il est très difficile de trouver des débouchés, des financements, des partenaires ». Nicolas Hulot explique ainsi la raison qui a conduit sa fondation à lancer "My Positive

Les nouveaux métiers

L'environnement, le développement durable et, aujourd'hui, l'enjeu climatique ont fait et font naître de nombreux métiers.

Qui dit métier dit professionnalisation, donc, formation. L'Éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD), est devenue un impératif pour que les associations et les entrepreneurs conçoivent des projets solides et assurent leurs activités avec toutes les exigences requises. Pour enseigner,

quel terme plus éloquent que GRAINE ? Cet acronyme signifie Groupement régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement. L'association GRAINE-Île-de-France « fait gagner du temps et de l'énergie » à tous les acteurs de l'éducation à l'environnement en, organisant l'échange de pratiques et en facilitant le partage d'expériences. Elle favorise aussi l'éclosion des idées, accompagne l'émergence de projets et suscite des actions communes.

Impact" (MPI), une initiative qui « redonne le pouvoir aux solutions ». MPI invite les internautes à voter pour les projets présentés sur son site. Ceux qui reçoivent le plus de votes bénéficient d'une exposition intense dans les supports des médias partenaires. Gérant de la société aquitaine créatrice de Cogen'Air, un système bi-énergie électricité et chaleur, Sébastien Ackermann résume l'apport du coup de pouce : « La campagne a été un facteur de croissance. On lève des fonds, on a un poids pour conduire des négociations ». En somme, un vrai appel... d'air !



INTERVIEW Elisabeth Laville

Fondatrice d'Utopies, agence de conseil spécialisée dans le développement durable

Tous éco-responsables

Elisabeth Laville a fondé Utopies, une agence de conseil spécialisée dans le développement durable. Elle travaille avec les entreprises pour conduire au niveau local des actions efficaces et éco-responsables.

Vous avez fondé Utopies il y a 23 ans. En deux décennies, le regard des entreprises sur le développement durable a-t-il évolué ?

Oui, car il y a vingt ans, les entreprises n'envisageaient pas du tout le sujet et ne voyaient pas le rapport que le développement durable pouvait avoir avec leurs activités. Depuis, les mentalités ont beaucoup changé. Les entreprises ne se demandent plus s'il faut y aller et pourquoi. Aujourd'hui, elles s'interrogent sur la façon d'y aller... mieux !

Comment expliquez-vous ce changement ?

Tout simplement parce que les citoyens s'étant emparés du sujet, les entreprises ont réalisé qu'elles ne pouvaient pas se permettre de ne pas se préoccuper de développement durable. Une enquête récemment réalisée par l'agence américaine Cone Communications dans plusieurs pays développés ou émergents le prouve bien : plus de 80% des personnes interrogées prennent en considération la dimension du développement durable dans leurs actes d'achat, dans leur choix d'un employeur... Néanmoins, du chemin reste encore à parcourir. Car si les mentalités ont changé dans les entreprises, il faut encore faire évoluer les pratiques vers une intégration plus profonde du développement durable dans les décisions stratégiques, dans l'offre de produits ou services, et au cœur du modèle économique...

Justement, comment faire bouger les entreprises ?

Tout dépend de qui veut la faire bouger ! Chacun peut commencer là où il se situe, qu'il soit employé ou dirigeant. Pour moi, il convient d'inscrire le développement durable dans la raison d'être de l'entreprise, au cœur de sa mission et du positionnement de ses marques. Afin de l'intégrer pleinement dans son business et dans son offre, plutôt que dans une gamme verte réservée aux bobos et aux relations presse. Je pense par exemple aux galettes Saint-Michel qui ont décidé de ne plus utiliser que des œufs de plein air. Cela peut prendre du temps. Par exemple, Marks and Spencer s'est donné 10 ans pour parvenir à une offre 100% développement durable.

Le citoyens ont-ils un rôle à jouer dans ce cadre ?

De la "trinité" consommateurs/ entreprises/ pouvoirs publics, il me semble que ce sont les premiers qui sont finalement les plus prêts à pousser cette logique vers plus de développement durable. On le voit avec le succès des AMAP, des circuits courts, de la consommation collaborative... Dans ce domaine, le mouvement vient du terrain, pas du haut ! Et puis il y a une question de génération. Pour les "Millennials" (nés entre les années 80 et le tout début des années 2000, ndlr), la prise en compte du développement durable n'est pas une option mais une dimension évidente dans leur vie. En tant que consommateurs, mais aussi salariés et dirigeants, ils ne prendront pas les mêmes décisions que leurs aînés.

Vous parlez des pouvoirs publics. Quel peut être leur rôle dans ce grand changement de société ?

Ils doivent à la fois contribuer à l'impulsif, en donnant la vision du monde et de la société à venir, mais aussi l'accompagner. D'une façon ascendante en aidant au développement de ces nouvelles approches sur le terrain mais aussi de façon descendante en créant le cadre législatif et incitatif nécessaire. Pour ce faire, les collectivités territoriales me semblent la bonne échelle d'action... Au niveau national et international, on est trop loin des initiatives de terrain et des préoccupations des gens. Alors que la Région, le Département ou la Ville sont à la fois plus proches des populations, mieux armés pour ces approches hybrides croisant l'ascendant et le descendant, et possèdent le pouvoir pour, par exemple, changer les infrastructures.

À LA RECONQUÊTE DES ESPACES NATURELS FRANCILIENS

Trop longtemps négligée, la préservation de la biodiversité francilienne s'impose désormais comme un enjeu crucial. Sans pour autant compromettre les activités économiques.

André est un arpenteur infatigable de la campagne francilienne « du nord au sud et de l'est à l'ouest! » depuis ses 15 ans. Observateur patient de la biodiversité, il énonce le même constat au retour de ses sorties : « De décennie en décennie, j'ai vu les espèces de plantes, d'animaux, d'oiseaux considérablement se raréfier et je suis convaincu que ça s'accélère ». Les chiffres officiels donnent effectivement raison à André : 6 % de la flore sauvage, 6 % des oiseaux nicheurs réguliers, près de 12 % des poissons et plus du tiers des papillons diurnes sont des « espèces non revues ces dernières décennies et présumées disparues au niveau régional ».

Préserver la biodiversité

Ce constat amène les autorités à adopter des mesures pour préserver la biodiversité, tout en prenant en compte les activités humaines. Élaborées par l'État et le Conseil



Vallée de Chevreuse depuis le viaduc de Fauvette (91)

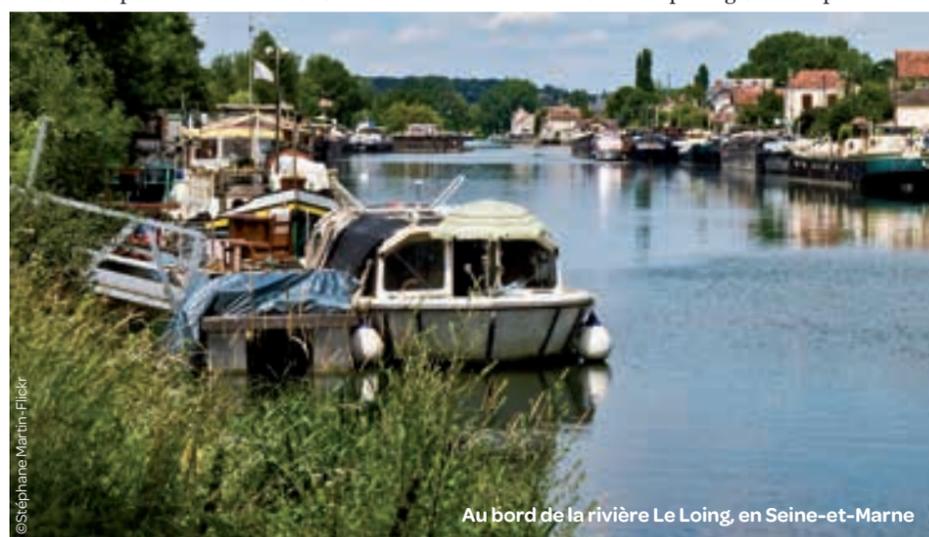
RECONQUÊTE DES ESPACES NATURELS
La Région renforcera les fonctions du territoire non-urbanisé francilien. Objectif : le préserver et permettre sa réappropriation par les habitants.

régional, les "Trames vertes et bleues" (TVB) sont des réseaux écologiques formés d'espaces naturels terrestres et aquatiques reliés entre eux par des "corridors". Les "continuités écologiques" ainsi créées permettent aux espèces animales et végétales de se déplacer pour assurer leur cycle de vie (notamment nourriture, repos, reproduction, migration...). L'Île-de-France a engagé la réflexion sur la stratégie de création d'aires protégées (SCAP) fin 2010. Le Conseil scientifique régional du patrimoine

naturel (CSRPN) a arrêté, en 2011, une liste de 65 espèces à préserver (sur 535 recensées nationalement) et de 42 habitats (sur 119 habitats, nationalement). Le CSRPN a attribué à chaque espèce un niveau de priorité, de 1 à 3, en fonction du degré de la menace d'extinction régionale. En ce qui concerne la catégorie des habitats, tous sont considérés priorité n°1.

Laisser respirer les rivières

Pendant des décennies, les zones humides temporaires ont été considérées comme inutiles. Conséquence : les politiques d'aménagement ont autorisé leur réduction, voire leur suppression, au profit de l'agriculture, de l'industrie, de l'habitat. Or, il ne fait plus de doute qu'elles sont essentielles pour la régulation des crues, pour la gestion qualitative de l'eau et pour leur propre biodiversité. Cette certitude conduit à faire évoluer les approches et à transformer peu à peu les pratiques. Ainsi ces zones sont-elles reconstituées. On laisse également "respirer" les rivières, ou on favorise le réaménagement d'anciennes carrières. Avec cette reconquête des espaces naturels, les Franciliens vont, de nouveau, pouvoir aller chercher les petites bêtes... Ou, tout du moins, les observer.

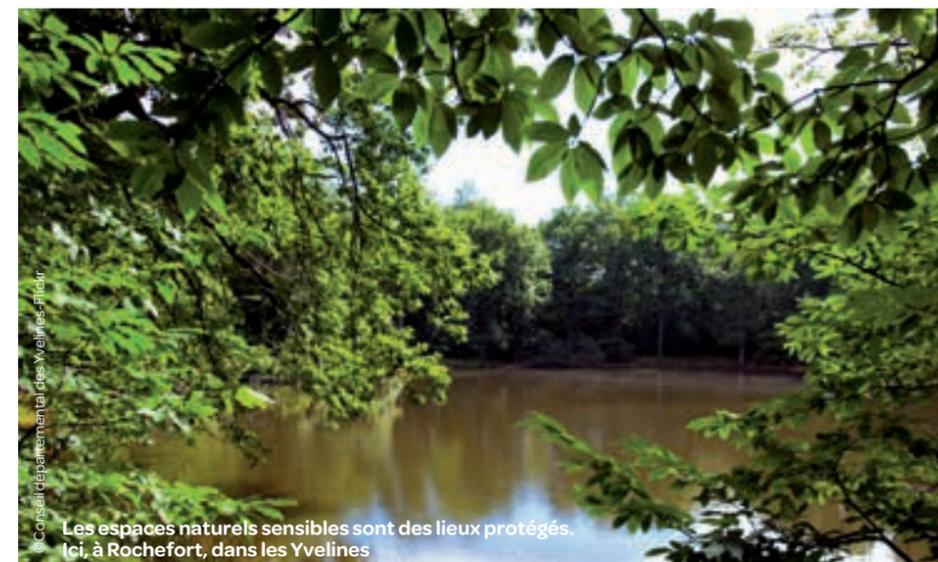


Au bord de la rivière Le Loing, en Seine-et-Marne

LA FORÊT DE DEMAIN SORT DU BOIS

Elles représentent 23 % de l'Île-de-France. Il y a ceux qui s'y baladent. Et ceux qui y travaillent. Comment faire pour que tous les publics cohabitent dans les forêts ?

Les bois et forêts occupent 23 % de la surface de l'Île-de-France (27 % en France). La Forêt de Fontainebleau est l'un des plus grands sites classés de l'Hexagone et, sous la pierre, Paris est parmi les plus grandes mégapoles en bois du monde ! Comme dans d'autres régions françaises et contrairement à un sentiment commun, la forêt francilienne s'étend. Elle est composée majoritairement de feuillus, avec, en tête, le chêne sessile (32 % du volume), le chêne pédonculé et le châtaignier (12 %), le frêne (7 %). La forêt a plusieurs fonctions. Elle a une nécessité biologique et bioclimatique majeure. Elle s'impose aussi comme lieu d'agrément. Elle est, enfin, ressource en bois. Cette pluralité en fait son problème. Les promeneurs qui débouchent sur un pan de forêt arasé par les tronçonneuses perçoivent ces saignées comme des agressions. Les coupes sont perçues d'autant plus sensiblement en Île-de-France que le morcellement de la forêt et les difficultés d'accès contrarient l'abattage. Les Franciliens vivent donc "leur" forêt comme un patrimoine intangible pour l'éternité. Pour faire cohabiter tous ceux qui jouissent de la forêt et ceux qui en tirent parti, il faut sensibiliser les Franciliens à sa pluralité. Et « ne pas craindre de parler de gestion forestière et de cycle sylvicole », indique le directeur territorial de l'Office national des forêts (ONF). Une gestion qui respecte le paysage dessiné par la forêt et qui fédère depuis 2009, via le Conseil régional, les acteurs de la filière bois au sein de la structure Francilbois. » Nous n'irons plus au bois n'est pas un refrain qu'on entonnera dans notre région...



Les espaces naturels sensibles sont des lieux protégés. Ici, à Rochefort, dans les Yvelines

VALORISER LES RESSOURCES
La Région mettra en place dans ses forêts régionales un plan bois francilien pour tirer tous les bénéfices environnementaux des zones forestières d'Île-de-France.

Un nouveau poumon vert à Pierrelaye-Bessancourt

C'est une singulière mutation qui va se produire sur la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt (Val d'Oise).

Pendant une grande partie du 20^e siècle, Paris a construit sa modernité en acheminant et épandant ses eaux usées afin de les épurer, avant de les rejeter en Seine-et-Oise. Les agriculteurs faisaient pousser sur les hectares enrichis par les éléments fertilisants les légumes qui allaient nourrir les Parisiens. En 1999, les cultures maraîchères et de plantes aromatiques ont été interdites en raison de

leur contamination par les métaux lourds. Les aides à la production actuelle de blé et de tournesol pour faire des biocarburants cesseront en 2017. Le Conseil régional a alors décidé de réaliser, sur 1 000 hectares de cette plaine, la forêt initialement prévue sur Roissy dans le cadre du Grand Paris. Programmées pour 2017, les premières plantations scelleront l'avènement de ce poumon vert qui va - renversement de l'Histoire - reconstituer des boisements autrefois détériorés par l'épandage !

MARAÎCHER EN ÎLE-DE-FRANCE ÊTRE À L'AFFÛT DES NOUVEAUX ENJEUX AGRONOMIQUES

@MatthieuDelmestre

Les marchés de "l'alimentation juste et solidaire"

Les marchés Cjuste s'étendent dans la région parisienne et l'enseigne envisage de s'installer dans Paris. Ils créent une chaîne vertueuse pour le producteur, le distributeur et le consommateur.

"Cjuste". Les consommateurs de Pantin, Bagnolet, Fontenay-sous-Bois, Romainville veulent cette enseigne sur certains marchés. « "Cjuste", ça veut dire consommer juste et pas juste consommer. Et juste, ça veut dire juste pour le producteur, juste pour le distributeur et pour le consommateur ».

L'homme qui s'exprime ainsi s'appelle Pierre Priolet. Épuisé de vendre à perte, cet arboriculteur du sud de la France avait fini par arracher, devant les caméras, 15 de ses 16 hectares de verger. Retraité, il a engagé son combat contre « la logique du prix bas et l'esclavage : quand, consommateur, on accepte les prix de la grande distribution, on accepte que les producteurs soient lésés ».

En conséquence, "Cjuste" affiche le prix de vente au consommateur et le prix qui "rémunère dignement" le producteur : « Si on généralisait ça, la crise agricole disparaîtrait à 65-70 % ».

Outre le prix juste, "Cjuste" affranchit le producteur du transport et de la distribution, dévoreurs de temps et sources de frais importants. Au nom de « la solidarité et du partage », il confie les marchés à des chômeurs et bénéficiaires du RSA. Pour l'heure, 4 en tirent un revenu prélevé sur la différence entre le prix producteur et le prix de vente. « L'alimentation, c'est de la santé publique », proclame, enfin, Pierre Priolet. Pour cette raison, en plus des marchés "classiques" des centres-villes, il installe les étals "Cjuste" dans les quartiers « parce que c'est là que se trouvent les plus démunis et dans certains d'entre eux, il n'y a plus aucun commerce ».

RÉUSSIR PAR SON TALENT PLUTÔT QUE PAR SA NAISSANCE

Dans une région marquée par les disparités sociales en matière d'éducation, nous devons rétablir l'équilibre entre les territoires. Et permettre à chacun de choisir son avenir.

N

on, la Région n'a pas pour seule vocation, dans le domaine scolaire, la construction des lycées. Elle a aussi pour mission d'accompagner la réussite des élèves. En la matière, l'Île-de-France présente une réalité complexe : sur son territoire, inégalités sociales et territoriales s'inscrivent dans le champ scolaire. Alors que l'enseignement professionnel est surreprésenté dans les communes les moins riches, les classes préparatoires aux grandes écoles les plus prestigieuses se concentrent dans la capitale. Les parents ne sont pas non plus égaux face aux informations sur l'orientation. Quand certains sont en mesure de les aiguiller, d'autres n'ont pas toutes les cartes en main pour les aider à s'orienter au mieux. Ces disparités pénalisent une mixité sociale pourtant indispensable à l'enrichissement de chacun. Et fragilisent l'égalité des chances de quelque 500 000 lycéens des 472 établissements de la région.

Raccrocher les décrocheurs

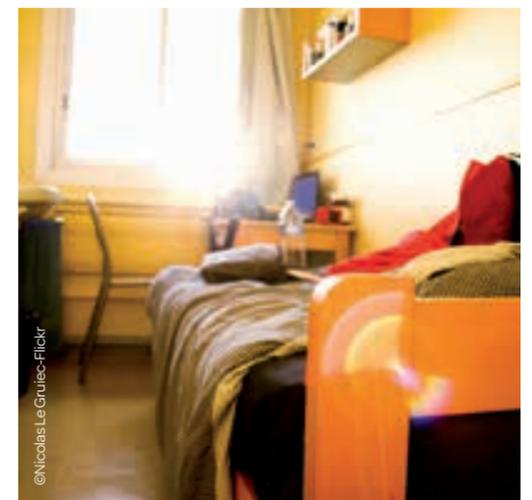
Au-delà d'un environnement stimulant et innovant, la Région doit aussi être capable de fournir des clés de réussite. Notamment aux jeunes qui seraient en situation de décrochage scolaire. Les micro-lycées comme celui de Sénart ou de Vitry-sur-Seine permettent à des jeunes en rupture de se "réconcilier" avec le système scolaire. Et ça

marque : le micro-lycée du Bourget atteint un taux de 85,7 % de réussite au Bac, très proche de la moyenne nationale. La lutte contre les inégalités passe aussi par un soutien financier afin que la question pécuniaire ne soit pas une entrave à la réussite.

La Région a donc mis en place la gratuité des livres scolaires pour les lycéens dans les matières obligatoires. Les lycéens pro, dont l'équipement peut se révéler coûteux, bénéficient d'une aide. Les élèves de classe prépa peuvent, sous conditions de ressources, recevoir une aide aux frais d'inscription, de transports et d'hébergement.

Inégalité culturelle, aussi

Si le lycée est avant tout un lieu d'apprentissage, il est également un lieu d'épanouissement. Or, il existe, aussi, dans la culture, un déficit en termes d'égalité. L'éducation aux médias, à l'information, à l'ouverture sur le monde ont droit de cité au lycée. L'établissement Jacques Brel, à La Courneuve, a mis en place une section Langues et cultures méditerranéennes. A Bagnolet, les élèves du lycée Hénaff réalisent des émissions radio portant aussi bien sur le Graal que sur la rénovation d'une cité voisine. Au-delà de la marche vers l'avenir, le lycée a pour mission de donner aux jeunes les moyens de devenir de futurs citoyens et les outils pour penser le monde qui les entoure.



*L'internat,
un passeport
vers la réussite*

Il est révolu le temps où les parents brandissaient la menace de l'internat comme punition ultime.

Aujourd'hui, adultes et jeunes le voient, au contraire, comme un "cocon de réussite". En Île-de-France, 16 000 places sont proposées aux jeunes et 3 000 supplémentaires devraient être créées d'ici 2022. D'Étampes à Chelles, de Saint-Denis à Chevilly-Larue, les internats offrent aux jeunes un contexte de travail optimal tout en favorisant la mixité sociale. Parce qu'ils concernent aussi des établissements avec des filières professionnelles rares, ils permettent à des lycéens de poursuivre leurs rêves sans devoir en payer le prix par des temps de trajets et nuisibles à la réussite.

Égalité républicaine

UN LYCÉE QUI REGARDE VERS L'AVENIR

Architecture innovante, préoccupations environnementales et prise en considération de l'importance croissante du numérique. Le lycée du futur doit conjuguer ces trois aspects. Afin que s'y épanouisse le citoyen de demain.



Lycée Jacques Prévert, Boulogne-Billancourt, dans les Hauts-de-Seine

Le lycée Pauline Roland de Chevilly-Larue a des allures de paquebot urbain. La passerelle qui enjambe des plantations renforce cette impression.

À l'intérieur, le voyage se poursuit avec des structures de bois et des constructions sur pilotis.

Au Bourget, le lycée s'appuie sur d'anciens bâtiments des années 30. Réhabilités, ils se dotent également d'une canopée de bois et d'une rivière végétale permettant l'infiltration des eaux de pluie destinées aux sanitaires. Éoliennes et cheminées solaires sont également de la partie.

Des lieux où il fait bon enseigner et apprendre

Construire ou rénover des établissements, c'est prendre en compte les nouvelles pratiques pédagogiques, entendre les demandes du personnel comme des élèves afin que, pour chacun, le lycée soit un lieu où il fait bon enseigner comme apprendre. Mais c'est aussi intégrer la question environnementale, devenue essentielle, et, dans le même temps, y sensibiliser les élèves.

Un lycée qui regarde vers l'avenir est également un lycée qui intègre le numérique, omniprésent dans la vie quotidienne des élèves et outil majeur de leur futur vie professionnelle.

La formation des enseignants, l'équipement des établissements et la production de contenus constituent les trois axes nécessaires à la réussite de ce projet.

DRIT À UNE 2^E CHANCE

Pas un enfant ne doit rester au bord de la route. La Région lancera un plan Réussite dans les lycées et les CFA pour faire reculer l'échec scolaire. Objectif : zéro décrocheur.

UN ERASMUS POUR LES APPRENTIS

Dans l'esprit du dispositif Erasmus, le droit à la mobilité internationale pour les apprentis sera développé à travers l'Erasmus des apprentis. La Région y participera activement.



Salle d'informatique du lycée Jacques Prévert, Boulogne-Billancourt, dans les Hauts-de-Seine

Un esprit sain dans un corps sain

L'éducation passe aussi par l'assiette. Et, en la matière, il peut aussi être question d'inégalité. Selon une étude de 2006 de l'Observatoire régional de santé (ORS), la prévalence de l'obésité chez les enfants et les adolescents est significativement plus élevée en Île-de-France qu'en province. En 2020, toutes les cantines des lycées de la région auront des menus biologiques, végétariens. L'occasion pour les élèves de découvrir des produits qu'ils

n'ont peut-être pas l'habitude de goûter et de réduire leur consommation de viande dans un double souci de santé et d'écologie. L'accent sera mis aussi sur les circuits courts : pain du Val de Marne, yaourts des Yvelines, pommes de Seine-et-Marne... Au-delà d'une question de santé publique, la démarche est également citoyenne : pour manger mieux, il n'est pas nécessaire de dépenser plus, ni de faire parcourir des kilomètres aux produits.

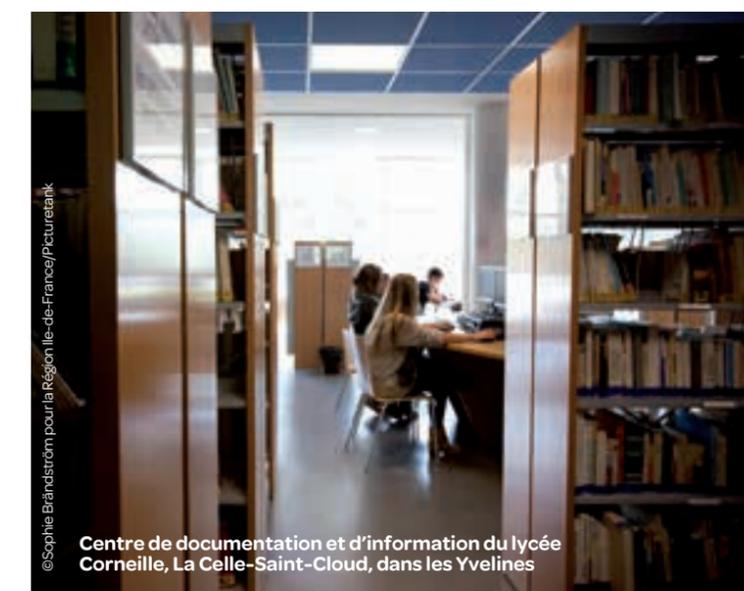


Cantine scolaire du lycée Romain Rolland, Ivry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne

Sciences-Po... ssible

Saint-Exupéry à Mantes-la-Jolie, Alfred-Nobel à Clichy-sous-Bois, Henri Bergson à Paris, L'Essouriau aux Ulis... L'Institut d'études politiques (IEP) Sciences-Po a tissé des Conventions d'éducation prioritaire avec 42 lycées d'Île-de-France. L'idée ? Permettre à des élèves méritants issus de Zones d'éducation prioritaire (ZEP) de poursuivre leur scolarité au sein du prestigieux établissement de la rue Saint-Guillaume. En 10 ans, 1 448 élèves de toute la France ont pu bénéficier de cette procédure et l'IEP

souligne que leurs résultats sont comparables à ceux d'étudiants entrés par la voie "classique". Source d'émulation dans les lycées qui le mettent en place, tremplin pour ceux qui en bénéficient, dispositif de lutte contre l'inégalité des chances, la Convention représente aussi une vraie richesse pour Sciences-Po. En effet, elle lui permet de varier le profil de ses étudiants - des admis sont, par exemple, boursiers - et de se départir de cette réputation d'"entre-soi" dans laquelle elle a été longtemps cantonnée.



Centre de documentation et d'information du lycée Cornille, La Celle-Saint-Cloud, dans les Yvelines



Laboratoire de sciences au lycée d'Argenteuil, dans le Val d'Oise

ET MAINTENANT CAP SUR LE DIGITAL!

Le numérique prend une telle importance dans tous les compartiments de la société, de l'économie, de la culture, qu'il est impératif d'y former, et très tôt, les jeunes, y compris dans les établissements scolaires.



Attention, chiffre choc : aujourd'hui, 65 % des écoliers exerceront, une fois diplômés des métiers qui n'ont pas encore été inventés. Face à ces bouleversements, que faire ? Regarder le train passer ou sauter dedans ? Il devient urgent de prendre son ticket vers le futur. En effet, d'un côté, le numérique risque de rendre obsolète de nombreux emplois à faible valeur ajoutée. De l'autre, le secteur constitue un formidable vivier d'emplois à condition de se former. Cours en ligne, ateliers professionnalisants seront ainsi promus par la Région. Dès le lycée, et particulièrement dans

les Zones d'éducation prioritaires, chacun doit pouvoir construire son projet professionnel en maîtrisant les bases qui lui permettront d'exercer son futur métier (enseignement du code informatique, maîtrise des réseaux sociaux, élaboration d'un site web...).

Apprendre le code informatique à l'école

Une idée plébiscitée par les parents puisque, selon un récent sondage, 87 % d'entre eux réclament l'apprentissage du code à l'école. Grâce aux ateliers Tangara, certains élèves ont ainsi d'ores et déjà pu

♥
**DES LIENS
LYCÉES-
UNIVER-
SITÉS**
La Région
créera
des campus
universi-
taires
" lycées-
facs " pour
générer
du lien
entre le
secondaire
et le
supérieur.

s'initier à ses subtilités. Reste à généraliser ces apprentissages. Claude Bartolone juge que le développement de l'usage du numérique à l'école doit conjuguer trois éléments : la formation des enseignants, l'infrastructure et l'équipement, la production de contenus et de services. La Région s'appuie sur le maillage de startup et le pôle de compétitivité et de transformation numérique Cap Digital, installés sur son territoire. Un accord sera conclu avec les programmes d'investissements d'avenir (IA) en favorisant la création d'un appel à projet sur les contenus et services éducatifs numériques (1 € investi par la Région, 1 € par les IA), en associant tissus d'entreprises innovantes et laboratoires universitaires tels le STEF-ENS Cachan ou le LUTIN-Université Paris 8. L'autre axe consistera à développer des laboratoires d'usages sur le numérique éducatif en travaillant avec des laboratoires universitaires et en accompagnant l'initiative lancée par Cap Digital, Educablab. Ou encore en s'appuyant sur le réseau de création et d'accompagnement pédagogique public Canopé.



Salle informatique au lycée d'Argenteuil, dans le Val d'Oise

L'école de la 2^e chance via le numérique

L'excellence française repose encore essentiellement sur la réussite scolaire et universitaire.

Or certains talents échappent aux filières de recrutement classique. Les nouveaux génies du web, de l'intelligence artificielle ne sont plus nécessairement des surdiplômés. C'est parfois même le fait qu'ils sortent des sentiers battus, ou sont capables d'en sortir, qui leur permet d'imaginer ou rêver un monde différent. Mais comment les repérer, comment ne pas passer à côté de ces talents que l'école, parfois, ne décèle pas ? À ces questions, les écoles de la 2^e chance numérique peuvent apparaître comme une réponse. En effet, ces structures permettraient de faire d'une pierre deux coups : repêcher des jeunes en situation d'échec scolaire et révéler leur potentiel tout en

comblant le déficit structurel des industries numériques en Île-de-France, mais aussi sur l'ensemble du pays. Au Kremlin-Bicêtre, la Web Académie propose déjà une formation en 24 mois, dont 12 en alternance, à des jeunes déscolarisés de 18 à 25 ans, passionnés par l'informatique. Et si on allait encore plus loin ?



École 42 dans le 17^e à Paris

♥
**8 ÉCOLES
DU
NUMÉRIQUE**
La Région
ouvrira
8 écoles
du numérique
(1 dans chaque
département)
proposant des
formations
aux jeunes
désireux
de s'engager
dans les
métiers du
numérique.

Ramenez votre science à la Paillasse !

Rue Saint-Denis, à Paris, se trouve un lieu singulier.

La Paillasse est un réseau de laboratoires interdisciplinaires et communautaires dédié aux biotechnologies citoyennes. Soutenu par la Ville de Paris et la Région Île-de-France, il est ouvert à tous, sans distinction d'âge, de parcours, de compétences, de revenu. Moyennant une adhésion, il met à disposition des locaux équipés pour mettre en œuvre des projets collaboratifs et open-source (modifiables par tous). Il permet d'échanger avec les autres habitués des lieux, geeks, "hackers (pirates) positifs", doctorants, étudiants, artistes, ingénieurs... et organise des soirées portes ouvertes Open Paillasse. Transdisciplinarité, créativité et citoyenneté semblent être la séduisante trinité qui régit les lieux.

ÉVEILLER LES CONSCIENCES

Le savoir académique est indispensable, mais ne suffit pas. Pour devenir des citoyens éclairés, les jeunes doivent s'abreuver à toutes les sources de culture disponibles. La Région doit permettre à chacun de partir à la découverte des arts, et donc de lui-même.

Des conservatoires pris d'assaut, des activités trop chères pour les bourses les plus modestes, une timidité à se rendre dans certaines institutions en se disant que, de toutes façons, « *ce n'est pas pour nous* »... Aujourd'hui encore, la culture reste trop l'apanage d'une frange de la population, laissant sur le bord de la route un certain nombre de familles. Or, l'art et la culture participent à la construction de la pensée, à la formation d'esprits structurés et capables de sens critique. Il est donc indispensable qu'ils infusent la vie des lycéens, à un âge où la sensibilité et les goûts s'affirment et où il est important de se construire une identité. Pour ce faire, le développement du 1% artistique dans les lycées - qui permet de faire entrer les œuvres d'art dans les établissements - doit être affirmé. Au sein des lycées, la Région encourage la création de clubs théâtre, de ciné-clubs ou la pratique musicale amateur via son dispositif Musique au Lycée.

La culture partout

Des résidences d'artistes voient également le jour, telle celle de l'écrivain Tanguy Viel au lycée de Clichy-sous-Bois, débouchant sur la création d'une œuvre littéraire collective. Les rencontres doivent se nouer également en dehors de l'établissement. La collaboration avec les instances culturelles locales doit donc être renforcée par des projets, des visites afin de familiariser le jeune aux lieux culturels qui l'entoure. Un pari gagnant sur l'avenir puisque le lycéen d'aujourd'hui sera le spectateur/lecteur/méromane/visiteur de musées, d'expositions de demain.

♥
CROISSANCE CULTURELLE
Claude Bartolone s'engage à ce que le budget régional dédié à la culture ne souffre pas du moindre euro de baisse. L'art et la culture sont une priorité régionale.

♥
CULTURE ET ARTS AU LYCÉE
La Région mettra en œuvre le programme "Culture et arts au lycée", qui favorisera l'éducation artistique et la pratique de la chorale au sein de tous nos lycées, avec le recrutement de 100 médiateurs culturels.



Terminale « décor sur céramique », Lycée Auguste Renoir, Paris 18^e



Projection vidéo sur les murs du lycée Adolphe Chérix, à Vitry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne



©Sophie Brändström/Picturetank



Représentation théâtrale d'une classe du lycée Henri Wallon, à Aubervilliers en Seine-Saint-Denis

Créez votre média scolaire !

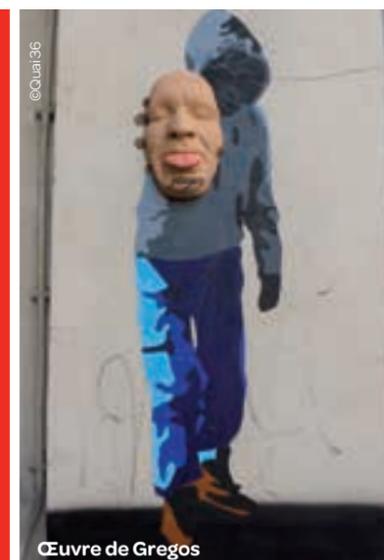
Le ministère de l'Éducation nationale demande aux collèges et lycées de créer un média par établissement.

À l'heure actuelle, sur l'ensemble du territoire hexagonal, il n'existe que 1 000 journaux lycéens, 250 radios scolaires et quelque 50 web TV. C'est trop peu. Car l'éducation aux médias et à l'information peut offrir une opportunité pour créer une culture commune s'appuyant sur le respect mutuel et la

pratique du débat. C'est même un des éléments clés pour construire la citoyenneté plurielle. D'autant qu'à l'heure où les sources d'information se multiplient, où les jeunes voient leur consommation médiatique et numérique exploser, il est important qu'au-delà d'une logique de "spectateur", ils deviennent acteurs en s'appropriant ces outils.

♥ STREET ART

La Région créera un réseau de Street art, permettant la mise en relation entre artistes et supports urbains.



Œuvre de Gregos

Sans relâche, se souvenir

Bien vivre ensemble aujourd'hui, c'est comprendre ce qui s'est passé hier, faire prévaloir la vérité historique sur les inexactitudes et les fantasmes et se souder autour d'expériences collectives fortes. Dans ce but, depuis 2000, le Conseil régional a signé un partenariat avec le Mémorial de la Shoah de Paris. Parmi de nombreuses actions - parcours sur les lieux de mémoires franciliens, projection de films... - il permet le voyage, chaque année, de plusieurs dizaines d'élèves volontaires de lycées et de CFA à Auschwitz-Birkenau. Préparée largement en amont, la visite est commentée par

des historiens du Mémorial et d'anciens déportés qui accompagnent les jeunes. À leur retour, un projet collectif leur permet de partager leur expérience via une exposition itinérante. Ils font ainsi leurs ces mots de Primo Levi : « *N'oubliez pas que cela fut/ Non, ne l'oubliez pas* » (*Si c'est un homme*). De simples "visiteurs", ils deviennent témoins. Voire les passeurs d'un passé qui ne doit, en aucun cas, tomber dans l'oubli. L'entretien du devoir de mémoire et la lutte acharnée contre le racisme et l'antisémitisme seront une priorité du mandat de Claude Bartolone.

Les lycéens franciliens décernent leur prix

1 200 jurés, 8 lauréats...

Il ne s'agit pas d'une énième émission de télé-réalité mais du Prix littéraire des lycéens, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle en Île-de-France. Chaque année, associées à leur CDI (Centre de documentation et d'information), à une librairie indépendante et à une bibliothèque, 40 classes de la région élisent 8 auteurs, un par département, annoncés et récompensés lors du

Salon du Livre de Paris, en présence des 1 200 jeunes, des professeurs et des partenaires. Cette cérémonie couronne une année de lecture - il faut lire 40 ouvrages sélectionnés par un comité de lecture composé d'enseignants, de formateurs, de bibliothécaires et libraires franciliens - et de rencontres avec les écrivains. Les 8 livres lauréats sont ensuite offerts à tous les lycées et CFA franciliens.



INTERVIEW Jean-Luc Romero

Président de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD),
Président du Centre régional d'intervention et de prévention du Sida (CRIPS)

Accepter l'Autre

Militant historique de la lutte contre le SIDA et contre toutes les formes de discriminations, Jean-Luc Romero est conseiller régional, maire-adjoint du douzième arrondissement de Paris, président du Centre régional d'intervention et de prévention du Sida (CRIPS) Île-de-France. Il est également Président de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD).

Le mariage pour tous a été "le" changement sociétal fort de ces dernières années. En quoi a-t-il fait avancer la lutte contre les discriminations ?

Le mariage pour tous est évidemment une avancée importante pour les homosexuels. Enfin était établi qu'il n'y avait pas de raisons que les amours homosexuels ne bénéficient pas de la même reconnaissance que les amours hétérosexuels. Mais il me semble que quand des droits sont acquis par une partie de la population, au final c'est toute la société qui en profite. En tant que maire-adjoint, je célèbre de nombreux mariages. Je suis toujours surpris de voir des gens venir me voir à la fin de la cérémonie - car ils connaissent mes engagements - et me dire : « Vous savez, le mariage pour tous, on n'était pas pour. On était même franchement opposés. Mais de voir nos proches si heureux aujourd'hui... »

Aujourd'hui, en Île-de-France, avez-vous le sentiment que la discrimination progresse ?

Non. Contrairement à ce que veulent parfois laisser croire les chaînes d'information en continu, en Île-de-France, les gens arrivent plutôt bien à vivre ensemble. En revanche, il me semble clair que les personnes qui discriminent sont plus visibles. On les entend plus qu'auparavant. L'intolérance diminue mais elle est "compensée", de l'autre côté, par une parole libérée qui bénéficie de nombreuses caisses de résonance.

Vous parlez des réseaux sociaux ?

Effectivement. En matière de lutte contre les discriminations, les réseaux sociaux peuvent le pire comme le meilleur. De SOS Racisme à la LICRA, ils ont été utiles pour mener les combats. Mais, auparavant, un raciste ou un homophobe n'avait pas d'endroit où exprimer son fond de pensée. Il se sentait donc relativement isolé. Aujourd'hui, on assiste à une libération de la parole. On l'a bien vu avec l'affaire Dieudonné et la vague d'antisémitisme qu'elle a drainée. Or la liberté d'expression ne consiste pas à insulter les gens parce qu'ils ont une autre couleur de peau, religion ou sexualité que vous.

Comment agir contre les discriminations à l'échelon régional ?

Normalement, il ne s'agit pas de compétences relevant de la Région mais nous nous en sommes emparés. Nous n'avons pas vocation qu'à bâtir des lycées. En tant que président du CRIPS, je peux vous dire que nous faisons des formations à la sexualité dans les lycées et les CFA, pour faire passer des messages d'acceptation de l'autre. Même chose pour les transports : nous nous emparons de la question des femmes harcelées et Claude Bartolone est bien décidé à aller encore plus loin en la matière !

Selon vous, sur quoi convient-il d'être vigilant dans les années à venir ?

Il ne faut pas opérer de hiérarchisation entre les discriminations. Certains politiques considèrent que des choses sont acceptables, d'autres non. C'est, à mes yeux, une ligne à ne pas franchir. Aucune discrimination, quelle qu'elle soit, n'est tolérable.

EN FINIR AVEC TOUTES LES DISCRIMINATIONS

Handicap, couleur de peau, inégalité salariale, interpellation au faciès, homophobie... Les discriminations sont bien plus nombreuses et plus ordinaires qu'on ne le croit.

Discrimination. Le mot cache une multitude de réalités. C'est cette personne handicapée qui ajoute systématiquement une demi-heure à ses temps de transport pour pallier le manque de personnel pour l'aider ou l'inaccessibilité de certaines stations. C'est la Francilienne dont le salaire est en moyenne de 16 % inférieur à celui de son collègue masculin. C'est le jeune qui ne peut trouver ni d'emploi ni de logement sur le simple critère de son apparence physique ou encore celle ou celui qui se voit insulter en raison de son homosexualité.

Créer un délégué "Égalité"

L'Île-de-France a encore beaucoup à faire pour réduire les discriminations. 20% des entreprises embauchent les 6% d'employés handicapés imposés contre... 31% en France. Le baromètre 2013 de l'Association des paralysés de France relatif à l'accessibilité, classe sur 96 villes, Bobigny à la 58^e place, Versailles à la 63^e !

Les discriminations frappent évidemment l'emploi. Une étude de l'INSEE sur l'embauche des jeunes en Île-de-France publiée en 2013 montrait qu'un candidat au nom à consonance maghrébine avait moins de chance d'accéder à un entretien d'embauche qu'un candidat au patronyme "français" pourtant moins qualifié.

Pour y remédier, Claude Bartolone créera, un délégué "Égalité" qui orientera et accompagnera les candidats ou les salariés qui se sentiront discriminés dans leurs démarches. Enfin, si la part des femmes dans la création d'entreprise atteint 39% à Paris, elle n'est que de 24% en Seine-Saint-Denis.

VIVRE ENSEMBLE

La Région mettra en place une semaine d'éducation et de lutte contre le racisme, l'antisémitisme, le sexisme et l'homophobie. Le devoir de mémoire sera promu.

HÉBERGEMENT D'URGENCE

La Région amplifiera l'effort de création de places d'hébergement d'urgence mais aussi de logements pérennes pour les femmes victimes de violences.



08 08 807 700 Jeunes Violences Écoute

Simple à retenir, le numéro permet aux élèves d'exprimer les violences qu'ils subissent, d'éviter l'isolement et le repli sur soi.

Ce numéro vert, accessible tous les jours de 10h à 22h, permet à des jeunes d'être, anonymement, s'ils le souhaitent, en contact avec un interlocuteur formé pour entendre leurs souffrances liées à des violences, qu'elles soient physiques, morales, sexuelles, contre eux-mêmes... Psychologues

et juristes y travaillent en binôme et orientent au mieux les victimes vers les interlocuteurs compétents. Sur le site web de la structure, les jeunes - mais aussi leurs proches qui souhaiteraient leur venir en aide - peuvent trouver de nombreuses ressources annuelles d'associations, documentation... Il est également possible d'y poster des questions - qui trouvent une réponse en moins de 48 heures - ou de participer à un forum.



Réseaux sociaux : attention danger

Le développement des réseaux sociaux a ouvert la place aux "cyberharceleurs". C'est, aujourd'hui, une vidéo gênante diffusée auprès des camarades de classe, de messages courts téléphoniques incessants stigmatisant un tiers...

Ce phénomène conduit au mal-être d'élèves quand ce n'est pas pire... Le 2 avril dernier, le centre Hubertine-Auclert, centre de ressources francilien pour l'égalité hommes-femmes, a lancé une campagne de sensibilisation contre le cybersexisme (17% des filles

et 11% des garçons disent avoir été victimes de cyberviolence), via un Tumblr humoristique "Stop au cybersexisme". Une campagne d'affichage a également été posée dans le métro et le RER, tandis que des kits de sensibilisation ont été distribués dans les collèges, lycées et CFA. Des initiatives d'autant plus nécessaires que, selon un sondage mené conjointement par Ipsos et le centre Hubertine Auclert, 76% des jeunes disent ne pas savoir comment réagir face à des situations de cybersexisme.



Équipe féminine du FCF Juvisy, dans l'Essonne

En avant l'égalité !

En matière de combat contre les discriminations, de nombreuses structures choisissent des outils originaux pour sensibiliser le grand public à leurs causes.

Dans le Val d'Oise, la compagnie du Théâtre du Cristal rassemble une troupe de 15 comédiens en situation de handicap qui jouent aussi bien des textes d'Henri Michaux, Louis Calaferte ou Fabrice Melquiot. À Paris dans le 20^e, Les Dégommeuses, une équipe féminine de foot loisir s'engage pour la pratique du ballon rond par les femmes et contre les discriminations - notamment le sexisme et la

lesbophobie - dans le milieu du sport. Elles ne négligent rien pour occuper le terrain : tribune dans *L'Équipe*, débats, ateliers, matches. En Essonne, l'association Ya Fouei (« *Il n'y a pas de souci* », en ivoirien) a mis en place tout un panel d'actions pour lutter contre toutes les formes de discriminations : racisme, sexisme, "âgisme"... De l'exposition itinérante à l'animation d'ateliers autour de films, d'un magazine à un jeu de plateau, en passant par l'organisation d'un festival de cinéma citoyen contre les préjugés, Ya Fouei sensibilise le public avec humour et acuité. Qui a dit que la lutte ne pouvait pas être joyeuse ?



INTERVIEW Catherine Clément

Philosophe, romancière, directrice de l'Université populaire du Quai Branly

Égalité des salaires!

Si Catherine Clément possède mille et un visages, elle a une voix unique, puissante et engagée pour parler de ses combats pour les femmes. Une Île-de-France humaine? c'est la conquête de l'égalité des salaires!

Je revendique un féminisme de gauche qui ne soit ni quémendeur, ni querelleur, ni rouspéteur (ça existe!), un féminisme ni débraillé, ni dévêtu, ni individualiste, mais au contraire basé sur une histoire de la gauche qui remonte au Front populaire, une histoire collective indispensable pour lutter contre les injustices faites aux femmes, ou bien pour exalter leurs héroïsmes exceptionnels - ce que j'ai voulu montrer dans la plupart de mes romans, mon petit Panthéon personnel. Ce féminisme, je le conçois d'abord comme la très longue lutte contre les inégalités salariales, qui n'en finissent pas de persister. Même si les écarts se sont réduits depuis les années 50, pourquoi existe-t-il encore de si grandes disparités? Comment se fait-il que pour un même niveau de diplôme et de compétences, les femmes soient encore aujourd'hui moins bien payées que les hommes? Et moins bien situées dans les postes de gouvernance, dans le privé, et encore plus dans le public?

Un combat qui rassemble la gauche

L'Observatoire des inégalités a noté qu'à temps plein, les hommes gagnent 16% de plus que les femmes; par exemple, quand je suis entrée au quai d'Orsay en 1982, un contrôleur financier qui partait à la retraite a divisé mon salaire par deux, arbitrairement, comme ça! Il a fallu trois ans pour rectifier le tir - et la gauche était au pouvoir, c'est dire... Parler d'une Île-de-France humaine, pour moi c'est d'abord cette conquête réelle de l'égalité des salaires. Ce combat féministe a rassemblé toute la gauche depuis la lointaine époque du Programme Commun entre parti socialiste, parti communiste et parti radical de gauche, et je pense qu'il est l'une des plateformes possibles - c'est mon optimisme d'ancienne communiste qui me pousse à désirer cet idéal. On a progressé, c'est vrai. Il fut un temps où il n'existait ni pilule ni avortement légal. Il fut un temps où on m'a refusé l'ouverture d'un compte bancaire sans la signature de mon mari - alors que la liberté du nom propre des femmes a été acquise pendant la Révolution française! Il fut un temps, pas si

Catherine Clément est philosophe et romancière. Agrégée de philosophie à 22 ans, elle a travaillé avec les plus grands penseurs, Vladimir Jankélévitch, Claude Lévi-Strauss, réalisé des interviews et écrit plus de 40 romans.

lointain, où l'homosexualité était un délit puni par la loi, et si j'y viens tout de suite, c'est qu'à mes yeux le combat pour la liberté des homosexuel(le)s, des transgenres et des parentalités différentes est le même que celui pour la liberté des femmes. C'est un combat mondial: pour une moitié du monde, les femmes vivent encore dans un réel asservissement (les mariages forcés au tout premier rang), et pour l'autre moitié, elles vivent dans une liberté croissante de leurs corps et de leurs destins.

La gauche mène ce combat libertaire en France depuis longtemps. Ce travail est en cours: il faudra bien un jour, par exemple, légiférer sur la procréation assistée pour les couples homosexuels. Bien sûr qu'il le faudra! Car enfin, si on lit les ethnologues, Maurice Godelier par exemple, on est bien forcé de constater que toutes les formes de parenté qui peuvent nous sembler extravagantes ont existé sur la planète, ou existent encore, même les mariages polyandres avec une épouse pour cinq maris. Cela donne à penser! Pour moi, la libération des femmes passe en priorité par l'éducation, l'accès aux connaissances, et par les formations accumulées. Je dis «accumulées» parce qu'il me semble essentiel de changer de métier au moins deux fois dans sa vie. En ce qui me concerne, je l'ai fait quatre ou cinq fois, pour apprendre davantage et apprendre à apprendre. La chance de changer devrait être ouverte à toutes! Quand j'étais enseignante à la Sorbonne, j'ai été la seule à m'occuper de la formation permanente, jugée sans intérêt. On m'a demandé quels conseils je donnerais à une jeune femme professeur de philosophie en ZEP. Et bien je dirais: allez-y! Servez-vous de la philosophie, c'est un génial bricolage, une matière malléable qui sert à faire réfléchir. Passionnez-vous, et vous passionnerez. Est-ce qu'il faut du courage? Non. Simplement du désir.

PARENTS ISOLÉS QUAND LE QUOTIDIEN DEVIENT UN ENFER

Les galères des mamans solo

Impossible aujourd'hui de faire l'impasse sur la question des familles monoparentales en France : elles sont 2,5 fois plus nombreuses qu'en 1968.

Dans 85 % des cas, rappelle l'INSEE, ces familles isolées se composent d'une mère et de ses enfants. Et pour celle-ci, la vie ressemble à un parcours du combattant. Dans son quotidien, les difficultés s'accumulent. Souvent sur le fil du rasoir financièrement, la mère isolée angoisse des imprévus qui peuvent mettre à terre un budget très serré. Dans une enquête IPSOS de 2012, 45 % des mères solo déclarent terminer le mois à découvert et près d'une sur cinq craint de basculer dans la précarité. 53 % de ces femmes déclarent qu'au premier rang de leur difficulté se place le manque d'argent. Côté logement, la diminution des ressources les oblige souvent à déménager. Si elles ne bénéficient pas d'un logement social, elles doivent alors faire face aux prétentions abusives des propriétaires du parc privé en termes de garanties financières. Seule à assurer le quotidien des enfants, la maman solo ne peut souvent compter que sur elle-même. Enfant malade, grève à l'école, nécessité d'arriver plus tard ou de partir plus tôt que d'autres collègues... De tels impondérables minent sa vie professionnelle ou sa recherche d'emploi. D'autant plus quand il faut rajouter des temps de transports longs en Île-de-France. À ce quotidien s'ajoute une autre préoccupation : ne pas faire peser sur ses enfants la difficulté de la situation. Une Île-de-France humaine, c'est agir pour plus de solidarité. C'est innover pour faciliter l'accès au logement, trouver des solutions de garde ou des formes de travail plus souples afin de rendre le quotidien des Franciliennes et des Franciliens plus doux.

Une place en crèche pour vous soulager

La Région s'engage à soutenir les projets de crèches qui développent des aides spécifiques en direction des familles monoparentales, notamment celles qui travaillent en horaires décalés.



➤ **Faire
le pari de
l'innovation**

PREMIER EMPLOI POUR LES JEUNES, ETAT D'URGENCE

Avec la crise, les jeunes sont toujours plus au chômage. Pourtant, la Région Île-de-France est le premier bassin d'emploi en Europe. Chaque jeune francilien doit donc pouvoir bénéficier d'un emploi.

« A

ujourd'hui, c'est officiellement le pire jour de ta vie. Sans boulot, ni salaire, tu dois retourner vivre chez tes parents », c'est ainsi que commence la web-série *Jeune diplômée* qui raconte les tribulations d'Alice Vincenti, diplômée d'une école de commerce à la recherche de son premier emploi. La marche vers l'autonomie d'Alice ressemble à celle de beaucoup de jeunes de son âge. Le premier appartement à soi relève souvent du rêve. En 10 ans, la proportion de jeunes ayant quitté le domicile parental a diminué de 4%. Pire encore, le nombre de moins de 25 ans à la rue a augmenté de manière alarmante : selon la Fédération nationale des associations de réinsertion sociale (Fnars), au 115, 40% des appels ont été passés par des moins de 25 ans. Se soigner est aussi une autre gageure. Pour de nombreux jeunes salariés ou en recherche d'emploi, aller chez le médecin ou le dentiste est repoussé faute d'argent.

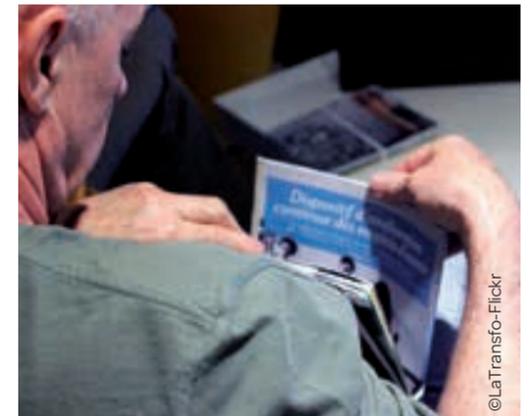
L'accès à l'emploi, une étape compliquée pour les jeunes

Sept ans après la crise de 2008, les jeunes continuent à payer le prix fort. Près d'un jeune actif sur quatre est au chômage contre 10% pour l'ensemble de la population. Sans parler des discriminations à l'embauche qui constituent un problème social majeur. Et, pour ceux qui parviennent à trouver un travail,

un emploi stable a tout du Graal : ils sont près de quatre fois plus souvent en CDD que les plus de 30 ans. Financés par la Région, les emplois-tremplin permettent aux jeunes de 16 à 26 ans de sortir de ce cercle vicieux et d'obtenir un CDI. Via ce dispositif, association et acteurs de l'économie sociale et solidaire bénéficient d'un financement de 3 ans à hauteur de 15 000 euros par an.

Une mise en relation utile

Mettre en relation des entreprises qui peinent à recruter et des demandeurs d'emploi, c'est le but des Passerelles-entreprises. Elles financent la formation des premiers à la condition que l'entreprise s'engage à les embaucher ensuite en CDI ou pour un CDD de plus de six mois. Pour protéger les plus fragiles, éviter les passages par la rue, la création d'un filet de protection sociale minimale pour les plus jeunes apparaît fondamental. C'est le but de la Garantie Jeune. Son expérimentation a été élargie à 62 départements, et depuis septembre elle est étendue à l'ensemble du territoire français. La Région Île-de-France est le premier bassin d'emploi en Europe. Elle représente 29% de la richesse nationale. Les opportunités d'emploi sont donc immenses et chaque jeune francilien doit pouvoir en bénéficier. Nous nous emploierons à répondre à cet enjeu fondamental.



*ÉGEE unit
les générations
pour l'emploi*

Pour les 2 000 bénévoles de l'association Entente des générations pour l'emploi et l'entreprise (EGEE), la retraite se vit sous le signe de la transmission.

Si à l'origine, retraités ou préretraités, faisaient bénéficier de leurs conseils des créateurs d'entreprise, l'activité de l'association s'est étoffée : présents dans toute la France, ces conseillers interviennent maintenant aussi auprès d'un public lycéen et étudiant pour les préparer à leur entrée dans la vie professionnelle. Ils agissent également auprès de demandeurs d'emploi pour les accompagner dans leurs démarches et faciliter leur éventuelle reconversion professionnelle. Que ce soit auprès de chômeurs inscrits à Pôle Emploi, ou de jeunes fréquentant des missions locales, ils ne se contentent pas de délivrer des conseils mais réalisent aussi des simulations d'entretien d'embauche.

L'APPRENTISSAGE POUR LES JEUNES, UN CAP POUR L'EMPLOI

Quoiqu'on en dise, l'apprentissage est un véritable passeport pour l'avenir. Les chiffres le prouvent. La Région sera donc le moteur de son développement et de sa valorisation.

Avec 81 000 apprentis, l'Île-de-France est la première région de l'Hexagone à former en apprentissage. 800 métiers de tous les secteurs sont ainsi accessibles. Actuellement, plus d'un apprenti sur cinq suit une formation en alternance dans le supérieur et leur nombre ne cesse d'augmenter. Mieux encore, 7 mois après l'obtention de leur diplôme, 70 % des anciens apprentis sont en poste. L'apprentissage est donc un véritable passeport pour l'emploi. À condition toutefois de ne pas s'arrêter en cours de route! En effet, près d'un apprenti sur cinq interrompt son apprentissage. Trois secteurs sont particulièrement concernés: l'hôtellerie-tourisme, la coiffure et l'esthétique, enfin l'agro-alimentaire et la cuisine où les taux de rupture dépassent les 20%. Une orientation subie, le grand écart entre la représentation fantasmée de ces professions et la dureté des conditions de travail expliquent en grande partie ces abandons qui interviennent le plus souvent au cours de la période d'essai. Autre motif de rupture, des relations parfois difficiles avec le maître d'apprentissage. Eux-mêmes anciens apprentis souvent formés "à la dure", doivent apprendre à travailler avec des jeunes qui ont une tout autre représentation des rapports humains. Les former à l'encadrement est donc primordial. Une formation sera suivie par tout nouveau tuteur. Celle-ci comporte trois modules, l'un porte sur les droits de l'apprenti, le deuxième sur la pédagogie et l'autre sur les relations avec le Centre de formation des apprentis (CFA). Pour permettre un meilleur accompagnement des jeunes, développer les relations entre les entreprises et les CFA est un enjeu fondamental.

♥
WE WANT YOU!
La Région mènera une campagne d'information et de sensibilisation avec les missions locales et en lien avec le monde économique pour promouvoir la voie de l'apprentissage.

♥
BOOSTER L'EM-BAUCHE
La Région conditionnera ses aides régionales à l'embauche d'apprentis et mettra en place des accords régionaux avec les branches professionnelles.



©Olivier Gay/Picturastock

Lycée professionnel Les Pannevelles en Seine-et-Marne

Des tablettes pour connecter apprentis, CFA

Les 81 000 apprentis franciliens auront-ils tous bientôt des tablettes numériques dans leur sac ? Début 2014, plus de 4 000 apprentis étudiants dans 28 CFA d'Île-de-France ont reçu ces outils. Une généralisation de ce dispositif sera résolument mise en œuvre par la Région. Si ces tablettes doivent permettre aux formateurs de reposer les apprentissages scolaires, ils devraient aussi aider à faciliter les relations entre le CFA et les tuteurs

d'apprentissage. Ceux-ci pourraient ainsi notamment être davantage informés de l'avancée de la formation et ainsi pouvoir approfondir ce qui a été enseigné en cours. Ces tablettes pourraient alors remplacer les carnets de liaison des apprentis trop peu utilisés. En fluidifiant les relations entre le CFA et l'entreprise, elles devraient permettre de réduire les ruptures d'apprentissage. Cerise sur le gâteau, le matériel choisi a été fabriqué par Archos, une société française.



©Michel Aumerier/Département de la Seine-Meuse-Flickr



Apprentissage, voie royale ?

Compte tenu de votre expérience en la matière, comment donner à l'apprentissage ses lettres de noblesses ?

Nous le savons, l'apprentissage souffre encore d'un déficit d'image dans les représentations des familles, des jeunes, des médias, et malheureusement aussi de certains acteurs de l'éducation, qui le considèrent à tort comme une voie de garage ou un choix par défaut. Il est clairement de la responsabilité des pouvoirs publics et de l'Éducation nationale de valoriser comme il se doit ce mode de formation, en l'appréhendant comme une "filière d'excellence" qui ouvre sur des emplois qualifiés. N'oublions pas que ce sont les mêmes titres et diplômes qui sont préparés par la voie de l'apprentissage et la voie de la formation initiale. L'avantage de l'apprentissage est qu'il permet au jeune de mettre en pratique et de compléter sous la conduite de son maître d'apprentissage ses acquis théoriques pendant toute la durée de son parcours.

Pensez-vous que les filières d'apprentissage soient à la hauteur des enjeux ?

S'il s'agit de permettre à des générations de jeunes de sortir d'une formation avec un diplôme, oui. D'autant que les taux de réussite sont sensiblement les mêmes que par la voie de la formation initiale. S'il permet d'avoir des jeunes diplômés, qualifiés et opérationnels à leur entrée « définitive » sur le marché du travail, sans conteste, dans la mesure où nos apprenants alternent entre entreprise et centre de formation pendant toute la durée de leur cursus. Enfin, si l'enjeu est de permettre une insertion rapide sur le marché du travail : toutes les études démontrent une bien meilleure insertion à diplômes équivalents des jeunes issus de l'apprentissage. Nous devons disposer d'un appareil de formation qui propose une offre adaptée aux besoins de nos entreprises artisanales. Les CFA des chambres de métiers et de l'artisanat et ceux qui préparent à ces métiers d'excellence sont, en ce sens les outils indispensables, pour peu qu'on leur donne les moyens de continuer à se moderniser et à poursuivre leurs missions.

Comment vaincre les réticences des entreprises à recruter des apprentis ?

Il faut déjà lever certains freins financiers, à l'instar du dispositif Zéro coût mis en place par le gouvernement pour le recrutement d'apprentis mineurs. Il faut

Christian Le Lann est président de la Chambre de métiers et de l'artisanat. Maître-artisan et ardent défenseur de l'apprentissage, il a formé plus de 30 apprentis qui sont devenus, pour la plupart, des chefs d'entreprise.

également continuer à alléger les contraintes juridiques et réglementaires qui pèsent sur l'apprentissage. Et cela n'est pas impossible puisque récemment deux premiers décrets sont venus assouplir les règles relatives au travail des mineurs et de nouvelles dispositions s'appliquent désormais en matière de période d'essai. Il est aussi fondamental d'aider les employeurs à remplir un rôle qui n'est pas toujours simple et surtout qui ne s'improvise pas. Bien accompagner et transmettre son savoir-faire à un apprenti demande des aptitudes spécifiques en termes d'organisation et de pédagogie. Nous proposons, par exemple, une formation à la fonction de maître d'apprentissage pour apporter des réponses concrètes sur le rôle du maître d'apprentissage, la préparation du recrutement ou encore l'accueil et l'intégration de l'apprenti et son accompagnement pendant toute la durée de la formation. Nous proposons aussi des clés pour anticiper et appréhender des situations de blocage ou de conflit, qui constituent souvent un frein au recrutement. J'ajouterai enfin que la fonction maître d'apprentissage mériterait d'être davantage valorisée et reconnue.

L'apprentissage serait-il une des solutions à la crise de l'emploi ?

Face au chômage des jeunes, assurément l'apprentissage constitue l'une des réponses, pour peu que ceux-ci soient orientés ou choisissent des métiers pourvoyeurs d'emploi. En revanche, il est essentiel qu'ils aillent jusqu'au terme de leur formation. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'apprentissage fait ses preuves dans nos entreprises et aussi auprès des jeunes dont un nombre non négligeable deviendra, à terme, comme près de 50 % d'entre-nous, chef d'entreprise.

MOBILISATION GÉNÉRALE DE TOUS LES TALENTS

Face à la crise de l'emploi, des initiatives pour trouver des solutions se multiplient. Notre Région Île-de-France fera le pari des actions innovantes.

Avec un taux de chômage de 8,8% au premier trimestre, l'Île-de-France est loin d'être épargnée. Jeunes et seniors sont particulièrement touchés. Face à ce phénomène, des initiatives se multiplient pour permettre à chacun de trouver sa place dans la société. Les acteurs de l'économie sociale et solidaire sont en première ligne. Ainsi, le secteur emploie plus de 388 000 salariés en Île-de-France, les associations forment le plus gros des troupes avec 78% des salariés du secteur. L'économie sociale et solidaire, ce ne sont pas seulement les associations mais aussi les mutuelles, les fondations, les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou les coopératives. De nouvelles formes d'emploi s'inventent au quotidien. Ainsi, depuis 2006, 115 entrepreneurs des métiers du bâtiment se sont rassemblés sous la forme d'une coopérative d'activité économique (CAE). Ces professionnels sont indépendants dans leur travail mais salariés dans le cadre de leurs missions par la coopérative. Une autre manière de vivre de son activité sans prendre les risques de la création d'entreprise. Faute de trouver un emploi salarié, nombreux sont ceux qui se disent qu'ils pourraient « monter leur boîte ». Reste que pour devenir son propre patron et en vivre, il faut disposer des ressources matérielles et culturelles pour se lancer. Les initiatives d'appui aux aspirants entrepreneurs sont alors primordiales. L'expérience des uns peut se transformer en trésor pour les autres.

♥
5 000 EMPLOIS JEUNES RÉGIONAUX EN PLUS
La Région s'engage à créer 5 000 emplois-jeunes régionaux, permettant à la fois de soutenir l'emploi des jeunes et de répondre aux besoins du territoire.

♥
PASSEPORT ORIENTATION
La Région mettra en place un passeport de l'orientation (sous la forme d'une plateforme numérique), permettant à chaque jeune francilien d'être accompagné et conseillé dans ses démarches vers la formation et l'emploi.



Un sas pour reprendre confiance en soi

Maths, français, construction du projet professionnel mais aussi informatique, théâtre, photo, ce programme des Espaces dynamiques d'insertion (EDI) est varié. Ces structures accueillent chaque année, en Île-de-France, 2 400 jeunes âgés de 16 à 25 ans. Au début, baptisés « espaces de socialisation », ils sont nés, en 1997, suite aux constats des missions locales et des pôles de projets professionnels. Et destinés à des jeunes sortis sans qualification du système scolaire et qui cumulent des difficultés personnelles. Pour eux, suivre jusqu'au bout une formation qualifiante relève de la mission impossible. Ils ont besoin d'un accompagnement spécifique pour les aider à retrouver confiance, les aider à résoudre leurs difficultés mais aussi pour renforcer leurs savoirs scolaires de base. À la fin d'un parcours, dont la durée est variable, certains stagiaires se dirigent directement vers une formation. D'autres poursuivent en écoles de la deuxième chance.



Yump : une école pour monter sa boîte

25 semaines suffisent pour créer son entreprise, à condition d'être bien accompagné. C'est la philosophie de la Yump Académie, située sur cinq sites de la Région parisienne, dont la première s'est installée à Aubervilliers. Sur une idée venue de Suède, Serge Malik, co-fondateur de l'association SOS Racisme, Tomas Fellbom et Alexander Keiller, deux entrepreneurs, se sont unis pour proposer gratuitement une formation à destination

notamment des jeunes des quartiers. Celle-ci s'appuie sur des films pédagogiques et sur des projets collectifs étudiés chaque semaine. Un module de financement permet aux futurs entrepreneurs de se familiariser avec la gestion de trésorerie. Un réseau de 35 entreprises partenaires assure un appui qui va du coaching à la formation en management et peut même constituer un premier vivier de clients.





INTERVIEW
Thierry Marx
Chef étoilé

Former en 12 semaines

Pourquoi avez-vous créé le centre de formation aux métiers de la restauration « Cuisine mode d'Emploi(s) » ?

J'avais un rêve. Issu des « quartiers » (ndlr cité du 140 rue de Ménilmontant Paris 20^e puis Bois l'Abbé à Champigny-sur-Marne dans le 94) et ayant plutôt réussi professionnellement et socialement, je voulais « rendre » ce que la vie m'avait offert. Je me suis rendu compte aussi que nos métiers connaissent un besoin considérable de main-d'œuvre qualifiée. Imaginez, 54 000 postes en hôtellerie restauration et 20 000 en boulangerie ne sont pas pourvus ! Sans parler des structures de formation existantes qui ne sont pas toujours adaptées aux publics adultes éloignés de l'emploi, en insertion ou réinsertion. Enfin, j'ai une conviction : l'apprentissage d'un métier est, non seulement une arme contre le chômage, mais également le moyen « de faire des hommes libres ».

Comment fonctionne Cuisine mode d'Emploi(s) ? Avec quelles aides ?

Nos stagiaires ont besoin d'un retour rapide à l'emploi. Notre objectif est donc de les former en seulement 12 semaines. Que ce soit en cuisine, en boulangerie ou en service en salle et relations clientèle. Résultat : les stagiaires obtiennent un CQP (Certificat de qualification professionnelle) qui leur permet de réaliser leur projet et surtout, de s'épanouir dans le métier. Il faut pour cela, bien sûr, qu'ils fournissent un véritable effort. Nous n'avons pas limité l'innovation à la formation en tant que telle mais également à son mode de financement. Je vous rappelle que la formation Cuisine mode d'Emploi(s) est totalement gratuite pour les stagiaires, tant du point de vue pédagogique que du point de vue de leurs équipements. Nous avons trois sources de financement : 20 % d'argent public (mairie de Paris et État), 30 % de partenariat avec des entreprises qu'il soit financier, en matériel ou en compétences. La commercialisation de nos produits, notamment nos ateliers ou nos déjeuners d'entreprises, nous permet de nous autofinancer à 50 %.

L'apprentissage des métiers de bouche et de ceux du service, ont-ils encore une fonction d'ascenseur social ?

J'ai l'habitude de dire que je ne crois pas à l'ascenseur social, dans nos cités il était trop souvent en panne ! Je

En 2012, Thierry Marx, célèbre chef cuisinier, a ouvert Cuisine Mode d'Emploi(s) dans le 20^e arrondissement, un centre de formation aux différents métiers de la restauration. Chaque année, ce sont des centaines de personnes éloignées de l'emploi qui y suivent une formation gratuite en cuisine, boulangerie, en service en salle.

parle volontiers de l'escalier social, c'est plus d'effort mais pour un résultat sûr. Je crois aussi dur comme fer au RER, « Rigueur, Engagement, Régularité ». C'est ce que nous exigeons de nos stagiaires. Ces principes et l'enseignement qu'ils reçoivent à Cuisine mode d'Emploi(s) font d'eux des hommes et des femmes armés pour affronter le monde du travail. Notre plus grande fierté aujourd'hui ? 94 % d'entre eux trouvent un emploi à l'issue des formations. Nous avons même d'anciens stagiaires en poste à l'étranger ! La gastronomie française reste un bon passeport pour l'emploi. « Former les hommes ce n'est pas remplir un vase, c'est allumer un feu », a écrit le poète Aristophane. C'est notre but. Et aussi celui de ces femmes et ces hommes qui ont choisi notre école.

Sous la direction de Thierry Marx et de son équipe, ces formations totalement gratuites et diplômantes ont été labellisées « La France s'engage » par le président de la République. D'autres centres de formation Cuisine Mode d'Emploi(s) se déploient dans plusieurs villes de France. Ces formations n'auraient jamais pu voir le jour sans le soutien d'entreprises partenaires dont Adecco, GRDF ou Les Moulins de Chars...



➤ L'excellence francilienne

© CNES/Rosetta/MPS for OSIRIS/TESA/Rosetta/MPS for OSIRIS Team MPS/UPD/LAW/2014

Illustration de Rosetta et Philae en approche de la comète Churyumov Gerasimenko

UN TRAVAIL EN RÉSEAU, DES ÉCHANGES MONDIAUX

Les universités et les centres de recherche ce sont des milliers d'étudiants, d'enseignants, de chercheurs et d'emplois induits. Un secteur dont l'excellence francilienne irrigue bien au-delà de la région... En France et dans le monde.



On disait de l'université et de la recherche qu'il s'agissait de mondes cloisonnés, dont les membres ne savent pas sortir de leurs salles de cours ou de leurs labos... Aujourd'hui, ils prouvent par l'exemple qu'ils sont capables de travailler ensemble. « Lâchez-vous ! ». Jean-Pierre Bourguignon, président du Conseil européen de la recherche (ERC), lançait cette invite aux chercheurs de 41 pays européens. « La recherche, à son niveau le plus élevé, est internationale ou ne l'est pas. Lorsqu'on parle de travail en réseau entre scientifiques de tous les pays, ce ne sont pas des mots, c'est extrêmement concret. »

Une impressionnante fédération d'acteurs

En effet, en Île-de-France plus de 350 chercheurs ont bénéficié de bourses de l'ERC depuis 2007. Parmi les projets financés, Saphir (*Strengthening Animal Production and Health through Immune Response*), coordonné par l'Institut national de recherche agronomique (Inra), se fixe pour but de trouver des vaccins contre des pathologies très répandues dans le monde animal comme, par exemple, le virus respiratoire syncytial (VRS) qui touche 70 % des veaux au cours de leur première année. Les vaccins existants sont peu efficaces, ce qui demande de recourir aux antibiotiques. L'enjeu est immense puisqu'au-delà de la santé animale, l'homme sera aussi concerné. La bronchiolite, qui est

la forme humaine du VRS, touche environ 450 000 nourrissons chaque année en France et engendre près de 10 000 hospitalisations.

Saphir fédère des acteurs de différents horizons - 14 laboratoires de recherche, 5 PME et un industriel de la pharmacie - de 11 pays européens et de Chine. On y trouve même des économistes et des sociologues. Leur rôle ? Étudier l'impact économique de la vaccination pour les premiers ; pour les seconds, mesurer l'acceptabilité de la vaccination chez les élèves.

Une attractivité mondiale

Avec 635 000 étudiants, l'Île-de-France exerce un pouvoir d'attraction internationale puisque environ 100 000 étudiants étrangers y étudient chaque année. La Région apporte son soutien à ce mouvement en leur octroyant les Bourses d'accueil Master Île-de-France. La recherche et l'enseignement supérieur franciliens, ce sont 17 universités, 300 écoles supérieures, des dizaines d'organismes de recherche, et surtout des milliers de femmes et d'hommes. C'est pourquoi la Région et l'État ont décidé de mettre l'accent, dans les prochaines années, sur les conditions de vie et de travail. 788,5 M€ seront consacrés à ce secteur dans le cadre du contrat de plan État-Région avec, à la clé, des investissements dans les campus, le logement étudiant, la rénovation des équipements et du bâti, la mobilité, la santé et l'insertion professionnelle.



Vue aérienne du quartier de l'École polytechnique et de l'ENSTA Paristech

© Ecole polytechnique Université Paris-Saclay/Flickr

Une Silicon Valley à la française

Le plateau de Saclay concentre déjà 15 % de la recherche et développement industrielle française. L'arrivée de nouveaux acteurs va en faire un pôle scientifique, économique et urbain de premier plan.

L'ENS, Centrale, AgroParistech font partie des nouveaux arrivants. L'Estaca, l'école des ingénieurs de l'automobile, également. Elle profite de la présence de cadres de l'industrie automobile travaillant sur place qui viennent y enseigner. Et les industriels peuvent collaborer avec le laboratoire de l'école pour développer des projets communs, dont certains sont financés par eux. Le plateau va aussi bénéficier de la nouvelle ligne 18 du Grand Paris Express. Quant au campus urbain, il fait l'objet d'un vaste projet immobilier puisque 1,78 million de mètres carrés de logements, bureaux, écoles, établissements de recherche devraient y être construits dans les prochaines années. Plus de 2300 ha agricoles y seront également préservés.

Une Île-de-France humaine

CHERCHEURS ET ENTREPRENEURS MAIN DANS LA MAIN

Gommer les frontières entre l'enseignement supérieur, la recherche et l'entreprise, c'est assurer l'essor économique de la région capitale. La preuve par l'exemple.

♥ **UNE NOUVELLE FILIÈRE INDUSTRIELLE**
La Région investira pour permettre la création et la structuration d'une filière française d'instrumentation scientifique.

♥ **COOPÉRATIONS ACCRUES**
La Région développera une politique de coopérations et d'échanges scientifiques et universitaires.

♥ **CULTURE SCIENTIFIQUE**
La Région favorisera le dialogue société / scientifiques.

Faire collaborer des univers autrefois cloisonnés, c'est une réalité, aujourd'hui, en Île-de-France. System@TIC en est un bon exemple. Ce pôle de compétitivité regroupe près de 800 acteurs du numérique et des systèmes à logiciel dans les transports, les télécoms, la sécurité. Situé sur le plateau de Saclay, il crée une dynamique entre PME, grands groupes industriels, organismes de recherche et universités. « Nos experts aident les start-up et les PME à atteindre la taille idéale pour peser sur leurs marchés. Depuis 10 ans que nous existons, 2,5 Mds€ ont été investis dans des projets accompagnés » explique Jean-Luc Beylat, président du pôle.



Les locaux du pôle de System@TIC sur le plateau de Saclay

L'exemple lumineux du Lifi
Exemple, en 2012, Suat Tops, chercheur de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines frappe à la porte de System@TIC. « Il souhaitait développer un dispositif de transmission de données par la lumière. Une sorte de Wifi qui fonctionne avec des LED, donc sans ondes radio, et en consommant moins d'énergie. Nom : Lifi », se souvient Jean-Luc Beylat. Suat Tops imagine sa diode au plafond d'une pièce pour permettre aux gens de communiquer. Il standardise alors sa technologie et crée une start-up, Oledcomm. « Nous l'avons aidé à développer le marketing de sa start-up, à rechercher des financements et aussi à implanter son activité en Chine où le Lifi est porteur », poursuit Jean-Luc Beylat. Résultat : Oledcomm emploie désormais 80 personnes. La jeune pousse collabore avec EDF, la SNCF, des écoles, des musées et même des mines au Chili.

Facebook a choisi l'Île-de-France!

Facebook a choisi Paris pour installer en 2015 son 3^e centre de recherche sur l'intelligence artificielle et le 1^{er} en dehors des États-Unis.

Le réseau social planétaire n'a pas fait ce choix par hasard. Mike Schroepfer, son directeur de la technologie, a, en effet, souligné que Paris compte tout simplement « la plus grande concentration de talents de toute l'Europe. » Dans la capitale, le Facebook Artificial Intelligence Research (Fair) va compter, d'ici la fin de l'année, 15 chercheurs et il a déjà conclu un partenariat

avec l'Institut national de la recherche en informatique et en automatique (Inria), installé à Rocquencourt et à Saclay. Un partenariat gagnant-gagnant : Facebook profite des compétences des chercheurs français ; ceux-ci vont pouvoir accéder aux millions de données recueillies par le réseau social pour tester leurs algorithmes grandeur nature. Avec, entre autres, un défi : améliorer les outils d'analyse des photos et des vidéos et les systèmes de reconnaissance vocale.

UNE RECHERCHE AU PLUS HAUT NIVEAU ET PARTAGÉE

On peut être fier des chercheurs franciliens qui participent à des programmes de niveau mondial. Mais qui savent aussi se mobiliser pour faire partager leur passion à tous les Franciliens.

On ne le sait pas toujours, mais la région Île-de-France concentre à elle seule pas moins de 40 % du potentiel national de la recherche. C'est un domaine où l'excellence prime et place les organismes et scientifiques en situation de participer à des programmes de niveau mondial. Cela a été le cas de la mission spatiale Rosetta. Lancée par l'Agence spatiale européenne avec l'objectif principal de recueillir des données sur la composition du noyau de la comète Churyumov-Gerasimenko et sur son comportement à l'approche du Soleil, elle en a atteint le noyau, en novembre 2014. « Il a fallu 15 ans pour développer le concept de la mission et de ses instruments, explique Claude Catala, directeur de l'Observatoire de Paris. Puis 10 années supplémentaires pour inventer concrètement ces outils et les mettre au point. »

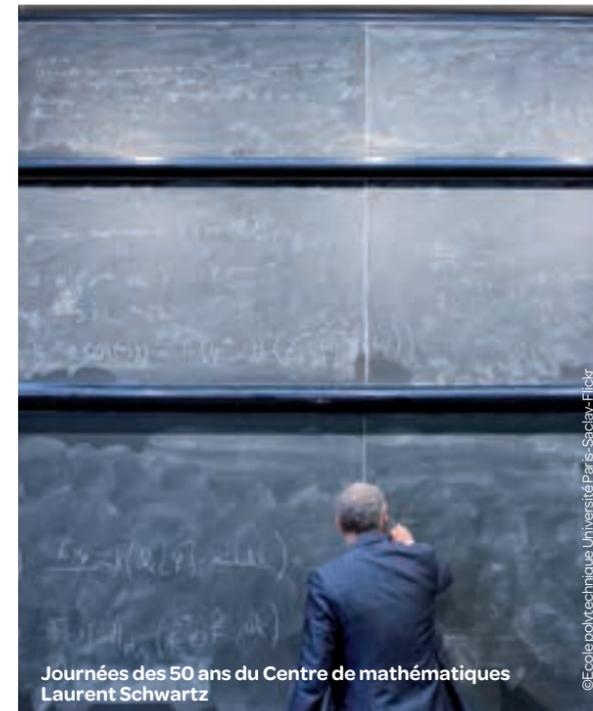
6 équipements franciliens

Sur les dix appareils embarqués à bord de Rosetta, six sont franciliens et parmi eux, trois sont issus de l'Observatoire. Ils analysent la composition du sol de la comète et de sa queue. Ils ont aussi aidé à déterminer le point d'atterrissage de la mission. « Nous avons été sollicités pour notre savoir-faire unique en instrumentation optique et nos travaux reconnus dans la science des comètes », ajoute le directeur. Sur la période 2015-2020, la Région et l'État ont mobilisé des moyens importants pour les organismes de recherche, soit 38,52 M d'euros, notamment pour l'acquisition d'équipements scientifiques afin de favoriser la coopération entre chercheurs.

♥ **FAIRE PLUS POUR LA RECHERCHE**
La Région créera un bureau d'appui technique pour les réponses aux appels à projets nationaux et européens, afin de rendre du temps de recherche aux chercheurs.



Selfie de Rosetta à 16 km de la surface de la comète



Journées des 50 ans du Centre de mathématiques Laurent Schwartz

Des maths!

Cédric Villani veut démocratiser les mathématiques en leur dédiant une Maison.
L'Île-de-France compte la plus importante population de mathématiciens au monde. C'est dans cette optique que Cédric Villani, professeur à l'université de Lyon, directeur de l'Institut Henri Poincaré de Paris, conçoit sa Maison des mathématiques, qui ouvrira en 2019. La capitale française s'alignera alors sur de nombreuses villes de rang mondial. « La Maison des Maths de Francfort attire 150 000 visiteurs par an. C'est dire l'intérêt que porte la société à cette discipline », se réjouit le scientifique.



INTERVIEW Hervé Le Treut

Dirigeant de l'Institut Pierre Simon Laplace

Stabiliser le climat

Quels sont les enjeux de la conférence de décembre prochain ?

Les émissions de gaz à effet de serre ne cessent d'augmenter et le temps presse pour stabiliser le système climatique. Les gouvernements ont un rôle incitatif fort à jouer dans la limitation de leurs émissions. Un accord doit absolument être signé entre tous les pays pour maintenir le réchauffement sous la barre des 2° C.

Comment les actions de la communauté scientifique s'accordent-elles avec la COP21 ?

Nous sommes entrés dans une phase de recherche de solutions face au changement climatique, ce qui implique de nombreux domaines de sciences et de sciences humaines : énergie, agriculture, urbanisme, observation du système climatique...

C'est pourquoi nous avons organisé, avec une dizaine d'homologues franciliens, une conférence scientifique en amont de la COP. *Our Common Future Under Climate Change* a rassemblé 2 200 chercheurs d'une centaine de pays en juillet dernier à Paris, et beaucoup d'autres acteurs. L'objectif était d'apporter un éclairage très large sur les liens étroits entre science et décisions avant la COP 21.

Comment se positionne l'Île-de-France en matière de sciences du climat ?

Paris et sa région disposent d'une des plus importantes forces de frappe scientifique au monde en la matière. L'institut que je dirige compte, par exemple, neuf laboratoires totalisant 1 500 personnes réparties dans les grands pôles universitaires régionaux. Tous travaillent de manière coordonnée à des projets concrets comme l'élaboration de modèles climatiques. Ce genre d'outil requiert plus d'un million d'instructions informatiques. C'est un vrai projet collectif qui ne se borne pas à des réunions autour d'une table !

Sur quel type de programme travaillent actuellement les climatologues franciliens ?

Nous avons, par exemple, développé une plateforme d'observation atmosphérique sur le campus de l'École polytechnique. Elle est née de l'ingénierie

Alors que Paris s'apprête à accueillir la conférence des nations unies sur le changement climatique (COP21), les climatologues franciliens se mobilisent depuis longtemps sur ces questions. Hervé Le Treut est l'un d'eux. Il dirige l'Institut Pierre Simon Laplace, un des plus importants centres de recherche en la matière. Pour lui, la science est la clé de l'adaptation au changement climatique.

commune aux laboratoires de la région et rassemble environ 150 instruments de mesure. Cette plateforme est intégrée à des réseaux de sites d'observation européens et internationaux. Ses données améliorent la compréhension des processus liés aux nuages, à la vapeur d'eau et aux particules dans l'atmosphère. En étudiant ces paramètres sur des échelles de temps longues, nous pouvons aider la mise en place d'énergies renouvelables ou calibrer des instruments d'observation satellitaires.

Comment se manifeste le changement climatique en Île-de-France ?

Pour le moment, les scientifiques ont constaté une augmentation des températures en France. Les canicules comme celle de 2003 seront plus fréquentes et il faut se préparer aux vulnérabilités qu'elles induiront. Avec son importante agglomération, l'Île-de-France est surtout sensible aux conséquences en termes de qualité de l'air et de santé publique. La recherche permettra d'orienter l'adaptation de la ville au changement climatique.

UNIVERSITÉS ET GRANDES ÉCOLES: LA VOIE DE LA RÉUSSITE

La région concentre une richesse incroyable en termes d'établissements et de filières. C'est la garantie pour tous les étudiants, quel que soit leur choix, de mener à bien leur parcours vers la réussite.



POUVOIR D'ACHAT ETUDIANT

La Région revalorisera le chèque santé à hauteur de 120€ par an pour que chaque étudiant puisse accéder à une mutuelle. Par ailleurs, la Région s'engage à construire 4 000 logements étudiants par an sur la prochaine mandature.



PACK SECONDE CHANCE

La Région créera un "Pack seconde chance" qui permettra à ses bénéficiaires de reprendre une formation diplômante. Le logement, la mutuelle et les frais d'inscription seront pris en charge.

P

eu le savent mais les jeunes franciliens jouissent d'une offre de formation parmi les plus étendues dans le monde : 17 universités, 300 écoles supérieures dont 45 grandes écoles, 40 % du potentiel national de la recherche, 635 000 étudiants, un quart des effectifs nationaux. C'est une force mais aussi un défi pour la région. Il faut se rappeler que le nombre d'étudiants en France a doublé en 30 ans. « Nous avons assisté à une démocratisation des études supérieures », rappelle Gilles Roussel, président de l'université Paris-Est-Marne-la-Vallée (UPEM). C'est ce qui a permis la création de nouveaux pôles universitaires dans la région pour être au plus près des étudiants. « Cela a été déterminant car la proximité géographique est un facteur essentiel dans le choix de la poursuite d'études ».

Equilibre entre la taille des établissements et la proximité géographique

Pour répondre à l'envie d'étudier et de réussir de tous les étudiants et, notamment, ceux de l'est et du sud de la capitale, les universités de Marne-la-Vallée, Cergy-Pontoise, Évry, Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines ont été créées en 1991. « Il a fallu trouver un juste équilibre entre taille des établissements et proximité géographique. Ces quatre universités nouvelles ont contribué avec succès à cet équilibre », se félicite Gilles Roussel. Son objectif: améliorer l'encadrement et l'accompagnement de l'étudiant dès la première année, et développer l'apprentissage, gage d'une insertion professionnelle réussie.

Une formation de haut niveau pour tous!

Condorcet constitue un nouveau type de campus à Paris et en Seine-Saint-Denis.

Avec ce nouveau pôle universitaire à cheval entre la Porte de la Chapelle et Aubervilliers, l'État et les collectivités locales se mobilisent pour que tous les Franciliens profitent d'une offre de formation de haut niveau. Entièrement dédié aux sciences humaines et sociales, Condorcet accueillera, en 2019, plus de 13 000 étudiants et plus de 2 000 enseignants, chercheurs et personnels administratifs.

Et une pléiade d'établissements de premier plan, parmi lesquels l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), les universités Paris 1-Panthéon Sorbonne et Paris 3 Sorbonne Nouvelle, le CNRS et l'Institut national des études démographiques (Ined). La Région s'engage fortement pour la réussite du campus en mobilisant 171 M€ pour deux projets qu'elle finance entièrement : la grande bibliothèque signé Elisabeth et Christian de Portzamparc et un bâtiment de recherche pour l'EHESS.



Université de Cergy-Pontoise, le site des Chênes

©Jean-Pierre Dabère-Flickr

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PREND LE VIRAGE DU NUMÉRIQUE

Mooc, Spoc, classes inversées, fablabs... tous ces nouveaux outils se mettent en place pour faire réussir les "digital natives". Les universités et grandes écoles franciliennes s'y mettent aussi.

R

épondre aux attentes des nouvelles générations nées à l'ère digitale, les "digital natives", est le défi pour l'enseignement, aujourd'hui, partout dans le monde. La France a pris du retard dans la course à l'enseignement en ligne, l'e-learning. Mais a décidé de réagir ! C'est ainsi que, depuis 2014, une plateforme française publique de cours en ligne, de MOOC (Massive Open Online Courses) est née. France université numérique (Fun) propose une centaine de cours à distance sous forme de vidéos mises au point par 50 établissements d'enseignement supérieur français. Tous les grands établissements d'enseignement supérieur d'Île-de-France y participent en réalisant leurs MOOC et en les mettant à disposition, gratuitement, du plus grand nombre.

Les fablabs essaient

L'e-learning transforme aussi l'enseignement traditionnel. Exemple, les classes inversées. L'étudiant visionne le cours sur Internet et vient en classe pour le travail d'approfondissement. Les fablabs, ces nouveaux "ateliers de fabrication", qui permettent de croiser les disciplines et de favoriser le travail par projet, se font aussi une place dans les universités parisiennes. À la Sorbonne, à Cergy-Pontoise, à Pierre et Marie Curie, la même logique prévaut : faire des étudiants des acteurs de leur savoir, mettre en pratique le savoir théorique et travailler ensemble pour développer l'intelligence collective. Au point que certains établissements réfléchissent au transfert de la gestion des fablabs aux étudiants eux-mêmes.



©Mathieu Delmestre



UN GRAND PLAN NUMÉRIQUE

La Région accompagnera la création de "learning centers" et de "tiers lieux étudiants" sur l'ensemble de l'Île-de-France.

La révolution digitale de l'enseignement

30 000 étudiants qui suivent un même cours de physique de niveau master à l'École normale supérieure (ENS). C'est désormais possible grâce aux MOOC, les cours en ligne ouverts à tous.

L'ENS a diffusé un MOOC de physique en anglais, un MOOC de mathématiques et un de philosophie en français à des étudiants connectés sur toute la planète, pendant 10 semaines. « Les cours ont été téléchargés 250 000 fois et 6 500 devoirs ont été faits. Il y avait une vraie vie

de classe mais à 30 000 personnes », s'enthousiasme Werner Krauth, directeur du département de physique de l'école. Avec 30 % d'Américains, 20 % d'Anglais mais aussi des Chinois et, bien sûr, des Français, cette expérience interactive a renforcé l'image de l'ENS à l'international. Certains redoutent-ils que les MOOC annoncent la fin de l'enseignement classique ? Comme d'autres, Werner Krauth juge que « c'est un complément mais cela ne supplantera jamais la relation directe entre enseignants et étudiants ».

Logement, vie chère, santé... Les conditions de vie des étudiants sont difficiles en Île-de-France. Mais ils peuvent compter sur la Région pour les aider à réussir.

À chaque rentrée, les études fleurissent dans la presse pour pointer les difficultés des étudiants en France. En août 2015, l'état des lieux de la rentrée, établi par le syndicat Unef, révélait que le coût de la vie pour les étudiants augmente en France de 1,1 % par an, soit bien supérieure à l'inflation. En Île-de-France, les dépenses de base sont les plus élevées, notamment en raison du coût du logement et des transports. Mais plusieurs mesures récentes sont venues atténuer ces difficultés. Dans les transports, le dézonage total et le prix unique du forfait Imagine'R ont été instaurés. C'est une économie annuelle jusqu'à 399 € pour circuler dans toute l'Île-de-France.

1500 étudiants travaillent grâce à l'aide régionale

Côté logement, dans les zones où le marché est tendu, la loi Alur encadre, depuis août, les loyers et les frais d'agence. Pour l'accès au logement, les étudiants peuvent profiter de la Caution locative étudiants (Clé) qui couvre le risque d'impayé et dispense de payer le dépôt de garantie. Les efforts des pouvoirs publics portent aussi sur les frais de scolarité. Pour cette rentrée, les droits ont été gelés. Enfin, la Région contribue à favoriser l'emploi étudiant, notamment dans les bibliothèques universitaires. Depuis 2007, plus de 1500 étudiants y ont été employés grâce à une contribution régionale annuelle de 560 000 €.

DÉMOCRATISATION
La Région accompagnera les publics éloignés de l'enseignement supérieur et facilitera la poursuite d'études. Elle soutiendra la création de crèches associatives sur les campus et s'engagera pour un tarif préférentiel du ticket de restauration universitaire pour les étudiants boursiers. Claude Bartolone assurera l'instauration du 1% handicap dans l'ensemble des projets immobiliers universitaires financés par la Région.

Résidence étudiante Claude Lévi-Strauss, Saint-Denis. Architecte Palissad Architecture



Des mesures pour mieux vivre et mieux étudier

Face à l'accroissement du coût de la vie, la précarité accentuée par la crise, la Région s'attache à faciliter les conditions de vie des étudiants

Le logement étudiant est un des axes forts de l'action régionale. Des milliers de logements étudiants sociaux et très sociaux ont été construits depuis 2010. Claude Bartolone va poursuivre et accroître l'effort pour faire face à une démographie en expansion

et permettre aux étudiants d'habiter près des universités. La santé est aussi un enjeu majeur : la Région a mis en place une aide à l'assurance complémentaire qui a déjà bénéficié à 35 000 étudiants boursiers depuis 2010 et elle participe au financement des Maisons de santé sur les campus. Enfin, la Région investit dans la restauration universitaire en participant au financement de la construction des restaurants universitaires.



Formation aux métiers du secteur sanitaire et social : la Région répond présent

Si pour tous les étudiants en France, les bourses sur critères sociaux sont financées par l'État, il est un secteur où c'est la Région qui s'en charge.

En Île-de-France, les étudiants inscrits dans les cursus initiaux de travailleur social, d'aide-soignant et de sage-femme bénéficient pour partie de bourses. Cela concerne 6 150 étudiants titulaires d'une bourse

régionale parmi les 41 000 étudiants de cette filière. La Région assure en outre le financement de 23 centres de formation en travail social et de 108 écoles paramédicales, auxquels elle consacre chaque année 150 M d'euros.



Aider à la mobilité des étudiants

Parce que leur parcours l'exige, ou parce qu'ils veulent enrichir leur bagage, de plus en plus d'étudiants sont appelés à bouger, à suivre des enseignements ou des stages hors de la région ou à l'étranger. La Région facilite cette mobilité en octroyant de nombreuses bourses sur critères sociaux. Ainsi, l'Aide à la mobilité des étudiants (Amie) permet

d'accompagner un jeune en stage pendant une durée de 10 mois maximum, avec un montant variant de 250 € à 450 € par mois. Les apprentis et les étudiants en BTS peuvent aussi bénéficier d'une aide pour se former à l'étranger. Pour ces derniers, la Région mobilise par exemple un forfait de 500 € par séjour.



GÉNÉRATION SENIORS BÉNÉVOLAT, CULTURE, SPORT, LOISIRS

© Philipp Herzog - Flickr

Randonnée en forêt de Fontainebleau

Une Île-de-France humaine

Des seniors actifs

En 2020, les seniors actifs seront 700 millions dans le monde, selon une étude menée par le cabinet Amadeus.

Annie, senior active de 63 ans se sent encore jeune et a de l'énergie à revendre. « C'est en découvrant le club seniors de Champigny-sur-Marne, la ville où j'habite que j'ai rencontré de nouveaux amis. Ce qui m'a séduit ? Nous nous retrouvons souvent pour des randonnées dans toute l'Île-de-France. La dernière était en forêt de Fontainebleau », témoigne-t-elle. Annie, comme beaucoup d'autres seniors, loin de se laisser déborder par son âge veut se maintenir en bonne santé. La Région se tournera donc vers ses communes et ses départements pour qu'une offre de cours de gymnastique soit proposée dans ses parcs et jardins, à toutes les Franciliennes et Franciliens qui désirent garder la forme... Ensemble ! Annie veut aussi profiter de son temps libre, entre quelques coups de main pour aider sa fille, divorcée, à garder ses 2 enfants. Et surtout s'engager. « Je suis bénévole dans une association d'alphabétisation. Pour moi c'est une excellente façon de participer encore à la vie de la société. Trop souvent discriminés sur le marché du travail, nous avons encore de sérieux atouts à faire valoir et pourquoi pas dans nos engagements ? », ajoute-t-elle. Forte de ce potentiel, la Région se tiendra auprès de tous les seniors désireux de s'engager dans des activités bénévoles et associatives.

La Région s'attachera à promouvoir la "silver économie", liée au vieillissement de la population. Parce que la Silver économie crée des emplois, favorise l'innovation et se soucie du bien vieillir, elle constitue une forme nouvelle de pacte entre les générations.

➤ Débrider l'innovation

UNE TRANSFORMATION À LA VITESSE DE LA LUMIÈRE

L'essor du numérique et de l'Internet transforme toute l'économie. Comme toutes les entreprises, celles de l'Île-de-France doivent rapidement s'adapter à la révolution numérique. La Région les aide à franchir ce cap.

De main, votre frigo enverra peut-être un SMS pour vous signaler les produits à acheter. Vous suivrez l'hygiène dentaire de vos enfants sur une application reliée à leur brosse à dent et l'évolution de la température du petit dernier grâce aux informations transmises par sa tétine. Les objets "connectés", équipés de capteurs et capables d'envoyer des informations sur les smartphones ou sur Internet, seront partout. Selon le cabinet Gartner, il y en aura 25 milliards en 2020.

L'innovation numérique impacte tout

Au-delà de la transformation de notre quotidien, ces objets intelligents constituent une véritable révolution industrielle. Ils font leur entrée dans toutes les usines et tous les domaines. L'innovation numérique modifie les usages dans tous les secteurs. Dans la santé, on planche sur de nouvelles façons de soigner grâce à eux. Les équipementiers sportifs dotent déjà, eux, leurs produits de capteurs en tout genre.

Dans les usines, les machines échangent désormais des informations et le rythme de la chaîne de fabrication peut être piloté à distance. Bientôt, les imprimantes 3D permettront de réaliser des prototypes à bas coûts au sein des centres de recherche et développement. Dans les bureaux, les commerciaux réfléchissent à la manière de tirer profit de la masse

de données disponibles dans leur base de clients tandis que leurs collègues juristes s'interrogent sur la manière de les stocker et les utiliser de manière sécurisée.

Au sein des services ressources humaines, on est à l'affût des "data" - données numériques - scientifiques et de développeurs qui sauront manipuler et exploiter ces données et que l'on recrutera peut-être grâce aux réseaux sociaux professionnels. Déjà, le secteur des technologies de l'information et de la communication compte, en Île-de-France, 500 000 salariés dans 20 000 établissements, soit la moitié des effectifs nationaux. Et cette importante représentation n'est pas un hasard.

Coordonner les initiatives et les actions

Quelle que soit leur activité, les entreprises franciliennes vivent une véritable révolution numérique. Les pôles de compétitivités, comme Cap Digital et System@TIC, le foisonnement de start-up et la concentration de chercheurs et d'étudiants de haut niveau, expliquent le dynamisme de l'innovation. La Région doit stimuler, organiser et coordonner les initiatives et actions. Nous favoriserons tout ce qui contribuera à la cohésion de la politique économique en créant des synergies entre tous les acteurs du numérique.

1^{re} région européenne équipée en fibre optique

Comment remplir son rôle de commercial sans pouvoir échanger avec ses clients par email ? Comment travailler à distance sans possibilité d'accès à l'intranet de son entreprise ? Ou même comment créer sa boîte sans pouvoir télécharger les formulaires nécessaires à l'enregistrement de son activité ? Sans accès Internet digne de ce nom, le travail et la liberté d'entreprendre sont bridés. Pour répondre à cet enjeu et mettre fin aux zones blanches, ces espaces où la connexion à Internet est trop lente, voire impossible, la Région équipera l'ensemble de son territoire en très haut débit, grâce la fibre optique, d'ici à 2020 et projette d'y consacrer 150 M€. Nous ferons de l'Île-de-France la première région 100 % fibrée d'Europe. Véritable autoroute digitale, le Grand Paris Express, avec son réseau de câbles optiques, permettra notamment de connecter les zones traversées par les 205 km de nouvelles lignes de métro.

Pour une stratégie S2D

Simplification, Dématérialisation et Digitalisation (S2D), en direction des citoyens et des entreprises. La Région fera de l'open data un enjeu de démocratie locale.

EADS Les Mureaux, salle Sylda. Partie du lanceur où sont fixés les 2 satellites. Démoulage et transfert de la "coiffe" en carbone. 2010.

FABRIQUER SUR-MESURE, C'EST RELOCALISER LA PRODUCTION ET L'EMPLOI

L'informatisation, l'Internet, l'impression 3D permettent de produire au plus près des besoins des consommateurs donc de préserver les industries et les emplois au cœur de la région.

Ultra-connectée, économe en carburant, plus sûre, la voiture de demain sera aussi plus personnalisée, et pas seulement parce qu'on la proposera dans une gamme de couleurs plus large. Les industriels doivent aujourd'hui être en mesure d'adapter leurs produits aux attentes variables de leurs clients, du citadin pressé à la recherche du véhicule le plus ergonomique possible, à la mère de famille désireuse d'espace et de technologies pour installer sa tribu et la divertir pendant les trajets. Si le jeu des multiples options permet d'ores-et-déjà de personnaliser les voitures vendues, le phénomène est amené à s'amplifier. Et cela va bien au-delà du monde de l'automobile.

Adapter l'industrie aux nouvelles attentes variables des clients

Particuliers ou professionnels, les clients sont en attente d'une offre évolutive, tenant compte de leurs besoins spécifiques. Ils souhaitent aussi qu'on leur fournisse, non seulement un produit, mais des services associés, à commencer par sa maintenance.

C'est un véritable défi pour les industriels. L'adaptation à un coût et la flexibilité ne s'improvisent pas. Relocaliser la phase de personnalisation des produits près des marchés est un premier moyen d'y parvenir, en limitant les délais de traitement des commandes et de livraison. Car produire sur-

♥
LA "CUSTOMISATION VALLEY"
La Région construira une forte identité industrielle et économique autour de la "Customisation Valley".
Objectif : faire émerger et valoriser une nouvelle industrie de petites séries et de haut de gamme en Grande couronne.



Synchrotron Soleil dans l'Essonne. Appareils de mesure de la ligne de lumière

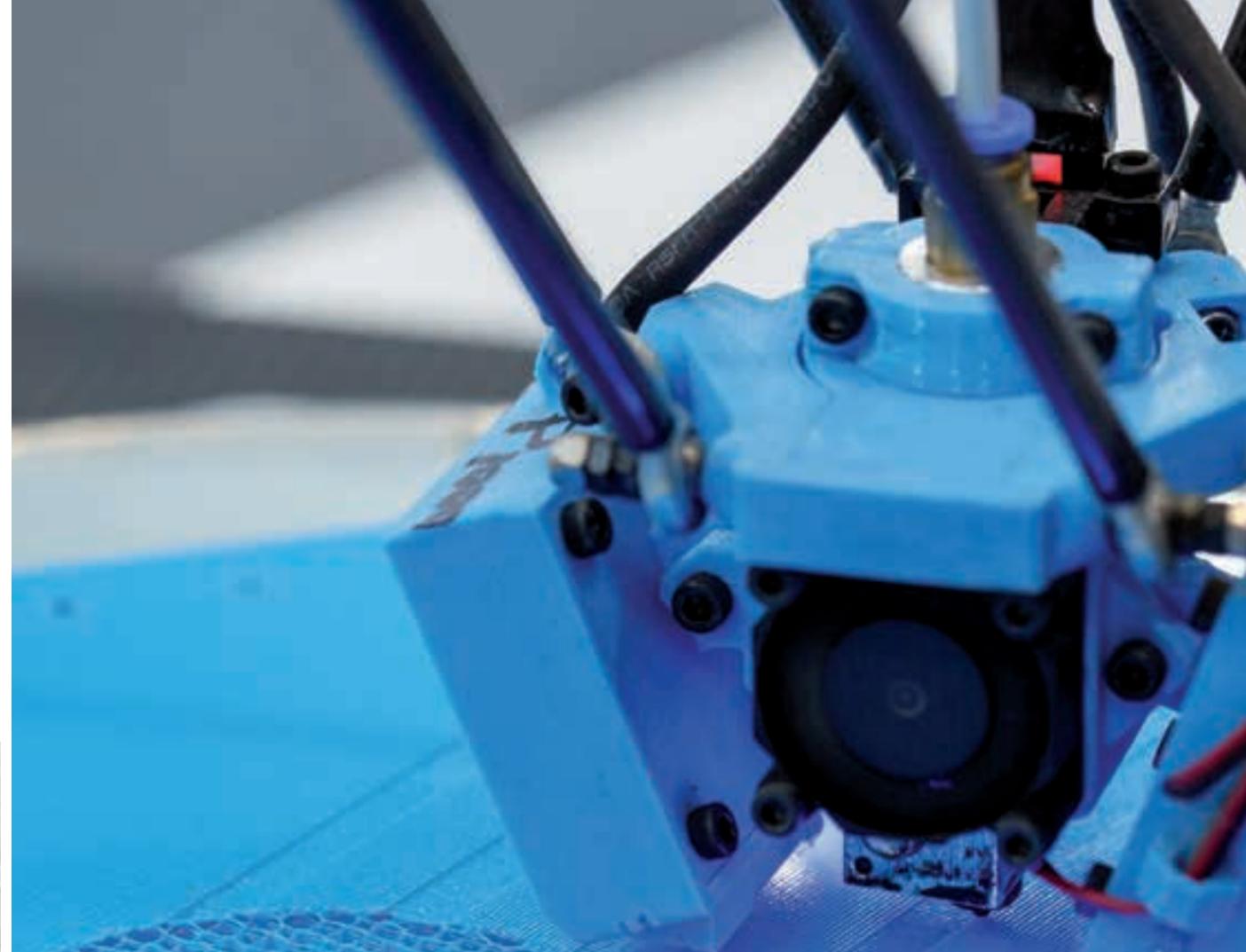
mesure signifie aussi réduire, voire supprimer totalement les stocks.

L'avenir prometteur de l'impression 3D

L'impression 3D est une autre piste. Elle permet de réduire le coût des phases de prototypage mais aussi celui de la production. En effet, fabriquer certains éléments par impression 3D, c'est les produire par addition de matière, contrairement aux procédés traditionnels qui reposent sur la découpe, le façonnage

et génèrent donc des chutes.

Pour les industries qui s'engagent dans cette stratégie de montée en gamme, l'Île-de-France est porteuse d'opportunités. La vitalité de la recherche et du secteur numériques en fait un laboratoire d'innovations. La Région soutient aussi la modernisation des outils de production. C'est un enjeu industriel mais aussi, pour Claude Bartolone, un défi social. Produire ainsi, c'est, au moins en partie, produire ici et donc préserver et créer des emplois.



La créativité francilienne séduit les investisseurs étrangers

D'après une étude de KPMG commandée par Paris - Île-de-France Economique, cette année, la région Capitale continue d'enregistrer des investissements internationaux Greenfield, créateurs d'emplois et de croissance, en hausse: après avoir atteint la 7^e position en 2013, Paris-Île-de-France gagne en effet 4 places en 2014 et accède ainsi à la 3^e position.

Preuve de l'attractivité de l'Île-de-France, les entreprises étrangères font le choix d'y installer certaines de leurs activités stratégiques. « J'ai rencontré beaucoup d'entrepreneurs et j'ai l'impression de voir la

Silicon Valley en France », a insisté le patron de Cisco, John Chambers, dans une interview sur *Europe 1*. Jusqu'au point où il investira près de 200 millions de dollars en France, soit près de 10 % de son budget annuel d'investissement, dans les start-up. Le Japonais Rakuten, un leader du e-commerce, a installé un centre de recherche et développement dans la région, imité en juin 2015 par l'éditeur de logiciels américain Salesforce. La raison de ce succès ? Un écosystème porteur pour les entreprises innovantes et la très bonne réputation des ingénieurs français, qui allient créativité et technicité.

Imprimante 3D



©Oliver Heisbauer-Flickr

Airbus A380-841. Salon du Bourget 2015

L'AÉRONAUTIQUE DOPE NOTRE INDUSTRIE

L'Île-de-France est un berceau de l'industrie aéronautique et spatiale et un haut lieu du transport aérien. Claude Bartolone veut valoriser encore plus ces atouts en y associant d'autres activités et entreprises.

De même qu'un ménage, lorsqu'il élit domicile quelque part, cherche à profiter de la proximité de moyens de transports, d'écoles réputées, de commerces mais aussi de lieux de rencontres et d'échanges, une entreprise ne s'installe pas n'importe où : elle recherche l'environnement le plus favorable à son développement. Sur sa liste de critères : une situation au cœur des réseaux de transports reliant ses clients et ses fournisseurs, la présence de centres de recherche testant les dernières technologies de son domaine ou la proximité de partenaires potentiels et la disponibilité de travailleurs qualifiés. Si elle peut cocher toutes ces cases pour déterminer un endroit et s'y installer, l'entreprise multiplie ses chances de réussite.

Fédérer des entreprises autour du secteur aéronautique

Le nord-est de l'Île-de-France offre cet environnement favorable aux entreprises du secteur aéronautique. L'installation d'une usine de production de pales d'Airbus Hélicoptères sur l'ancienne base aéronavale de Dugny-Le Bourget en est le marqueur fort. Le groupe y a aussi implanté un laboratoire de recherche et un centre de traitement de surfaces. Avec, déjà, le Salon du Bourget, le Musée de l'air, le premier aéroport d'affaires d'Europe, le projet d'installation d'un technocampus et

d'une offre de formation spécialisée, la zone est en train de devenir une terre de prédilection pour tous les intervenants de la filière.

Deux plateformes pivots

Une telle concentration de ressources constitue un véritable bien commun. Le regroupement des infrastructures, des équipements et des pôles de recherche a été, pour Barack Obama, un moyen de relancer l'industrie américaine. L'Île-de-France peut faire sienne cette stratégie en créant des nœuds de ressources au service des entreprises. Au nord, une plateforme de distribution

UN CAMPUS AÉRO
Claude Bartolone soutiendra la création d'un campus de formation supplémentaire dans les métiers de l'aéronautique.

conjuguera les transports par eau, air, route et rail et, grâce au développement du port multimodal d'Achères (qui associe eau, rail, route). Elle permettra de relier Paris à la Manche. Une multimodalité précieuse, notamment pour les éco-industries. Au sud, le plateau de Saclay et ses alentours est déjà une terre d'innovation. Ce croissant fertile doit devenir une plateforme en mesure d'accueillir les entreprises de la 3^e révolution industrielle.

La Région a constitué une équipe projet pour développer ces deux plateformes, en lien avec l'État, les communes, les intercommunalités.

Mettre en commun les ressources

Le développement de plateformes pour concentrer les ressources doit profiter à l'ensemble des territoires de la région, et non seulement à ceux qui les accueilleront.

Si l'on imagine les moteurs des hélicoptères du futur dans les laboratoires qui s'implanteront autour du Bourget, leur fabrication effective doit se faire dans la région, au sein des territoires où se concentrent les savoir-faire productifs. L'enjeu est double : éviter la délocalisation de la production et réduire les inégalités territoriales.

Pour ce faire, la Région favorisera la modernisation de l'outil de production des PME franciliennes en les aidant à mobiliser les fonds européens disponibles. Elles seront ainsi en mesure de prendre part au développement des filières industrielles de demain. L'Île-de-France veut aussi connecter les territoires entre eux et favoriser les logiques de réseaux inter-entreprises. Le Grand Paris Express permettra, en outre, de mettre en relation les différents pôles économiques de la région, comme celui de la santé au sud ou du développement durable à l'est.

FAIRE CROÎTRE LES JEUNES POUSSSES

La moitié des 10 000 start-up françaises se trouvent en Île-de-France. De grands acteurs de l'Internet s'y installent. Cette attractivité est reconnue et sera renforcée par la Région.

Faîtes-vous partie des 3 millions de Français qui ont déjà testé le covoiturage ? En quelques années, partager sa voiture contre quelques euros est devenu un mode de transport à part entière, tout comme prendre le train. Ce phénomène est à mettre au crédit d'une start-up française née il y a à peine dix ans : Blablacar. Et sa success story a de quoi faire rêver. Aujourd'hui, implantée dans une vingtaine de pays, conduite par huit filiales européennes depuis 2013, elle compte 20 millions d'utilisateurs et enregistre une croissance annuelle de son chiffre d'affaires de 100 % ! Où a grandi cette pépite tricolore ? En Île-de-France ! Et cette start-up est loin d'être la seule : Dailymotion (vidéos en ligne), PriceMinister (e-commerce), Meetic (rencontres), Leetchi (cagnotte commune en ligne), Vente-Privée (e-commerce), Criteo (publicité)... Ces champions du numérique tricolore et, pour certains, international, ont également grandi dans notre région.

60 incubateurs d'entreprises

Ce n'est pas surprenant : l'Île-de-France offre toutes les ressources nécessaires aux jeunes pousses pour se développer. On y trouve plus de 60 incubateurs publics ou privés, 70 écoles et universités de technologies de l'information et de la communication (TIC), les principaux

VIVE "L'OPEN INNOVATION"!
La Région stimulera l'innovation ouverte en incitant les grandes entreprises et les groupes à associer les start-up à leurs démarches.

Les entreprises adoptent l'innovation ouverte

Les plus fins connaisseurs d'un produit sont ceux qui s'en servent au quotidien.

Partant de cette vérité établie, Lego, la célèbre entreprise de petites briques plastique, a décidé, depuis quelques années, de faire appel à ses clients pour imaginer ses nouveaux modèles. Lego est devenu un modèle de "l'open innovation", l'innovation ouverte !

En France, de plus en plus de grandes entreprises imitent la firme danoise. D'autres invitent les start-up à innover à leur profit. Orange, Bouygues

Télécom et SFR ont ainsi créé un incubateur pour accueillir les start-up des télécommunications et leur permettre d'émerger, et un fond d'investissement pour les financer.

Enfin, des entreprises reprennent l'idée véhiculée dans les années 1990 et 2000 que les salariés sont source d'innovation. La Poste donne ainsi la possibilité à ses postiers de se mettre en équipe pour proposer une idée, concevoir un projet. Les lauréats sont autorisés à se consacrer à leur projet durant plusieurs mois.

fonds d'investissement français (Isai, Kima Ventures, Jaina), le pôle de compétitivité Cap Digital dédié au numérique, une politique d'achat public favorable et des mesures de soutien, et enfin, une multitude d'événements liés aux entreprises innovantes soutenus par la Région. Du coup, les jeunes entrepreneurs ne s'y trompent pas : la moitié des 10 000 start-up françaises se trouvent sur le territoire francilien. Dans la seule capitale, il y en aura entre 3 000 et 5 000.

50% des nouveaux emplois proviennent des start-up

Une véritable opportunité économique pour la région puisque 50 % de

la création nette d'emplois viendrait de ces jeunes entreprises innovantes, dont les bureaux grossissent aussi vite que leur chiffre d'affaires. Certes, toutes ne connaîtront pas le succès. Mais la Région a à cœur de leur fournir les meilleures conditions pour grandir, en favorisant, par exemple, la création d'incubateurs ou de fablab.

Dès 2016, le 13^e arrondissement parisien accueillera 1 000 Start-up, le plus grand incubateur de jeunes pousses innovantes du monde ! Nul doute que d'autres champions sortiront de cette locomotive de l'entreprenariat numérique tricolore.



Illustration du projet d'incubateur de start-up numériques. Halle Freyssinet dans le 13^e à Paris

©Wilmette & Associés Architectes



Siège de la Banque publique d'investissement

ACCOMPAGNER LA CROISSANCE DES PME

Ce sont les petites et moyennes entreprises qui constituent le tissu de l'emploi en Île-de-France. La Région les soutient déjà. Claude Bartolone va accroître l'impact de ces dispositifs.

À qui m'adresser pour mener à bien mon projet d'innovation ? Pour le dirigeant de PME, la réponse à cette question n'est souvent pas évidente. Quand on assume seul la gestion quotidienne d'une entreprise, en cumulant souvent plusieurs casquettes, se lancer dans un projet de développement peut vite tourner au casse-tête. Assurer une veille technologique, déterminer l'innovation la plus à même d'intéresser ses marchés, trouver des financements, la tester puis prospecter de potentiels clients sont autant d'étapes épineuses quand on ne dispose pas des ressources internes. Et les petites entreprises ne peuvent pas vraiment compter sur l'aide des grands groupes. Même si le baromètre 2014 de l'association Pacte PME indique que 28 des 32 grands donneurs d'ordre analysés avaient reçu un avis positif pour leur impact sur l'activité des PME, des efforts restent à faire.

Des ressources d'accompagnement trop dispersées

Certes, des aides sont à leur portée. Mais les acteurs à solliciter sont multiples. Pour un même projet, une société francilienne peut demander une garantie de prêt auprès de Bpifrance, faire réaliser une étude de marché par la Chambre de commerce et d'industrie et postuler, en relation avec un pôle de compétitivité, à un appel à projet européen ou national.

Des démarches parfois lourdes pour obtenir un soutien pourtant essentiel à sa réussite. La Région leur apporte cet appui à travers le programme PM'Up. Les PME, PMI et structures de l'Économie sociale et solidaire sélectionnées sur appel à projet reçoivent une subvention pouvant aller jusqu'à 250 000 € et, pendant trois ans, de l'accompagnement d'un conseiller et l'accès à un réseau de quelque 1 000 entreprises et partenaires institutionnels.

Reconduire et renforcer PM'Up
1 000 structures ont bénéficié de

500 KIOSQUES RÉGIONAUX
La Région installera, au sein des services publics, 500 kiosques régionaux. Ils seront autant de points d'accès aux politiques régionales.

PM'Up avec, parfois, des succès formidables comme celui de Blablacar. Claude Bartolone veut reconduire PM'Up en le concentrant sur 2 volets : accompagnement des start-ups vers l'industrialisation en couronne et la modernisation de l'outil de production, avec un accompagnement dédié pour les entreprises de taille intermédiaire (ETI). Pour favoriser la création et le développement des PME-TPE, il veut doubler l'impact des dispositifs, avec l'objectif d'ouvrir les bénéficiaires à l'international et à la commande publique.

Les services de la Région se mettent en kiosque

« J'habite Etampes, je pars à la retraite et voudrais céder mon commerce, comment faire ? » « Je suis à Saint-Denis, j'ai entendu dire que la Région pouvait financer mes études d'infirmière, où puis-je trouver des infos ? »

Obtenir des réponses à ces questions relève de la gageure si on habite en grande couronne. Pallier à la méconnaissance des mesures, des aides et des services et ainsi offrir à tous la possibilité d'en bénéficier, c'est le principe des 500 futurs kiosques régionaux. En clair : des points d'information pour tous les Franciliens. Comment ? En formant des personnels des collectivités, par exemple la mairie d'une commune, et en mettant de nouveaux outils à leur disposition, afin qu'ils soient en mesure d'informer, d'accompagner et d'orienter le commerçant d'Etampes ou la future infirmière de Saint-Denis. La Région choisit ainsi clairement de se rapprocher des citoyens au quotidien en adaptant son fonctionnement aux services de proximité qu'elle offre.

L'ÉCONOMIE DIRECTE CHANGE NOS VIES

La relation directe entre le fournisseur et le consommateur met en péril des corporations et des activités. Oui à cette mutation mais avec vigilance.

Hôtellerie, transports, location d'outils, d'objets de véhicules, prêts bancaires, shopping, trocs de services... L'essor de l'économie qui met directement en relation les particuliers entre eux grâce aux plateformes Internet n'épargne aucun secteur. Une révolution des modes de consommation qui a fait naître un nouveau terme : "ubérisation" de l'économie. Il désigne des modèles économiques qui réduisent au maximum, voire suppriment, les intermédiaires entre le consommateur et les fournisseurs de biens ou de services.

Précarité sociale et évasion fiscale

Problème : ces nouveaux concurrents déstabilisent les acteurs traditionnels, qui crient à la concurrence déloyale. Et ce type d'économie favorise le développement d'activités précaires. Les sociétés de l'économie collaborative sont plus puissantes car elles transfèrent le poids du risque sur leurs membres. Mais les sociétés sont installées à l'étranger et n'acquittent pas d'impôt en France ; celles qui perçoivent des revenus ne les déclarent pas forcément au fisc. Le développement de ces sociétés

LA RÉGION DES COOPÉRATIVES
La Région soutiendra les coopératives d'activités et d'emploi, berceau idéal pour développer des emplois fondés sur l'entrepreneuriat, la coopération, l'autonomie et la solidarité. Elle soutiendra aussi le développement des coopératives d'habitat.

ne semble pas prêt de se ralentir. En France, près de la moitié des consommateurs disent avoir eu recours à l'Internet collaboratif en 2014. Selon une étude récente, 150 millions de particuliers en Europe prévoient de mettre à disposition un de leurs biens. Le marché mondial du secteur devrait passer de 15 milliards d'euros en 2014 à 335 milliards d'ici à 2025 ! L'enjeu, aujourd'hui, consiste à accompagner l'essor de



Journée Portes ouvertes à la Ressourcerie dans le 20^e à Paris

1^{re} région européenne de l'Économie sociale et solidaire

Claude Bartolone dotera l'Île-de-France d'une nouvelle stratégie régionale de l'ESS pour la positionner comme leader européen du secteur. Pour cela, la concertation de l'ensemble acteurs du secteur (associations, organismes, entreprises, coopératives, mutuelles, etc.) sera organisée. Cette stratégie associera l'ensemble des départements, communes et agglomération francilienne pour assurer l'attractivité du territoire francilien dans son ensemble.

cette économie, de ce vivier d'emplois, de cette source de gain de pouvoir d'achat et de vertus écologiques, sans précariser la société ni déstabiliser l'économie. Les pouvoirs publics ont un rôle crucial à jouer. En octobre, le ministère de l'Économie, des finances et de l'industrie a lancé une stratégie nationale en faveur de l'économie collaborative, dont l'un des premiers objectifs est d'en préciser les frontières.



SE FORMER AU PLUS PRÈS DES BESOINS DES ENTREPRISES

Les Campus des métiers regroupent des acteurs de la formation professionnelle autour d'une filière économique. Ils constituent le lieu idéal de la convergence entre les entreprises et les salariés et les demandeurs d'emploi.

Comment faire en sorte que les qualifications des jeunes diplômés correspondent aux besoins des entreprises innovantes ? L'Île-de-France, qui compte 2/3 des emplois du numérique français, a trouvé la solution en créant, en 2013, le campus "Création numérique, image et son". Mais qu'est-ce, réellement, qu'un Campus des métiers et des qualifications ? C'est un label remis par une commission et reconduit tous les quatre ans, sous lequel se regroupent, géographiquement ou en réseau, des établissements d'enseignement secondaire et supérieur (formation initiale ou continue), des laboratoires de recherche, des Centres de formation des apprentis (CFA), des organismes de formation et des entreprises.

Une large gamme de formations

À cheval sur la Seine-Saint-Denis, Paris et les Hauts-de-Seine, ce Campus rassemble une vingtaine de structures scolaires, dont le lycée Suger à Saint-Denis et sa filière audiovisuelle, l'École nationale supérieure des arts appliqués et des métiers d'art à Paris, et trois universités qui forment aux métiers du numérique. Au final, une gamme diverse de formations générales, technologiques, professionnelles. Le Syntec, le syndicat des professionnels du numérique - 1500 sociétés - puise, par exemple, des stagiaires dans ce vivier. 31 Campus des métiers et des qualifications existent en France. Chacun est structuré autour d'un

secteur d'excellence et d'avenir représentant un enjeu national ou régional, le numérique en Île-de-France. On trouve un Campus Énergies et efficacité énergétique en Haute-Normandie, Aéronautique en Pays-de-la-Loire, Métallurgie et plasturgie en Picardie, Habitat, énergies renouvelables, Écoconstruction en Languedoc-Roussillon, Travaux publics en Nord-Pas-de-Calais.

Un cercle 100 % vertueux

Les Campus ont un objectif simple : offrir un parcours de formation optimal aux jeunes ou aux adultes en reconversion professionnelle, un parcours qui soit en lien avec les besoins actuels et futurs des entreprises locales et les politiques des collectivités locales.

À la clé, une insertion dans l'emploi optimisée, des niveaux de qualification qui s'élèvent, des entreprises qui trouvent des salariés bien formés et des secteurs de demain qui peuvent bien se positionner et se développer !

Des métiers qui n'ont pas encore été inventés

Archiviste de vie numérique, imprimeur 3D, trader en monnaies alternatives, manager digital pour personne décédée...

65% des emplois qualifiés que les jeunes exerceront dans les 10 prochaines années

♥ **SOUTIEN AUX PME**
La Région s'engage à amplifier le dispositif régional PM'UP en le concentrant sur un volet accompagnement des start-up pour pérenniser le développement en Grande couronne.

♥ **UN PRET'UP**
Nous doublerons les fonds alloués aux réseaux de prêts d'honneur avec lesquels la collaboration de la Région a largement porté ses fruits en matière de création d'emplois.

n'ont pas encore été inventés, selon une étude du think tank américain Sparks & Honey. Certains métiers, en majorité liés au numérique, existent déjà, mais vont faire l'objet d'une demande croissante.



Ligne d'assemblage Airbus

Au lycée d'entreprise d'Airbus, un placement de près de 100 %

C'est un des seuls lycées d'entreprise en France. Créé en 1949, le lycée Saint-Éloi du groupe aéronautique Airbus a pour but de former des jeunes opérationnels à 100 % dès leur sortie d'études.

Dans cet établissement, quatre filières débouchant sur le baccalauréat sont proposées chaque année à 360 jeunes de niveau 3^e : chaudronnerie industrielle, usinage, aéronautique option avionique, aéronautique option structure. Elles correspondent aux métiers sur lesquels le groupe a du mal à recruter : mécanicien, électricien,

chaudronnier, usineur numérique. Des professeurs de l'Éducation nationale y assurent l'enseignement général tandis que les cours pratiques sont dispensés par des salariés d'Airbus. Implanté dans une des usines du groupe, le lycée permet aux jeunes d'échanger avec les employés les plus expérimentés et d'appréhender la culture de l'entreprise. Et ça marche : 95 % des lauréats des promotions sont embauchés chez Airbus ou une de ses entreprises partenaires (ATR et Latécoère), le plus souvent en CDI !



@Fotolia



Technocentre Renault Guyancourt, dans les Yvelines

L'e-learning s'étend dans les entreprises

Connaissez-vous les Massive Open Online Courses (MOOC) ?

Apparus en 2012 en France, ces cours sur Internet gratuits et ouverts à tous pourraient révolutionner notre manière d'apprendre... Le Corporate Open Online Course (COOC) est leur équivalent au niveau de l'entreprise. Le plus souvent diffusés sous forme de vidéos ou de jeux en ligne, ces cours d'e-learning se caractérisent par leur aspect ludique et par l'échange entre participants. En standard ou conçus

sur mesure, ils permettent au salarié d'acquérir de nouvelles compétences, d'optimiser celles qu'il a déjà et à l'entreprise de repérer les talents. Cela, à moindre coût, à tout moment et en touchant un nombre optimal de personnes. Les COOC sont en plein essor au sein des grands groupes français. SFR, Renault, Orange, Pernod Ricard, l'Oréal sont parmi les premiers à les avoir testés. En 2010, le groupe de cosmétiques a lancé un jeu en ligne comme une 1^{ère} étape à l'embauche.



FabLab Squared à la Cité des sciences

@knowtix-Flickr

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, SOURCE D'EMPLOIS

Conduire avec succès la transition écologique n'est pas seulement assurer la préservation de la planète. C'est se donner la chance de voir naître de nouveaux emplois et de les rendre pérennes au sein de la région.

P

rofession : rudologue. Le nom ne figure pas encore ou peu sur une plaque mais le métier existe bien. Le rudologue est un exemple type des professions issues de la transition écologique. Il a pour mission d'optimiser le traitement et la gestion des déchets. Des rudologues accompagnent déjà des collectivités, des entreprises, des structures d'accueil. Si la mutation environnementale est encore perçue par certains comme une contrainte, il est établi qu'elle fait naître une nouvelle économie, de nouvelles entreprises, de nouveaux métiers et un gisement d'emplois. Le projet de loi sur la transition énergétique pour la croissance verte vise la création de 100 000 emplois en trois ans.

La Région, meilleur soutien de la transition écologique

Pour être mise en œuvre, la transition a besoin de soutiens, d'investissements. Elle exige la mobilisation des décideurs, des collectivités pour favoriser et coordonner les initiatives. Il apparaît que le levier ne se situe plus dans les instances nationales. Les Régions sont alors des relais pertinents parce qu'elles sont locomotives du développement économique, de la formation professionnelle. Parce qu'elles disposent d'un grand nombre de leviers d'actions en matière de développement économique, d'environnement et de

formation. Elles sont aussi les mieux placées pour faciliter le dialogue et expérimenter des projets.

Les Régions contribuent à la réussite de la transition écologique en mettant en œuvre des politiques industrielles de soutien au développement de l'innovation et de l'économie verte, en votant des aides financières sous forme de déductions fiscales, de prêts bonifiés... Elles stimulent le développement de nouvelles activités ou de nouveaux secteurs en finançant la recherche et développement (R&D) ou en favorisant les investissements via les commandes publiques.

Nouvelles compétences et formations

Selon l'Association des Régions de France, 50 % à 80 % des actions dans le domaine écologique seraient déjà conduites en deçà de l'échelon national. La Région Île-de-France compte, depuis 2000, un réseau d'acteurs institutionnels dédiés aux métiers de l'économie verte. Le réseau TEE (Territoires, Environnement, Emplois) appuie le recensement et la promotion des métiers et des formations de l'économie verte et contribue avec Défis métiers à l'observation statistique des emplois de l'économie verte. Le suivi permettra de définir les besoins d'évolution des compétences et de formation induites.



La Fabrique 21, parc de l'écoconstruction à Carrières-sous-Poissy, dans les Yvelines

L'Île-de-France au cœur de l'économie verte

Le Schéma régional climat air énergie (SRCAE) arrêté en 2012 a fixé 17 objectifs et 51 orientations stratégiques qui vont être des sources importantes d'emplois.

Le secteur du BTP, avec l'exigence des normes écologiques et la réhabilitation de 125 000 logements par an pour en renforcer l'efficacité énergétique, est le domaine le plus prometteur. Le Contrat étude prospective réalisé à la demande de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte), en partenariat avec les 7 fédérations professionnelles franciliennes du bâtiment, évalue que le secteur aura besoin de 336 000 emplois équivalent temps plein en 2020. La filière éco-technologique, notamment pour l'eau, les déchets et les énergies renouvelables est également porteuse : 40 % des brevets verts français proviennent de la région.

➤ C'est déjà demain

Futur éco-quartier à Saint-Ouen, place des Docks

© Pierre-Yves Brunaud/PicturTank

246 000 SALARIÉS AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE VERTE FRANCILIENNE

Sur 880 600 personnes qui travaillent dans l'économie verte francilienne, 246 000 sont directement liées à l'environnement et à la transition écologique. Petit à petit, tous les métiers vont se "verdir".

L' "économie verte" désigne toutes les activités économiques qui ont un lien avec l'environnement mais tous les emplois n'y sont pas "verts", loin s'en faut. Les emplois dits "verts" s'exercent dans les éco-activités, qui recouvrent la protection de l'environnement, la gestion des ressources, les activités transversales. Les activités périphériques, qui englobent la construction, la gestion des espaces verts, les transports, mobilisent les emplois dits "verdissants". Cette distinction aboutit à identifier 246 000 professionnels dans les secteurs ciblés par les politiques environnementales actuelles, soit 4,5% de l'emploi total régional. Comparées au niveau national, les professions vertes sont légèrement sous-représentées en Île-de-France. Alors que 21% des emplois y sont localisés, toutes professions confondues, seuls 19% des emplois verts sont franciliens.

Transition maximale, volume d'emplois maximum
Le nombre d'emplois dépendra de la dimension que prendra la transition écologique ou que lui donneront tous les acteurs concernés. Il sera minimal si la mutation se cantonne au développement des filières dédiées à la protection de l'environnement. Il sera maximal si les modèles de production et de consommation se transforment (économie circulaire). Les estimations des emplois montrent que, selon l'ambition des choix et des pratiques pour réduire la consommation d'énergie, développer les énergies renouvelables, appuyer la recherche et les filières dédiées, le nombre de postes créés varie de 1 à 10.

♥ **ZÉRO DECHET, ZÉRO GASPILLAGE** D'ici 2030, notre ambition est de faire de l'Île-de-France une région zéro déchet, zéro gaspillage.

♥ **CHALEUR VERTE** D'ici la fin du mandat, Claude Bartolone instaurera un prix unique de la chaleur verte pour tous les habitants et entreprises d'Île-de-France. Il fera aussi de la Région l'un des premiers soutiens au développement des énergies renouvelables.



Port de Bonneuil-sur-Marne



©Nicolas Butin/Maketup/istock-Flickr



Atelier sans frontière. Recyclage de matériel informatique, Bonneuil-sur-Marne, dans le Val de Marne

Louez, prêtez, empruntez, échangez

« **Vous vous changez, changez de Kelton** ». La publicité devenue rengaine dans la tête des consommateurs des années 70-80 résume l'insouciance à laquelle avait conduit la croissance exceptionnelle de la seconde moitié du 20^e siècle et notamment, celle des Trente Glorieuses (1945-1975). Aujourd'hui, la surconsommation des matières premières, la croissance des déchets et la préservation du pouvoir

d'achat, contraignent à la sagesse, au renoncement à acquérir ce qui n'apparaît pas utile, et surtout, à mutualiser ce qui peut l'être. Internet a largement favorisé ce passage de la logique d'acheteur à la logique d'utilisateur et contribué à l'instaurer dans de multiples domaines, dont certains longtemps jugés immuables : covoiturage, autopartage, vélopartage, location entre particuliers de véhicules et d'objets de tous types, occasions, services...



©Fotolia

L'économie circulaire, la clé du changement

Circulaire. Le terme qualifie bien les modes de production qui doivent prévaloir demain. Ne plus puiser dans la nature jusqu'à l'épuiser mais réutiliser, transformer, recycler ses ressources. Les voies pour y parvenir sont multiples et quasi infinies. Ce sont des modes de production et de consommation à réinventer intégralement, à imaginer. Pour les entreprises, c'est économiser les matières premières durables, économiser l'énergie, l'eau, adopter les énergies renouvelables, mettre en commun des ressources et des services, produire à partir de matériaux existants, recyclés ou de déchets. Pour les consommateurs, c'est ne plus chercher systématiquement à acheter et posséder mais privilégier l'emprunt, la location, l'échange, le partage, faire réparer au lieu de jeter. L'économie circulaire réduit l'empreinte écologique et crée de nouvelles activités, dope l'économie globale. Elle a aussi une vertu capitale à l'ère de la mondialisation : les emplois qu'elle génère sont en grande majorité non délocalisables ; elle préserve donc le tissu social et les territoires. Et à l'heure où le chacun pour soi prévaut, elle resserre les liens humains.



Production de biogaz

Place aux entreprises solidaires !

Tout autant que les salariés, les entreprises peuvent trouver intérêts et avantages à pratiquer l'économie circulaire et collaborative. Ubeeqo conçoit des solutions de mobilité partagée pour les personnels des entreprises. Ce maraîcher est installé à côté d'un éleveur bovin : « *J'ai besoin de fumier ; il me le livre. Je dois faire tourner et reposer mes terres ; il les enseme en herbe et récolte le foin* ». De plus en plus d'entreprises, d'exploitations agricoles d'un même territoire trouvent pareillement des échanges, des partenariats qui peuvent leur permettre de faire des économies et de contribuer à la préservation de l'environnement : échanges de matières, achats groupés, partages d'énergies, mises en commun de services "support" ou annexes tels que la logistique, le transport, la restauration du personnel...



© Alain Le Bacquer/Picturéliant

UN Puits de nouvelles formations

Pas de transition écologique bien conduite et réussie sans professionnels compétents, donc bien formés. Les programmes et cursus se mettent en place. La Région guidera et appuiera leur élaboration.

Traditionnellement, les corporations qui se retrouvent sur un chantier du bâtiment sont l'architecte, un membre du bureau d'études, le maître d'œuvre, les représentants des entreprises. Il faut désormais y ajouter le juriste vert, un spécialiste du droit de l'environnement chargé de veiller à la conformité avec la législation en vigueur. On peut aussi y trouver le référent-coordonateur qualité environnementale du bâti, le thermicien, l'ingénieur site et sols pollués, l'ingénieur acousticien, le rudologue... Ce seul exemple laisse augurer des nouveaux métiers qui vont intervenir dans l'économie verte. Pour qu'ils atteignent leur pleine efficacité, il faut concevoir de nouvelles formations. Déjà, en 2011, plus d'un millier de parcours dans ce domaine ont été recensés en France, soit 10,5 % de l'ensemble de l'offre. Les formations dans le domaine de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables sont celles qui ont le plus augmenté : +70 % entre 2008 et 2011. Les formations en aménagement du territoire et de la nature attirent fortement les jeunes mais les demandes dépassent, pour l'instant, largement les emplois disponibles. Ces nouveaux besoins devraient également faire évoluer à la hausse le niveau de qualification des emplois, comme cela a été le cas pour tout renouvellement des

Quelques métiers nouveaux

Les métiers totalement nouveaux issus de l'économie verte sont encore peu nombreux. Voici quelques métiers qui n'existaient pas, il y a dix ans.

Rudologue. Il emprunte son nom au latin rudus, décombres, et désigne un spécialiste de la gestion des déchets industriels ou ménagers.

Ingénieur écoconception. Il évalue les impacts environnementaux d'un produit ou d'un procédé sur l'ensemble de son cycle de vie. Il participe aux choix technologiques et techniques des composants et des matériaux pour assurer la maintenance et le recyclage d'un produit.

Chef de projet biodiversité. Il cherche à minimiser l'impact négatif de l'activité humaine sur le milieu naturel lors d'un projet d'aménagement. Depuis 2011, la destruction de tout bâtiment de plus de 1 000 m² exige le diagnostic d'un **auditeur** et des **valoristes** orientent les déchets vers les bonnes filières de retraitement.

secteurs d'activité au cours des 40 dernières années.

Tous les métiers vont devoir évoluer

À côté des métiers totalement nouveaux, nombre de professions existantes vont s'enrichir de nouvelles compétences environnementales. C'est le cas des architectes, maçons, conducteurs de véhicules et d'engins. L'émergence du tourisme durable et de l'écotourisme suscite aussi des reconversions, telle la conception de voyages "durables", l'organisation de séjours sur-mesure avec des prestataires certifiés qui proposent des services à faible

incidence écologique. L'économie verte va, petit à petit, s'immiscer dans tous les secteurs et donc "verdoyer" tous les métiers. Dans ce but, des innovateurs créent d'ores et déjà des cabinets de consultants de divers types pour aider les entreprises et les collectivités dans cette transition. Des entreprises, des plus grandes aux PME, se rendent compte que l'économie verte, au-delà de l'enjeu environnemental, est un levier de croissance et un outil pour sortir de la crise. Elles créent, dans ce but, un département dédié ou des postes spécifiques tel qu'un directeur du développement durable.

PASSONS À L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE!

L'économie circulaire, en Île-de-France, c'est déjà aujourd'hui ! Dans tous les secteurs, des acteurs très divers la mettent en œuvre.

R

égion la plus industrialisée et la plus dense de France, l'Île-de-France a tous les atouts pour être le moteur de la transition écologique en France et en Europe. Elle veut faire du 21^e siècle celui de l'économie de proximité, sociale et solidaire et de l'économie circulaire. En partenariat avec le Conseil régional, le premier recueil cartographique des initiatives d'économie circulaire en Île-de-France a été rendu public en avril dernier. Il décrit près de 90 initiatives phares sur les 7 champs que couvre l'économie circulaire : approvisionnement durable, écoconception, écologie industrielle et territoriale, économie de la fonctionnalité, consommation responsable, réemploi/réutilisation/réparation et recyclage.

CLAUDE SOCIAL-ÉCOLOGIQUE
Le budget de la Région prendra en compte, dans tout projet et tout financement, l'exigence de protection de l'environnement et de réduction des inégalités sociales. C'est une véritable critérisation des aides régionales qui s'exercera, sur des bases environnementales et sociales.

Des chantiers pionniers

Des chantiers d'envergure illustrent l'engagement de la région Île-de-France dans la transition écologique. Une étude projette de "circulariser" l'économie du Grand Roissy dans le secteur des déchets de diverses activités : BTP, restauration collective, des hôtels, restaurants, restaurants d'entreprise, bois et meubles, textile, effluents de dégivrage produits par Aéroports de Paris. L'Agglomération Melun-Val de Seine mène depuis 2007 une opération de requalification de la

zone d'activités de Vaux-le-Pénil en conjuguant aménagement durable et développement économique. Dans le registre de l'économie collaborative, elle développe des projets de mutualisation de services comme la gestion collective des déchets. Afin de rapprocher les services de la demande, elle a acquis une parcelle d'1 ha au cœur de la zone et créé un pôle qui met à disposition des 200 entreprises implantées restauration, bureaux, salles de réunion, pépinière, micro-crèche...

Des états généraux fertiles

La Région a organisé des états généraux de la conversion écologique et sociale en Île-de-France entre 2011 et 2013. 18 mois de concertation, 35 réunions d'experts, d'élus et de professionnels, 5 groupes de travail, 7 ateliers territoriaux, les suggestions de 65 000 visiteurs du site www.ecociliens.fr ont abouti à des préconisations qui ont permis d'élaborer un projet.

En avril 2015, la Région a voté une émission obligatoire verte et socialement responsable de 500 millions d'euros dont le produit

net servira à financer des projets à vocation environnementale et sociale.

Les initiatives se multiplient

Pour illustrer ce qu'est l'économie circulaire, voici quelques exemples d'expériences existantes qui montrent que la mutation est possible dans tous les secteurs. Climespace climatise 550 clients. Elle puise dans la Seine l'eau qu'elle refroidit et l'injecte dans son réseau. L'eau réchauffée revient ensuite pour être à nouveau refroidie. PAC Facteur 7 et la Lyonnaise des eaux

produisent de la chaleur à partir des eaux usées. Le méthaniseur Equimeth valorise 30 000 tonnes de fumier équin en biogaz. Depuis 2007, une grande enseigne achemine ses marchandises par train à Paris-Bercy, des camions au gaz naturel assurant la livraison aux magasins. Plastiketic fabrique du mobilier et des objets de décoration à partir de bouteilles plastiques de récupération. La Réserve des arts collecte les chutes de production provenant du secteur du luxe de l'événementiel et du bricolage.



Séminaire Hopscotch (atelier de recyclage d'objets) à Montreuil, 2014

LE BÂTIMENT ET LES TRANSPORTS, AU CŒUR DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



Quai Melun vers Astrolabe

©DavidFleg-Flickr

La région Île-de-France génère à elle seule 24% du chiffre d'affaires national du bâtiment et 20% du chiffre d'affaires des travaux publics. 81 000 entreprises du bâtiment et des travaux publics y sont installées, employant 261 500 personnes⁽¹⁾. C'est donc un secteur majeur de l'économie francilienne et il est établi que les gains les plus importants en matière environnementale et écologique peuvent être acquis dans ce secteur, et cela, par de multiples aspects. Le nombre de préconisations adoptées par les états généraux de la conversion écologique et sociale en témoigne : 28 ! Elles couvrent trois champs d'action essentiels : accompagner la filière sur le chemin de la conversion écologique et sociale, adapter les formations aux enjeux écologiques et sociaux, renforcer l'attractivité et faire évoluer l'image du secteur. Faire du neuf ne doit pas faire oublier l'importance du parc immobilier existant et, donc, son impact environnemental et climatique. Il constitue, naturellement, une priorité d'intervention en termes de consommation d'énergie et de

renovation-isolation. Le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 (CPER), conclu en juillet 2015, a rehaussé les ambitions du Plan régional pour le climat de 2011 : + 40 % de logements éligibles au chauffage urbain ; porter de 30 à 50 % la part de la chaleur distribuée par les réseaux de chaleur à partir d'énergies renouvelables, notamment en multipliant par 2 la production géothermique et par 27 la production des chaufferies biomasse ; augmenter la production par pompes à chaleur de 50 % ; multiplier par 7 la production de biogaz.

Rénover 125 000 logements par an

Le CPER prévoit de rénover 125 000 logements par an avec une exigence de qualité de type BBC (bâtiment basse consommation) et des gains d'énergie de 20 % à 50 %. Illustration concrète des nouveaux moyens mis en œuvre, Énergies Posit'IF, société d'économie mixte, apporte aux maîtres d'ouvrage des solutions globales, clés en main, qui leur permettent de se positionner comme "mandataire" d'un groupement

INVESTISSEMENT RESPONSABLE

La critérisation écologique sera renforcée pour permettre le conditionnement de toutes les aides à la construction et à la rénovation

de rénovation (architecte, bureau d'études thermique, entreprises). Énergies Posit'IF lutte également contre la précarité énergétique avec un programme d'intervention sur plus de 4000 logements. Les transports sont aussi un vecteur majeur de la transition écologique. Claude Bartolone améliorera la desserte des territoires, développera et modernisera infrastructures et matériels. Il favorisera aussi les alternatives à la route pour les transports de marchandises.

(1) Chiffres 2010



Arrivée du tunnelier du prolongement de la L12

©Bruno Marguerite/RATP

La meilleure route, c'est la Seine

Le saviez-vous ? Un convoi fluvial représente 250 camions de 25 tonnes. La tonne par voie d'eau coûte 17 fois moins que la route et 4 fois moins que le train. Son efficacité énergétique et environnementale est plus de trois fois supérieure à celle de la route. C'est aussi le mode de transport le plus sûr, notamment pour les matières dangereuses. Les barges que tout Francilien voit filer sur la Seine s'imposent donc pour



Port de Bonneuil-sur-Marne

©Séphanie Quider/Département de la Seine-Marne

le transport des déchets du BTP (gravats) et de matériaux de construction : « Paris a de l'avance dans ce domaine, par rapport à d'autres capitales », assure Haropa-Ports de Paris, qui gère 70 ports. La création d'un grand port multimodal à Achères en 2020, le développement des ports publics existants, la mise à grand gabarit de la Seine entre Nogent-sur-Seine et Bray-sur-Seine vont renforcer ce mode. La Seine se prête aussi aux livraisons de denrées et objets ordinaires. Seulement 9 % des livraisons dans Paris se font par le fleuve. Mais ça bouge. Depuis 2012, une enseigne de magasins achemine par la Seine, sur 20 km, 26 conteneurs de denrées destinées à ses 80 magasins parisiens. "Marché sur l'eau", réseau de production locale en Seine-et-Marne, convoie ses cagettes et paniers par bateau, de Claye-Souilly à Paris.

Zéro déchet, c'est possible !

Imaginez-vous la moindre action de votre journée sans produire un déchet ? Non. Eh bien, certains y parviennent. Comment ? D'abord, ils n'achètent que ce qui est vraiment utile, privilégient le vrac, stockent dans des récipients durables, remplacent les couches, mouchoirs jetables par leur équivalent lavable, recourent aux produits de beauté et de santé naturels, voire les créent, compostent, réparent, recyclent... Certes, cette vision extrême requiert imagination, organisation et ténacité mais des changements de comportements simples peuvent significativement réduire les déchets. Un territoire peut-il être "zéro déchet" ? Des régions d'Espagne et d'Italie y travaillent et y tendent. En 20 ans, la Catalogne a mis en place une collecte sélective qui atteint presque 40 % du total des déchets. En développant le compostage de proximité, les ressourceries (centres de récupération, valorisation, revente et éducation à l'environnement), en accentuant la lutte contre le gaspillage alimentaire, l'Île-de-France ambitionne d'être "zéro déchet" à l'horizon 2021.

L'ÎLE-DE-FRANCE, LA RÉGION QUI RAYONNE DANS LE MONDE

La Région Île-de-France constitue un véritable moteur pour soutenir toutes les formes de cultures. Elle accompagnera les artistes franciliens dans leur rayonnement à l'international

P

près de 3,5 millions de visiteurs pour le domaine de Versailles, une fréquentation doublée au Musée de l'Air et de l'Espace du Bourget, et plus d'un million d'entrées pour le Grand Palais. Au premier semestre 2015, le tourisme francilien se porte bien, merci. En 2013, avec près de 32,3 millions de visiteurs, l'Île-de-France est même devenue la première destination touristique mondiale. Sa force : une offre très riche, des bords de Marne à Eurodisney, de l'abbaye de Royaumont à la Vallée de Chevreuse. Culture, patrimoine, sport, shopping... L'attractivité de la région se nourrit de sa diversité. Mais pas question de s'endormir sur ses lauriers. Alors que l'Organisation mondiale du tourisme parie, dans les vingt années à venir, sur un triplement des flux touristiques internationaux, nous devons faire face à de nombreux défis pour rester dans le peloton de tête des zones plébiscitées par les globe-trotters.

Valoriser le patrimoine

Pour ce faire, nous devons – à l'heure de la mondialisation et d'une concurrence accrue – être capable de séduire les touristes. Le Comité régional du tourisme propose ainsi des formations destinées aux professionnels pour mieux répondre aux attentes des visiteurs internationaux. À l'été 2015, il a également lancé un compte entièrement dédié aux touristes chinois sur le réseau social WeChat – 500 millions d'utilisateurs en Chine. Les Franciliens aussi se mobilisent : de plus en plus d'habitants se proposent comme "greeters", ambassadeurs de leur

lieu de vie et font découvrir leur ville à des visiteurs étrangers, loin des sentiers touristiques balisés. Et justement, parce que les habitudes touristiques changent, nous devons être en mesure d'accompagner ces mutations. Au-delà des "circuits obligés", l'objectif sera de valoriser sites patrimoniaux et manifestations afin de répondre aux demandes de plus en plus spécifiques des visiteurs. Loin de "cannibaliser" la demande, les lieux et les événements bien connus des touristes seront autant d'atouts, voire de relais qui permettront, dans un deuxième temps, de braquer les projecteurs sur les destinations environnantes. Et si, par exemple, une virée à Rock en Seine était l'occasion de découvrir le domaine départemental de la Vallée-aux-Loups dans la commune voisine de Châtenay-Malabry où trône le plus bel arbre de France (Prix 2015), un vénérable cèdre bleu pleureur ?

Un formidable vivier

Dans les années à venir, l'Île-de-France aura plusieurs occasions d'être au cœur du monde. La candidature de Paris-Île-de-France aux Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, tout comme la possibilité d'accueillir en 2025 l'Exposition universelle. Ces deux événements seraient l'occasion d'une venue conséquente de visiteurs et de la mobilisation de la population francilienne autour d'événements festifs. Surtout, ils montreraient que la culture, loin d'être un bastion réservé à quelques uns, est un bien commun et un formidable vivier de richesses, tant sur le plan économique qu'humain.



Château de Fontainebleau

Sortir partout en Île-de-France

Il semble s'éloigner le temps où la banlieue parisienne restait dans l'ombre de la Ville-Lumière.

Hausse des loyers intra-muros, dynamisme des instances locales, développement de l'offre de transport : de nombreux facteurs permettent à la banlieue de s'offrir une place au soleil... De la culture. Le tout pour des tarifs souvent moins élevés que dans la capitale. Tandis qu'à Marne-la-Vallée la Ferme du Buisson mixe habilement art, cinéma et musique, La Galerie de Noisy-le-Sec s'impose comme un des lieux forts de l'art contemporain francilien. Cet été, les hipsters se sont donnés rendez-vous au 6B à Saint-Denis, tandis que les fans de "Point Break" profitaient de la plus grande vague de surf d'extérieur à l'Île de loisirs de Cergy. L'an passé, des petits malins ont même pu assister en avant-première au concert de Marianne Faithfull au Plan à Ris-Orangis. Avec le Pass Navigo dézonné, voici une nouvelle occasion de découvrir qu'en matière de culture, l'Île-de-France fait, partout et pour tous, des étincelles.

➤ Notre
région
fait rêver
le monde

L'Axe Majeur est un parcours urbain de 3,2 km à Cergy-Pontoise, sculpté dans le paysage par l'architecte paysagiste Dani Karavan



© Benjamin Guy

Un rôle de passeur

Tisser un véritable lien avec les lecteurs est l'une des principales ambitions de Rosa Tandjaoui de la librairie des Orgues, avenue de Flandres dans le 19^e à Paris. Depuis 13 ans, la Rosa Luxembourg des livres et son équipe travaillent sans relâche à diffuser la littérature et le goût des livres à tous les publics. Et ce n'est pas toujours simple.

Q u'est-ce qui a motivé votre choix d'ouvrir une librairie ?

J'ai travaillé longtemps dans un grand groupe d'édition dont je tairais le nom. Peu à peu, avec l'arrivée du livre numérique, le travail a perdu beaucoup de son sens pour moi. Or, j'avais envie de transmettre cet amour de l'objet et surtout d'aller à la rencontre des lecteurs. C'est vrai que c'est un métier difficile, peu rémunéré. Beaucoup font le choix de le quitter. Mais moi, je l'ai choisi. Alors avec l'aide de l'Association pour le développement de la librairie de création (ADELC), liée à la Région Île-de-France, permettant à des libraires de se développer, et surtout, de conserver leur indépendance, j'ai repris la librairie avenue de Flandres. Pas évident à financer, croyez-moi. Les banques ne suivent pas du tout. Heureusement que nous avons une subvention de 15 000 euros de la Région pour maintenir notre fonds général. Ça nous permet aussi parfois de boucler notre budget d'une année !

Quelles sont vos difficultés essentielles ?

Les financements. Nous sommes rémunérés à un pourcentage fixé par les éditeurs qui définissent nos remises. Par exemple, quand un client vient me voir, à partir de ses goûts je lui propose 3 ou 4 ouvrages. Je mobilise pour cela du temps et de la compétence. À la fin il m'achète 2 livres de poche pour 16 euros. Là-dessus, je ne gagne que 35 % ce qui ne couvre même pas le temps passé ! Les frais de port, l'acheminement entre le diffuseur et le libraire sont aussi un souci. Ils représentent près de 3 % de la masse d'achat ! C'est très lourd et nous donne une marge moyenne très fragile. Il faudrait que nous puissions bénéficier de prêts plus souples. Nous collaborons avec la structure Paris Librairies, elle aussi associée à la Région.

Quel est le rôle d'un libraire indépendant ?

Nous avons un véritable rôle de passeur, basé sur une alchimie avec nos clients. Ce savoir-faire inégalé favorise la création. Les éditeurs le savent bien et comptent sur nous pour défendre les livres. Nous organisons aussi beaucoup d'animations : rencontres et signatures avec des auteurs et même des concerts. Tout dernièrement, nous

avons reçu un jeune auteur qui milite par ailleurs dans une association du 19^e : Les braves garçons d'Afrique. Une rencontre 100 % 19^e ! Plus de 100 personnes sont venues et nous avons vendus 35 ouvrages. Pour nous, c'est une réussite totale. Puis nous avons des dîners avec des lecteurs que nous connaissons bien, qui sont de cultures différentes. Chacun apporte un plat de son pays. C'est vraiment magique. Nous avons aussi beaucoup d'enfants qui viennent. Dernièrement j'ai revu un jeune homme de 20 ans, je le connais depuis qu'il en a 8. Sa mère lui avait ouvert un compte chez nous. Il n'a jamais cessé de venir.

Des clients entrent-ils dans votre librairie sans savoir ce qu'ils veulent acheter ?

Bien sûr. Maintenant qu'on nous a repérés dans le quartier, des affinités se sont créées avec les gens. Cette connaissance réciproque nous permet d'orienter, de conseiller. Nous faisons office de repères. Ils savent qu'auprès de nous, ils auront une réponse sûre. J'explique souvent que lire un livre c'est faire une expérience personnelle. Vous avez entre 4 et 12 heures de lecture, vous explorez un sujet à 100 %. Ainsi, de fil en aiguille vous découvrez des univers et tout ça grâce à votre libraire ! Notre but, c'est de former des esprits critiques.

EN ÎLE-DE-FRANCE, LA CULTURE SE CONSTRUIT JOUR APRES JOUR

Studios de cinéma, musées ou lieux indépendants regroupant des artistes, la culture se fabrique aux quatre coins de l'Île-de-France.

Bonne nouvelle : au cours de ces dernières années, l'Île-de-France est une des rares collectivités à ne pas avoir amputé le budget consacré à la politique culturelle. Car la culture constitue un pilier majeur du vivre-ensemble. Du MAC VAL à Vitry au cinéma Le Méliès à Montreuil, du Théâtre 71 à Malakoff à la Lutherie Urbaine à Bagnolet ou le Collectif 12 dans les Yvelines, notre territoire est riche de ces lieux qui poussent chacun à rêver, s'interroger, penser. C'est pourquoi les années à venir doivent être celles de la multiplication des points de rencontre entre les citoyens et la culture. Dans cette logique, l'extension du 1% artistique s'impose, en demandant aux maîtres d'ouvrages publics de réserver 1% du coût de leur construction pour la commande ou l'acquisition d'une ou plusieurs œuvres d'art conçues pour le bâtiment en question. Ce dispositif permet à l'art d'infuser le quotidien des citoyens. La Société du Grand Paris a d'ailleurs mis en place un projet culturel pour animer les 205 km de ligne du Grand Paris Express : des créations pérennes ou éphémères voyageront sur le réseau.

Contribuer au rayonnement culturel de la région
Le 6B à Saint-Denis, La Blanchisserie à Vitry-sur-Seine ou encore Le Lavoisier Moderne à Paris. Ces lieux indépendants rassemblent des artistes et s'imposent comme de véritables ruches créatives. Depuis novembre 2012, la Région a mis en place un dispositif de soutien à ces "Fabriques de culture". Il s'agit de

♥
CITYPASS
À l'instar de toutes les capitales européennes, Citypass en Île-de-France regroupera le transport, l'entrée à un événement, l'accès à une pratique culturelle ou une activité touristique.

♥
BIENVENUE DANS LA RÉGION PARIS-ÎLE-DE-FRANCE!
Un travail sur l'identité et l'image de la destination Paris-Île-de-France sera réalisé. Le nom de notre région évoluera pour affirmer et afficher plus fortement notre fierté de porter Paris en notre cœur.

l'amplifier car la première difficulté d'un artiste est liée à l'accès à un lieu où il puisse créer. D'autant que ces "Fabriques de culture", souvent installées dans des friches ou des quartiers en périphérie de la capitale permettent de toucher les Franciliens non loin de leur lieu-même de résidence. Concernant les artistes, il s'agira de les accompagner, notamment dans la mobilité à l'international pour faciliter l'exportation des projets artistiques. Ainsi, les œuvres créées en Île-de-France contribueront au rayonnement culturel de la région bien au-delà des limites de son territoire. Il s'agit aussi de développer les initiatives du type "Musée passager" pour amener l'art et la culture dans tous les territoires et notamment dans les quartiers populaires de Grande couronne.

Le défi : soutenir l'industrie culturelle
Car oui, l'Île-de-France est productrice de culture. Montreuil accueille de nombreux studios d'animation. L'édition jeunesse fleurit de Voisins-le-Bretonneux avec Rue du Monde, à Clamart avec Alzabane, quand Vincennes héberge les éditions sonores Frémeaux et associés. La politique de soutien aux filières d'industries culturelles franciliennes est une des plus dynamiques sur le plan européen. Et ce n'est pas fini. La Région va continuer sur cette voie tout en prenant en compte les mutations qui touchent les secteurs de la culture. Dans un sondage réalisé en 2013, 14% des Franciliens estimaient qu'il fallait aider les



Le musée d'art contemporain fête ses 10 ans



Festival Rock en Seine

commerces culturels de proximité exposés à la crise économique. Le succès d'un réseau de librairies comme Folies d'Encre en Seine-Saint-Denis prouve que les citoyens sont attachés à ces indépendants qui résistent avec imagination aux entreprises capitalistes mondiales, destructrices d'emplois. Un plan devra être mis en place pour apporter le soutien nécessaire à ces passeurs, essentiels à la vie de la cité. En Île-de-France, bien soutenue, la culture ne sera jamais de la poudre aux yeux. Mais, au contraire, un terreau fertile dans lequel s'enracine la vie citoyenne.



Librairie Folies d'encre, Montreuil

À 100% pour le 1%

Mettre l'art au cœur de la cité? Plus facile à dire qu'à faire, pense-t-on souvent. Et pourtant, grâce au 1% artistique, la belle utopie s'est ancrée de plain-pied dans la réalité. Ces dernières années, de nombreux établissements scolaires ont pu accueillir des œuvres d'art, permettant aux élèves de se confronter concrètement et quotidiennement à la création contemporaine. À l'école maternelle Chantereine de Choisy-le-Roy, une installation optique, SUD, imaginée par David Boeno, accueille les

petits élèves. Les collégiens de l'établissement Simone de Beauvoir à Créteil profitent, eux, du travail d'Agnès Thurnauer, « *On ne naît pas femme* », mettant, notamment en valeur les portraits de douze femmes d'exception telles Marguerite Duras ou Aung San Suu Kyi. Au collège Louise Michel de Clichy-sous-Bois, un monumental ballon de baudruche rouge signé Pierre Ardouvin salue l'arrivée des élèves, accompagné de cette phrase tirée d'un poème de la Vierge Rouge : « *Il me faut, comme à toi, l'air et la liberté* ».



Pantin

L'animation en Île-de-France, c'est Minion!

2007, c'est l'incroyable histoire des studios Illumination Mac Guff qui commence et de l'arrivée fracassante de leur personnage Outre Atlantique. On l'aura compris, il s'agit du Minion, un petit héros musclé qui glousse et fait des bêtises. La suite on la connaît : un succès planétaire. L'Île-de-France est réputée pour ses écoles d'animation dont celle des Gobelins. Dans un article paru dans *Le Monde* en juillet dernier Chris Melandri, producteur

de cinéma américain et fondateur et directeur du studio Illumination Mac Guff, n'hésite pas à dire que « *cela fait bien longtemps que les animateurs français sont l'arme secrète d'Hollywood!* Ce que nous avons ici, c'est ce qu'il y a de meilleur au monde. » De la Cité du cinéma à Saint-Denis au studio de Bry-sur-Marne, l'Île-de-France concentre des savoir-faire reconnus dans le monde entier. Elle accueille la moitié des films tournés en France et de plus en plus de productions étrangères.



Commedia del Street-art

Comment décririez-vous votre démarche artistique ?

Au début il n'y avait pas de démarche précise, je reproduisais un visage en plâtre avec une expression et m'amusais à le coller de temps en temps.

En 2009, j'en ai peint un premier, que j'ai installé dans le quartier des Abbesses à Montmartre. En revenant de jour pour en prendre une photo, je suis resté une heure sur place et j'ai vu une cinquantaine de personnes de tous âges en prendre des photos, ou faire des selfies. Ce fut le déclic pour moi. Mes visages attiraient l'œil, et les gens s'en approchaient pour regarder de plus près ce que j'avais peint dessus, ou interagir avec. Je peins ces visages en m'inspirant de ma vie quotidienne, de ce qui se passe en France et à travers le monde, ou juste pour donner un peu de couleurs aux rues parisiennes, de France et du monde. Je surnomme ma démarche ma "commedia del Street-art".

Aujourd'hui, le street-art bénéficie d'une vraie reconnaissance populaire. Qu'est-ce que cet engouement dit de l'évolution de l'art aujourd'hui et des attentes du public en la matière ?

Les générations changent, les mouvements artistiques aussi. Celui que l'on appelle "street-art" est sûrement celui qui a grossi le plus rapidement, et à travers le monde, grâce aux nouvelles technologies, aux réseaux sociaux, aux partages instantanés, et malheureusement aussi à cause des actualités mondiales. Le revers de la médaille est que cela pousse les artistes à se surpasser pour répondre à une demande toujours plus grande de ce public. Des défis artistiques fatigants mais dont nous raffolons tous. Quant aux attentes du public, je ne les connais pas. Sauf peut-être le plaisir de croiser, sur leur parcours quotidien, quelque chose qui leur change les idées même un court instant, une brève émotion.

En Île-de-France, l'accès à la culture demeure encore très inégal. Comment peut-on pallier les inégalités entre les villes ?

Peut être en facilitant les accès... « Si tu ne vas pas à l'art, l'art viendra à toi. » Je n'ai pas de solution à proposer,

« Je ne suis pas arrivé au street-art, dit-il. Il est arrivé à moi ». Comme beaucoup de jeunes de sa génération et de son milieu, ses premières interventions dans la rue remontent à la fin des années 80. Le tag et le graffiti étaient un moyen d'expression innovant. Il peint en s'inspirant de sa vie quotidienne, de ce qui se passe en France et dans le monde. Et la matière ne lui manque pas.

juste une histoire à raconter : j'ai travaillé pendant 3 ans avec une association qui organisait un concours artistique en milieu scolaire dans plusieurs académies de France. Pour ma part mes ateliers se déroulaient dans des établissements de la région parisienne. Les artistes étaient principalement des artistes de rue, graffeurs, pochoiristes et autres, issus du même milieu que les élèves. Les élèves perturbateurs du début de l'atelier étaient les plus créatifs et les plus impliqués à la fin de celui-ci, et certains ont été lauréats du concours.

En tant qu'artiste, qu'attendez-vous des pouvoirs publics pour vous épauler dans votre création ?

Je n'en attends rien au sens où je créerai toujours, quoiqu'il arrive, avec les moyens que j'ai. Mais effectivement, ce qui pourrait faire avancer les artistes serait de disposer d'espaces de travail, d'ateliers d'artiste. Mais les places sont très rares, voire inexistantes.

Une région dynamique qui fourmille de grands projets

L'avenir de l'Île-de-France se décline aussi avec tous ces grands projets qui s'apprêtent à naître, partout sur notre territoire régional. Ces grands projets concernent les domaines sportif, économique, universitaire, les transports et façonneront l'aménagement de notre territoire. Songeons d'abord au Grand Stade de Rugby. Bien plus qu'un projet de reconversion de l'ancien hippodrome de Ris-Orangis ou qu'un nouveau stade pour la Fédération française de rugby, il s'agira d'un véritable village de loisirs autant que d'un cluster autour des métiers du sport. Le projet d'aménagement autour du stade va permettre la création d'une nouvelle centralité dans le Sud francilien. Songeons aussi aux opportunités considérables liées au projet de Campus Condorcet à la Plaine-Saint-Denis, qui vise à doter les sciences humaines et sociales d'un campus d'envergure internationale ou bien au projet de Campus Grand Parc à Villejuif qui va renforcer le développement du pôle de santé à vocation internationale de la Vallée scientifique de la Bièvre ou encore à la future gare TGV d'Orly. Tous ces grands projets – et quantité d'autres – sont autant de symboles du dynamisme de notre région et autant de raisons d'avoir confiance dans l'avenir de l'Île-de-France. Ils sauront fédérer toutes les énergies et tous les Franciliens et participent à la construction d'une identité commune pour notre région.

GRANDS PROJETS

TRANSPORTS, SCIENCES, LOISIRS, CULTURE



@Misty-Flickr

Le Velodrome olympique de Londres

EN ÎLE-DE-FRANCE, LES JEUX, ON EN VEUT!

L'espoir de voir se dérouler les Jeux Olympiques et Paralympiques dans notre région n'est pas illusoire. Mobilisons-nous et notre candidature pourra émerger.

Pour l'Île-de-France, la première médaille olympique... serait justement de réussir à remporter l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024. Or cette première réussite ne pourra se faire sans une mobilisation citoyenne autour du projet. Et outre de l'or, de l'argent et du bronze, on a tout à gagner à croire en cette aventure. Dans une société marquée par la difficulté à se réunir autour de projets communs, l'organisation des Jeux s'avère une formidable opportunité de créer un vrai moment de vivre-ensemble. À une jeunesse en demande de projets, elle propose de l'engagement citoyen, la mobilisation des énergies, le bouillonnement des idées. L'histoire l'a en effet montré : sans mobilisation citoyenne et soutien populaire, une candidature a peu de chance d'émerger.

Tous favorables aux JOP!
Par ailleurs, les Jeux seraient l'occasion d'un afflux considérable de touristes sur le territoire francilien. L'opportunité, non seulement de ressources économiques supplémentaires pour la région mais également la possibilité de proposer une programmation culturelle d'exception destinée à nos visiteurs mais aussi à tous les Franciliens. Bref, au delà d'un véritable temps festif autour du sport, l'organisation de cet événement d'envergure mondiale permettrait aussi à l'Île-de-France de porter et de personnifier

2024, PRÊTS? PARTEZ!
Nous sommes tous mobilisés pour soutenir la candidature de Paris Île-de-France aux Jeux olympiques et paralympiques de 2024. Soyons d'ores et déjà prêts à travailler à l'organisation de ces jeux.

un véritable projet de société. Et pour les citoyens franciliens d'éprouver un sentiment de fierté collective lié au territoire qu'ils incarnent. La candidature retenue pour l'organisation des Jeux sera révélée en septembre 2017 à Lima. Nous devons y œuvrer ensemble, derrière les sportifs français qui portent cette candidature. D'ailleurs, selon une enquête de l'Institut régional de développement du sport (IRDS) réalisée au lendemain des JOP de Londres, 85% des Franciliens se déclarent favorables à une candidature française aux JOP.

L'Île-de-France, visage des Jeux

Qui dit Jeux Olympiques dit nécessairement structures nouvelles pour les accueillir. Bien sûr, riche de nombreux équipements sportifs, Paris 2024 peut notamment se prévaloir de lieux d'exception comme le Stade de France, l'hippodrome de Longchamp ou encore le Vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines. Mais si la candidature de Paris était retenue, elle signifierait la mise en chantier de nouveaux espaces pour accueillir les épreuves et les sportifs. Ainsi le village olympique devrait-il normalement être hébergé en Seine-Saint-Denis. L'emplacement d'un centre aquatique, un stand de tir et de salles multisports restent également à définir. Un grand stade de rugby sera construit dans l'agglomération Évry-Essonne. Une chose est sûre : les Franciliens en sortiraient gagnants. Ils en sont d'ailleurs conscients. D'après l'enquête de l'IRDS, parmi les points forts d'une candidature française aux JOP, 53% pointent la création d'emplois et 43% l'amélioration des infrastructures. L'impact positif des Jeux se fera sentir bien après que la flamme olympique aura cessé d'illuminer le ciel francilien.

AVIS À TOUS LES AMATEURS

La pratique sportive amateur en Île-de-France est très encouragée. Et cela continuera. Avec près de 20 000 clubs, chaque francilien doit pouvoir trouver basket à son pied.

Patrick Vieira a shooté dans ses premiers ballons au F.C. Trappes. La judoka Audrey Tcheuméo a fait ses armes au club de Villemomble quand Gaël Monfils montait au filet au Tennis Club de la Porte de Charenton. Si tout le monde n'est pas promis à une carrière aussi éclatante, il n'empêche que "sport" et "Île-de-France" – même s'ils ne riment pas – sont des mots qui vont très bien ensemble. Selon les chiffres de l'Institut régional de développement du sport (IRDS), en 2013, 62% des Franciliens de 15 ans et plus déclarent pratiquer une activité sportive régulière. Les champions : les habitants des Yvelines qui sont 69% à se dépenser au moins une fois par semaine tout au long de l'année. Avec 2,4 millions de licenciés, l'Île-de-France représente 15% des licences françaises. Et avec ses 19300 clubs, elle compte pour 12% de l'ensemble de la jauge hexagonale.

Le sport, c'est la santé
Dans une logique de santé publique, mais aussi parce qu'il est symbole de loisir et de détente, la Région encourage la pratique sportive amateur. Une façon de valoriser le travail des plus de 800 000 bénévoles qui s'investissent dans les clubs franciliens, via notamment des conventions et un soutien financier apporté aux événements sportifs. Parce qu'un talent mérite d'être

GYM POUR TOUS!
La Région se tournera vers ses communes et ses départements pour qu'une offre de cours de gymnastique soit proposée dans les parcs et jardins, à toutes les Franciliennes et Franciliens qui désirent garder la forme... Ensemble.

encouragé, Il faut aussi soutenir les jeunes franciliens dans leur parcours sportif. Des chèques TranSport émis par la Région participent déjà aux frais de déplacements de jeunes lors de compétitions officielles de niveau régional.

Et le handisport?
Et parce que le sport doit être un loisir accessible à tous, il convient de l'ouvrir encore plus largement aux personnes en situation de handicap. En la matière, des progrès restent à faire. Dans une étude de 2010, l'IRDS souligne ainsi que le taux de

Le sport dans la ville

Il n'y a pas que le gymnase dans la vie! Et si la ville était un terrain de sport géant? C'est ce que semble penser les 18-29 ans qui, dans une enquête de 2012 de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme (IAU) d'Île-de-France sont 44% à déclarer pratiquer une activité sportive dans l'espace public (rue, parc...) Avec le sport urbain, la pratique s'invite dans la cité. Parkour, skate board, street golf... Les possibilités sont nombreuses et plus ou moins encouragées par les collectivités.

Il n'empêche : au Pré Saint-Gervais/ Les Lilas, on peut rallier le club de polo-vélo qui, contrairement à son homologue ne nécessite pas un équidé mais juste une bonne bicyclette. À Paris, Pink Parkour se propose d'initier les femmes à cette activité. Et que dire de la rampe située dans le parc départemental du Plateau à Champigny-sur-Marne, plébiscitée par Taïg Khris, le champion du monde de roller, qui la décrit comme l'une des plus belles rampes du monde?

pénétration de la pratique sportive au sein de la population handicapée francilienne se situerait aux alentours de 8 sur 1000... contre 15 pour 1000 de moyenne nationale. Accessibilité des structures, renforcement de la formation des éducateurs sportifs, amélioration de l'information, rénovation d'équipements sportifs, acquisition de véhicules adaptés à la pratique sportive des personnes en situation de handicap sont autant de pistes qui seront exploitées. Et ainsi permettre à chaque Francilien de pratiquer l'activité qui lui convient.



Championnat de France de BMX, Massy dans l'Essonne, 2013



Jeux paralympiques de Londres

@Tom Pages-Flickr



© B. Loyseau

Aladji Ba et son guide Denis Augé

INTERVIEW Aladji Ba

Sprinter double médaillé paralympique*

Notre région performante

Au-delà d'être un espace où se dépenser, que représente le sport pour vous ?
C'est une façon de faire passer un message : même avec un handicap, faire du sport est possible. Le sport m'a permis de vivre une expérience extraordinaire. Aujourd'hui, j'ai envie de montrer aux jeunes que le sport offre des opportunités. C'est aussi une formidable école de la vie : un lieu de dépassement de soi où l'on apprend à contourner les difficultés, un espace de citoyenneté qui implique de respecter celles et ceux avec lesquels on est en contact (coéquipiers, entraîneurs, arbitres, public...).

Quelles sont vos attentes en matière de sport de haut niveau ?

Notre région est performante. Elle concentre une diversité d'installations, un grand nombre d'athlètes et d'entraîneurs, des clubs en quantité et une belle représentativité des disciplines, à l'exception naturellement des sports nautiques et de haute montagne ! Mais, nous manquons d'infrastructures pour les compétitions européennes et internationales, et leurs publics. Prenez le cas du basket-ball ou du handball, les communes de banlieue sont dans l'impossibilité d'accueillir des matchs de Coupe d'Europe. Aujourd'hui, certaines rencontres de handball se tiennent à la Halle Carpentier, faute de salles adaptées en Île-de-France. Autre exemple. La région est bien dotée en pistes d'athlétisme mais trop peu d'entre-elles sont homologuées, ce qui est un frein dans la tenue de compétitions ne serait-ce que nationales.

Parlons du sport de loisir. Quels sont les enjeux pour demain ?

Les grands événements non compétitifs sont très fédérateurs et donnent envie aux Franciliens de pratiquer un sport. *La Parisienne* en est la preuve. Qui a dit que les femmes n'aimaient pas la course à pied ? Cette manifestation est un phénomène incroyable. Et si l'on misait sur la création d'événements "plaisir", sur la convivialité et l'esprit de communauté du sport de loisir... Enfin, le sport santé est une approche qui mériterait d'être davantage encore développée, y compris en milieu scolaire. La sédentarité et l'obésité sont des problèmes de santé publique contre lesquels nous pouvons lutter, pour partie, grâce à une pratique sportive.

Double médaillé paralympique*, Aladji Ba totalise pas moins de 12 titres de champion de France sur les 100, 200 et 400 mètres. Rencontre avec ce sprinter d'exception, non-voyant depuis l'âge de 5 ans, qui est aussi un passionné de sport et un homme d'engagement.

Vous soutenez la candidature de Paris aux Jeux Olympiques de 2024. Pourquoi ?

Pour l'événement en lui-même, qui est sans égal. C'est une effervescence en soi. C'est magique ! Mais aussi pour ses à-côtés... et là, je pense au handicap. Toutes les villes qui ont organisé les Jeux ont amélioré l'accessibilité de leurs lieux sportifs, des espaces publics et des transports en commun. Toutes les personnes en situation de handicap ne peuvent qu'en ressortir gagnantes !

«LES FRANCILIENS AIMENT LE SPORT. ORGANISER LES JOP A PARIS SERAIT UNE TRÈS BELLE OCCASION DE L'ACCUEILLIR ET DE LE PARTAGER.»

* Sydney en 2000 et Athènes en 2004



L'ACCUEIL DE TOUS UNE VALEUR DE TOUTE LA GAUCHE

Au bord de la vie

Porte de Saint-Ouen, des réfugiés syriens vivent sur le trottoir en attendant des solutions de logement.

« Nous sommes en train de vivre en marge de la vie. Toujours nerveux, nous avons peur pour nos enfants, nous ne savons plus où aller ni quoi faire. Notre parcours ressemble à celui de tous les autres, partis de Homs, pour le Liban puis l'Égypte, l'Algérie, l'Espagne et la France. Ma femme, enceinte de 8 mois et moi sommes arrivés il y a un an et nous avons été parmi les premiers installés dans le parc de Saint-Ouen. Mon fils, Ismaël, est né ici. Regardez autour de vous. Qu'est-ce que vous voyez ? Des enfants mangent à même le sol, il y a les maladies qui arrivent comme la gale. Comment peut-on vivre comme cela, sur le bord d'un trottoir. En Syrie, J'étais entrepreneur et j'ai tout perdu en fuyant la guerre et je la retrouve ici entre les gens. Comment peut-on supporter de vivre, en marge de la vie », répète Yahia, installé avec sa famille porte de Saint-Ouen. Ce cri de détresse est le même aux quatre coins de la France. Face à la situation intolérable de ces réfugiés, au chaos et aux associations débordées par l'urgence, une seule question se pose : comment peut-on laisser faire ? Bien avant que les Français ne basculent favorablement pour l'accueil des réfugiés, Claude Bartolone, candidat aux prochaines élections régionales l'a martelé, « ces réfugiés ne viennent pas pour prendre notre boulot, ils viennent pour sauver leur peau ». Et il a bien l'intention de s'engager dans la réalisation de plans d'accueil, d'orientation et d'accompagnement des réfugiés, de distribution de livrets multilingues et de mise en place de points d'informations.

Réfugiés syriens. Il n'y a pas d'eau courante dans les tentes mais elle est fournie à différents points autour du camp Yayladagi 2 (photographie réalisée le 17 février 2012 à Yayladagi, dans la province de Hatay en Turquie)

Une Île-de-France humaine

©Bram Goets/Picuretank

DÉCIDER ENSEMBLE DE L'AVENIR DE L'ÎLE-DE-FRANCE

En décidant d'impliquer plus les Franciliens dans les choix qui les concernent, Claude Bartolone lance un nouveau défi à l'Île-de-France : devenir la région la plus démocratique au monde.

Le 25 mai 2014, bon nombre de Berlinois respiraient. Non, l'ancien aéroport de Tempelhof, devenu une zone de loisirs plébiscitée par les habitants, ne verrait pas un tiers de sa surface amputé par des projets immobiliers municipaux. Réunissant le quorum suffisant pour contraindre le maire à organiser un référendum, ils ont voté à 65% contre le réaménagement de Tempelhof. La participation ayant été suffisante, le vote a pu être validé. Résultat : on peut toujours se lancer dans de folles virées à vélo sur les anciennes pistes d'atterrissage. L'exemple berlinois le prouve : à l'heure où les citoyens sont mieux informés et veulent être plus impliqués dans les décisions qui les concernent, la démocratie ne peut plus se contenter d'être tout simplement représentative. Elle se doit de les consulter davantage. Le niveau régional constitue l'échelon idéal pour mettre en chantier ces initiatives. Fort de cette conviction, Claude Bartolone ambitionne de faire de l'Île-de-France la région la plus démocratique du monde.

Retrouver la confiance
« Ne décide plus pour moi, mais avec moi. » Un tel changement dans le fonctionnement démocratique a de nombreux mérites. Il œuvre à la restauration d'une confiance parfois abîmée entre la population et les élus. Il permet aussi aux politiques de bénéficier d'une expertise de terrain jamais exploitée. Or, qui mieux que les Franciliennes et les

Franciliens peut porter le regard le plus juste sur les services qu'ils utilisent au quotidien ? Claude Bartolone pose les jalons de cette nouvelle forme de gouvernance : son programme est conçu à partir d'une consultation citoyenne par courrier, sur le web et par téléphone. Il a ainsi sollicité l'avis des citoyens, en leur demandant de choisir parmi ses grandes orientations et de donner leur avis. Dans le même temps, des associations, des entrepreneurs, des acteurs culturels, des leaders d'opinion régionaux, etc. ont été réunis pour apporter également leur pierre à l'édifice. Le projet que nous vous présentons ici intègre toutes ces contributions. C'est ce qui le rend si précieux. Continuons ensemble. Le mouvement est lancé.



Pour élaborer son projet, Claude Bartolone a choisi de consulter les Franciliennes et les Franciliens

Référendum citoyen, votez !

Actuellement, pour faire entendre sa voix, le citoyen doit attendre... La prochaine échéance électorale.

Or il revendique légitimement le droit d'avoir des choses à dire dans l'intervalle. Claude Bartolone s'engage à soumettre à un référendum citoyen les projets ayant des conséquences sociales, économiques et environnementales particulièrement importantes pour la Région et de nature à susciter de

très fortes oppositions. Par ailleurs, le droit d'interpellation citoyenne sera renforcé. Si une pétition, soutenue par 20 000 signataires, est déposée, la question qu'elle soulève sera nécessairement inscrite à l'ordre du jour de la Région. Un jury citoyen composé de Franciliens, tirés au sort, sera désigné pour émettre un avis. Si l'avis est positif, une consultation sera organisée.



Et si vous choisissiez les projets ?

8 millions d'euros pour des aménagements cyclables supplémentaires, la création d'une quarantaine de fontaines à boire... Tels sont certains des projets développés à Paris dans le cadre du budget participatif 2015. Claude Bartolone étendra l'initiative à l'ensemble de la région. Il souhaite en effet que 5% du budget d'investissement de la Région fasse l'objet d'un vote participatif (hors transports).

Tous les Franciliens pourront y participer, sans réserve d'âge ou de nationalité. Par ce scrutin, ils seront invités à faire émerger les projets leur semblant les plus dignes d'intérêt et relevant des attributions de la Région. Des réunions citoyennes dans toute l'Île-de-France leur donneront, en amont, la possibilité de discuter des projets proposés. L'occasion, pour chacun, de défendre les projets qui lui tiennent à cœur.



Une vue du ciel de l'Île-de-France rurale

Ici on évalue !

L'évaluation des services publics doit être faite par ceux qui les utilisent ! C'est le principe de la nouvelle Conférence citoyenne permanente qui sera créée à cet effet. Elle sera composée d'habitants venus des quatre coins de l'Île-de-France et tirés au sort. Son fonctionnement ? Chaque année, pendant deux week-end, des femmes et des hommes de tout âge, habitants en zone rurale, urbaine ou périurbaine, salariés, étudiants, retraités, chômeurs, ouvriers, artisans,

se réuniront pour évaluer les politiques régionales. Des objectifs en matière d'accueil et de qualité des services seront fixés. Après avoir suivi une courte formation, et consulté différents experts, les membres de cette assemblée citoyenne attribueront, de la même manière qu'une agence de notation, une appréciation sur le résultat obtenu par rapport à chaque objectif poursuivi, et détermineront, ensemble et si besoin, une action prioritaire à mener pour l'année suivante.



➤ Nos propositions

➤ Dans les transports, on accélère!

POUR UNE VIE MOINS DÉPENDANTE DE LA VOITURE

1) LE 24H/24 - La Région augmentera progressivement l'offre de service sur les métros, RER et Transilien, pour aboutir, d'ici les Jeux olympiques, à un réseau 24h sur 24 dans Paris, la Petite couronne et la Grande couronne. Nous renforcerons également l'offre des Noctiliens.

2) UN PASS NAVIGO + - Désormais à tarif unique, le Pass Navigo va évoluer encore. Ses fonctionnalités seront étendues et donneront accès à d'autres services de mobilité tels qu'Autolib', le covoiturage, les parkings relais... Quant aux voyageurs occasionnels, la Région leur proposera une tarification spécifique.

DES TRAINS À L'HEURE, C'EST INDISPENSABLE

3) AUTOMATISATION - Après la 14, la 1 et la 4 (qui va être lancée), la Région s'engage à automatiser les lignes 11 et 13 du métro. Côté RER et Transilien, la Région généralisera à toutes les lignes et sur tous leurs tronçons le pilotage automatique avec conducteur, aujourd'hui prévu pour le seul RER A sur son seul tronçon central.

4) MODERNISATION DU RÉSEAU - La Région réclamera à l'État les 800 millions d'euros par an pendant 10 ans nécessaires à la remise à niveau du réseau ferré francilien (rails, caténaires, aiguillage...). Le calendrier de renouvellement des matériels roulants sera accéléré: fin du renouvellement de la totalité des trains RER avec priorité aux RER B, D, puis C, Transilien et vieux tramways (T1, etc.), avant la fin de la mandature.

DES TRANSPORTS PLUS SÛRS, C'EST IMPÉRATIF

5) UNE POLICE DES TRANSPORTS - Pour plus de sécurité, la Région mettra en place une véritable police des transports, c'est-à-dire un corps unique regroupant tous les agents de sûreté des opérateurs. Pour plus d'efficacité, elle instituera aussi un centre de supervision et de décision unique rassemblant tous les postes de contrôle des opérateurs, de la police et de la gendarmerie.

6) PLUS DE SÉCURITÉ LE SOIR - À partir de 21h, la présence humaine sera renforcée sur le réseau du métro, des RER et Transilien. La Région mettra en œuvre le principe "arrêt à la demande" sur les bus, et notamment les Noctiliens qui disposeront de la présence d'un agent de sûreté.

7) VIGILANTS ENSEMBLE - La Région fera inscrire sur le Pass Navigo, dans les rames de métro et de RER ainsi que dans les bus, le numéro d'urgence (appel et SMS) pour toute agression ou agissement sexiste.

8) CAMPAGNE DE PRÉVENTION - La Région financera des campagnes de prévention et de sensibilisation. Elles rappelleront, entre autres, les peines encourues par ceux qui commettent de tels délits.

INVENTER LE MÉTRO CONNECTÉ

9) 3G et 4G PARTOUT! - Dans notre société hyper connectée, l'information doit être disponible partout. La 3G et la 4G seront accessibles non seulement en stations et gares mais aussi dans les tunnels du réseau francilien.

10) UNE APPLI MOBILITÉ - État de fonctionnement d'un ascenseur, d'un escalier roulant... L'accès à ces informations en temps réel sera permis par une nouvelle appli, notamment pour répondre aux besoins des personnes à mobilité réduite.

POUR LES FRANCILIENS DE LA GRANDE COURONNE

11) INVESTIR POUR LA GRANDE COURONNE - Les lignes 17 et 18 seront lancées et le calendrier de prolongement de la ligne 18 accéléré. Le prolongement d'EOLE, le tram-train Évry-Massy-Versailles, la tangentielle Nord et Ouest, le prolongement du T7, seront nos priorités. Des lignes de bus en site propre et à haut niveau de service seront ouvertes sur les grands axes.

12) 1000 CHAUFFEURS POUR LA GRANDE COURONNE - Ces 1000 chauffeurs permettront de renforcer l'offre et d'atteindre un standard de qualité de service sur les principales lignes OPTILE pour garantir un bus au moins toutes les 15 minutes de 6h à minuit, 7 jours sur 7.

13) BUS PROPRE - Un plan de renouvellement de la flotte par des bus hybrides, puis 100% électriques, sera mis en œuvre en Grande couronne (Réseau OPTILE).

14) DES HUBS, PÔLES D'ÉCHANGES MULTIMODAUX - Toutes les gares vont devenir de véritables pôles permettant aux voyageurs de profiter de plusieurs modes de transport sur un même lieu (vélos, parkings, bus et trains).



75 ➤ À Paris, Marie-Pierre de La Gontrie et Pierre Kanuty



77 ➤ En Seine-et-Marne, Roseline Sarkissian et François Kalfon



78 ➤ Dans les Yvelines, Sandrine Grandgambe et Benoît Hamon



91 ➤ Dans l'Essonne, Carlos Da Silva et Hella Kribi-Romdhane



92 ➤ Dans les Hauts-de-Seine, Nadège Azzaz et Roberto Romero



93 ➤ En Seine-Saint-Denis, Claude Bartolone et Viviane Romana



94 ➤ Dans le Val de Marne, Julien Dray et Dominique Barjou



95 ➤ Dans le Val d'Oise, Rachid Temal et Elvira Jaouen



➤ Les candidats

Les deux premiers de chaque liste départementale

15› ME GARER À LA GARE - Les places de parking autour des gares en Petite et Grande couronnes sont insuffisantes. Pour encourager les Franciliens à prendre les transports en commun, l'offre de places de parking autour des gares sera renforcée.

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE GARES POUR LE GRAND PARIS

16› DES USAGES NUMÉRIQUES

- Les nouvelles gares permettront l'accès à tous les services numériques : Internet mobile haut débit, relais e-commerce...

17› DES GARES ÉCOLOGIQUES - Les accès vers les modes doux (particulièrement le vélo) seront sécurisés et généralisés.

18› DES TRAJETS FACILES - D'une ligne à une autre, les correspondances seront simples, claires et rapides.

19› DE NOUVEAUX SITES INDUSTRIELS

- Ces sites permettront de garantir une meilleure maintenance des matériels roulants pour les rendre plus fiables et plus sûrs. 1000 emplois directs seront ainsi créés.

› Faut que ça roule!

LA VOITURE, MAIS AUTREMENT

20› ACCOMPAGNER LA SORTIE DU DIESEL

- La Région accompagnera la sortie du diesel en Île-de-France en proposant une "prime régionale à la casse" pour tous les propriétaires d'un véhicule diesel professionnel ou utilitaire.

21› REMISE À NIVEAU DES ROUTES

- En plus des projets prévus dans le cadre du Contrat de plan État-Région (CPER) pour l'entretien des routes et la suppression des principaux points noirs en Île-de-France, la Région passera un véritable contrat de service avec l'État. L'effort portera en particulier sur un meilleur partage de la route (bus express, covoiturage...), la propreté des abords et l'utilisation des outils numériques pour l'information en temps réel des automobilistes.

22› EMBOUTEMENTS - La Région encouragera les nouveaux modes de travail pour réduire les bouchons. Le Conseil régional accélèrera le développement d'espaces de coworking et incitera financièrement les entreprises qui souhaitent engager des plans d'action "télétravail".

LES MOBILITÉS DOUCES

23› L'AUTOPARTAGE PARTOUT ET POUR TOUS - Claude Bartolone s'engage à déployer, partout dans la région, un service d'autopartage de voitures électriques en libre-service sur le modèle d'Autolib'. Des bornes de rechargement seront installées pour les particuliers sur l'ensemble du territoire de l'Île-de-France.

24› 2 FOIS PLUS DE PISTES CYCLABLES - La Région s'engage à doubler la longueur des pistes cyclables dans les 10 ans.

25› GÉNÉRALISATION DES VÉLIGOS DANS TOUTES LES GARES - Équipées d'un système de vidéosurveillance, ces consignes à vélo sont dotées d'arceaux permettant d'accrocher le cadre et les roues de la bicyclette pour plus de sécurité. Le Pass Navigo permet d'y accéder. La Région les généralisera dans toutes les gares.

› Logement, il y a urgence!

DROIT AU LOGEMENT

26› PAS DE MIXITÉ SOCIALE, PAS D'AIDE RÉGIONALE - Les lois Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) puis Duflot 1 imposent à chaque commune un quota de 25% de logement social au sein de son parc de logements. Ce sont de grandes lois de mixité sociale... Hélas pas toujours respectées. Désormais, les maires qui ne se conformeront pas à leur obligation de construire du logement social, ne recevront plus de subventions de la Région.

27› UNE AUTORITÉ RÉGIONALE DU LOGEMENT - Cette nouvelle autorité organisatrice sera chargée d'assurer une répartition cohérente des logements par territoire pour que l'offre réponde enfin aux besoins des Franciliens.

28› UNE POLITIQUE DU LOGEMENT À VISAGE HUMAIN - Claude Bartolone placera au cœur de sa politique du logement des publics prioritaires comme celui des jeunes, des personnels de santé qui ont des horaires décalés, des familles monoparentales ou encore des femmes victimes de violences.

29› ASSOCIATION DES ACTEURS - La Région mettra en place un véritable partenariat avec les CFA pour la construction de logements réservés aux apprentis.

LOGEMENT: CHOISIR ET NON PAS SUBIR

30› ENCADREMENT DES LOYERS - Claude Bartolone s'engage à défendre le déploiement du dispositif d'encadrement des loyers, aujourd'hui limité à Paris, à l'ensemble du territoire francilien.

31› GARANTIE LOCATIVE - Actuellement, les cautions locatives en place sont restrictives. Claude Bartolone s'engage à étendre ce dispositif à tous les jeunes, qu'ils soient ou non étudiants, afin de lever les freins à l'accès au logement.

ACCÉLERER LA RÉNOVATION ÉNERGETIQUE

32› LUTTER CONTRE L'HABITAT INSALUBRE - L'action de la Région se concentrera aussi sur le bâti existant, à travers la lutte contre l'habitat insalubre et la précarité énergétique.

33› + DE BÂTIMENTS À ÉNERGIE POSITIVE - La Région s'engage à réduire de 50% la précarité énergétique en Île-de-France d'ici la fin du mandat.

› Santé et accessibilité

FAIRE RECULER LES DÉSERTS MÉDICAUX

34› LA SANTÉ PRÈS DE CHEZ VOUS - La Région mettra en œuvre un plan régional de lutte contre les déserts médicaux. Dans ce cadre, elle renforcera l'installation regroupée de professionnels de santé dans des Maisons de Santé. Objectif : la santé à moins de 15 minutes de chez vous.

35› AIDE À L'INSTALLATION DES JEUNES MÉDECINS - Le programme régional d'incitation à l'installation de médecins dans les déserts médicaux sera renforcé par une aide pour les praticiens en secteur 1.

36› EN FAIRE PLUS POUR LES MÉTIERS DE LA SANTÉ - Mieux se soigner, c'est aussi avoir à côté de chez soi des professionnels de santé bien formés. La Région renforcera son offre de formation à destination des infirmiers, des sages-femmes, des ambulanciers, des éducateurs de jeunes enfants et tous les métiers médico-sociaux. Les bourses de formation sanitaires et sociales seront réévaluées pour rendre ces métiers, indispensables au bien-être de tous et non délocalisables, encore plus attractifs.

VIVRE SON HANDICAP

37› MISE EN ACCESSIBILITÉ DES TRANSPORTS - Le mouvement de la mise en accessibilité des transports sera accéléré : dès 2016, des travaux seront prévus dans près de 40 nouvelles gares.

VIVRE LE PLUS LONGTEMPS POSSIBLE CHEZ SOI

38› UNE RÉGION SOLIDAIRE AVEC SES AÎNÉS - La Région s'engagera dans l'aménagement de logements privés pour les adapter au vieillissement.

39› SOUTENIR LES MALADES D'ALZHEIMER - La Région développera des Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) spécialisés dans l'accueil des malades Alzheimer.

› Une région à énergie positive

LUTTER CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

40› POUR UNE ÉCOTAXE RÉGIONALE POIDS-LOURDS EN TRANSIT - Claude Bartolone défendra la création d'une écotaxe régionale pour les poids-lourds en transit sur le territoire de l'Île-de-France. Le fruit de cette taxe sera entièrement consacré aux investissements pour les transports du quotidien.

41› HUBS LOGISTIQUES - La Région incitera à la création de hubs logistiques à ses frontières. Ils permettront de décharger notre territoire et de réduire les émissions polluantes.

L'AIR ET LE BRUIT, ENJEUX SANITAIRES MAJEURS

42› HALTE AU BRUIT - Pour agir contre la pollution sonore, la Région abondera le dispositif d'aide à l'insonorisation des logements et équipements situés dans les plans de gêne sonore des trois grands aéroports franciliens.

43› ÉDUQUER, LA CLÉ - Une Île-de-France plus saine passe par l'éducation à l'environnement. La Région poursuivra le financement des projets associatifs qui œuvrent en ce sens.

L'AGRO-ÉCOLOGIE EN MARCHÉ

44› UNE CEINTURE MARAÎCHÈRE EN GRANDE COURONNE - Pour favoriser le droit au

“bien manger” et le “made in Île-de-France”, la Région créera une ceinture maraîchère en grande couronne pour permettre aux Franciliens de consommer local et à l'agriculture francilienne de se développer. Les cantines de nos lycées se fourniront dans ces fermes à taille humaine.

45> SOUTENIR L'AGRICULTURE - Claude Bartolone s'engage à soutenir durablement l'agriculture en partenariat avec les chambres d'agriculture mais aussi l'agro-écologie et les coopératives agricoles. Ce soutien s'exprimera notamment à travers la redistribution de fonds européens dédiés.

46> DIVERSIFIER L'AGRICULTURE - La Région mènera une politique globale en direction des agriculteurs franciliens. Les circuits courts seront favorisés.

47> UNE LABELLISATION RENFORCÉE - Les labels “Saveurs Paris Île-de-France” et “Produits d'ici Cuisinés ici” seront renforcés.

48> FACILITER L'INSTALLATION - Claude Bartolone poursuivra l'installation d'agriculteurs sur le territoire, notamment dans le domaine du bio, via une politique d'acquisition foncière. L'objectif fixé est de parvenir à 15 installations de jeunes agriculteurs par an.

49> FAVORISER LA POLY CULTURE - La Région s'inscrit dans un programme d'acquisition de terres agricoles mises à disposition d'agriculteurs qui s'inscrivent dans une démarche de polyculture.

50> DÉVELOPPER LES FERMES URBAINES - La Région encouragera les projets d'installation de micro-structures agricoles en ville, les fermes urbaines.

VERS L'AUTONOMIE ÉNERGETIQUE

51> EN ROUTE VERS LE TOUT RENOUVELABLE - La Région fixe l'objectif de 50 % d'énergie renouvelable dans la consommation finale d'ici 2030 et de 100 % de chaleur renouvelable et de récupération.

52> PLAN SOLAIRE - Un plan solaire régional sera mis en place. Il favorisera notamment l'autoconsommation d'énergie solaire, à travers l'aide à l'investissement.

53> DÉVELOPPER LES ÉCO-COMPAGNONS - Intégrés aux dispositifs des emplois tremplins et des emplois d'avenir, les éco-compagnons sont formés sur les questions environnementales et énergétiques. Ils accompagnent les particuliers pour déterminer, en fonction de leurs besoins, les solutions énergétiques durables les plus avantageuses. Leur développement sera favorisé.

LE POUVOIR À CEUX QUI ONT LES SOLUTIONS

54> SOUTENIR LES ENTREPRISES VERTES - Les entreprises vertes constitueront une priorité au sein de la future stratégie régionale de développement économique.

55> UN GRAND PLAN POUR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET COLLABORATIVE - L'écologie n'est pas une contrainte mais une chance pour notre économie. Un grand plan de soutien à l'économie circulaire et collaborative sera mis en place.

LA FORÊT SORT DU BOIS

56> RECONQUÊTE DES ESPACES NATURELS - La Région renforcera les fonctions du territoire non-urbanisé francilien. Objectif : le préserver et permettre sa réappropriation par les habitants.

57> VALORISER LES RESSOURCES - La Région mettra en place, dans ses forêts régionales, un plan bois francilien pour tirer tous les bénéfices environnementaux des zones forestières d'Île-de-France.

Égalité républicaine

RÉUSSIR PAR SON TALENT PLUTÔT QUE PAR SA NAISSANCE

58> DROIT À UNE SECONDE CHANCE - Pas un enfant ne doit rester au bord de la route. La Région lancera un plan Réussite dans les lycées et les CFA pour faire reculer l'échec scolaire. Objectif : zéro décrocheur.

59> LES LYCÉES EN 6 ANS - De nouvelles solutions existent pour bâtir vite et bien. La durée de construction des lycées passera de 9 à 6 ans.

60> UN BUDGET PARTICIPATIF LYCÉEN - Tous les lycées d'Île-de-France seront dotés d'un budget participatif dans la mandature.

61> UN PARCOURS CITOYEN, SPORTIF OU CULTUREL - Chaque lycéen se verra proposer un “parcours d'activité” dans le domaine de la citoyenneté, de la culture ou du sport.

62> UNE PLATEFORME DE STAGES POUR LES LYCÉENS - En fonction de leur naissance, tous les lycéens ne sont pas égaux devant la recherche d'un stage ou dans leur connaissance de l'entreprise. Pour faire reculer cette inégalité, une plateforme de stages sera mise en place à l'échelle de la région.

63> DES LIENS LYCÉES-UNIVERSITÉS - La Région créera des campus universitaires “lycées-facs” pour générer du lien entre le secondaire et le supérieur.

CAP SUR LE DIGITAL

64> 8 ÉCOLES DU NUMÉRIQUE - La Région ouvrira 8 écoles du numérique (1 dans chaque département) proposant des formations aux jeunes désireux de s'engager dans les métiers du numérique.

65> INVESTIR MASSIVEMENT - Former les générations de demain au numérique est une nécessité. Pour mobiliser les investissements nécessaires, la Région signera un accord avec l'État dans le cadre du Plan d'investissement d'avenir sur les services et contenus éducatifs numériques.

66> DÉVELOPPER LES LABORATOIRES D'USAGES DU NUMÉRIQUE - Les laboratoires d'usages du numérique dans le domaine de l'e-éducation seront multipliés pour que chaque jeune puisse avoir accès à une éducation au numérique.

CULTURE ET SPORT POUR TOUS

67> CROISSANCE CULTURELLE - Claude Bartolone s'engage à ce que le budget régional dédié à la culture ne souffre pas du moindre euro de baisse. L'art et la culture sont une priorité régionale.

68> CULTURE ET ARTS AU LYCÉE - La Région mettra en œuvre le programme “Culture et arts au lycée”, permettant de favoriser l'éducation artistique et culturelle au sein de tous nos lycées, avec le recrutement de 100 médiateurs culturels.

69> LA CULTURE DANS TOUS LES TERRITOIRES - Claude Bartolone conclura un pacte de croissance culturelle avec l'État et les territoires sur 3 ans. Ces contrats culturels de territoires vont garantir que l'engagement de la Région ne se fera pas au profit de la baisse d'engagement d'autres collectivités. Pour assurer le suivi de ce pacte, une conférence annuelle régionale des acteurs du secteur culturel sera mise en place.

70> STREET ART - La Région créera un réseau de Street art, permettant la mise en relation entre artistes et supports urbains.

71> INVESTIR DANS LA CULTURE - Afin de développer la création, le 1 % artistique dans les politiques régionales d'investissement sera élargi. Par ailleurs, des conditionnalités culturelles seront incluses dans les domaines d'intervention de la Région Île-de-France.

72> SIMPLIFIER ET CLARIFIER LA POLITIQUE CULTURELLE - Les dispositifs régionaux sont reconnus, il faudra veiller à leur simplification et leur bonne coordination. La PAC (Permanence artistique et culturelle) sera maintenue, les Fabriques

seront amplifiées. Le FRAC (Fonds Régional d'Art Contemporain) disposera de réserves à moyen terme. La Région accompagnera les porteurs de projets artistiques vers l'autonomie économique.

73> SOUTENIR LE COMMERCE CULTUREL - Si la culture n'est pas une marchandise comme les autres, l'accès aux biens culturels pour tous est une nécessité. Un plan en faveur du soutien aux commerces culturels sera mis en place pour aider les artisans d'arts et les créateurs.

74> GARANTIR LES EMPLOIS - La Région favorisera la mutualisation des emplois dans le secteur culturel via des groupements d'employeurs garantissant une rémunération, par les employeurs du secteur, de l'ensemble des heures travaillées.

75> L'ÎLE-DE-FRANCE, NOTRE PATRIMOINE - Si notre région est la 3^e destination touristique mondiale, l'ensemble de son patrimoine naturel et humain n'est pas suffisamment valorisé. La Région va créer un portail francilien du patrimoine afin de l'intégrer dans l'économie touristique.

76> ACCOMPAGNER L'ÉLAN JOP 2024 - Le rayonnement de cet événement mondial doit être une opportunité pour la culture francilienne. Claude Bartolone mettra en place une stratégie culturelle régionale pour la candidature aux JOP 2024. La Région recrutera 1000 jeunes bénévoles qui deviendront les ambassadeurs des JOP. L'ambition régionale sera de faire de ces Jeux olympiques et paralympiques les premiers JOP du développement durable.

77> GYM POUR TOUS - La Région se tournera vers ses communes et ses départements pour qu'une offre de cours de gymnastique soit proposée dans les parcs et jardins, à toutes les Franciliennes et Franciliens qui désirent garder la forme... ensemble.

EN FINIR AVEC TOUTES LES DISCRIMINATIONS

78> VIVRE ENSEMBLE - La Région mettra en place une semaine d'éducation et de lutte contre le racisme, l'antisémitisme, le sexisme et l'homophobie. Le devoir de mémoire sera promu.

79> UN “DÉLÉGUÉ ÉGALITÉ” - Il orientera et accompagnera les candidats ou les salariés qui se sentent victimes de discriminations.

80> PRIME À LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS - Il sera mis en place une clause de prévention et de lutte contre les discriminations dans les procédures de marchés publics régionaux.

81> FORMER, INFORMER - Des “ambassadeurs républicains” seront formés dans les lycées. Un guide des droits et recours en matière de discriminations sera à disposition de tous les citoyens. Le testing sera développé.

82> PORTER L'ÉGALITÉ PARTOUT

- Afin d'assurer le suivi de la politique de lutte contre les discriminations, une vice-présidence régionale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes sera instituée.

83> HÉBERGEMENT D'URGENCE - La Région amplifiera l'effort de création de places d'hébergement d'urgence mais aussi de logements pérennes pour les femmes victimes de violences.

84> UN OBSERVATOIRE DE LA LAÏCITÉ

- Valeur fondatrice de notre République, la laïcité n'en reste pas moins fragile. Un Observatoire de promotion des principes laïcs sera institué.

PARENTS ISOLÉS

85> UNE PLACE EN CRÈCHE POUR VOUS SOULAGER

- La Région s'engage à soutenir les projets de crèches qui développent des aides spécifiques en direction des familles monoparentales, notamment celles qui travaillent en horaires décalés.

86> DES VACANCES POUR TOUS - Bien souvent, avec un seul salaire, les familles monoparentales ne peuvent pas emmener leurs enfants en vacances. Le dispositif spécifique d'aide aux vacances pour les familles monoparentales sera renforcé.

Emploi, faire le pari d'actions innovantes

L'APPRENTISSAGE: UN CAP POUR L'EMPLOI DES JEUNES

87> WE WANT YOU! - La Région mènera une campagne d'information et de sensibilisation avec les missions locales et en lien avec le monde économique pour promouvoir la voie de l'apprentissage.

88> BOOSTER L'EMBAUCHE - La Région conditionnera ses aides régionales à l'embauche d'apprentis et mettra en place des accords régionaux avec les branches professionnelles.

89> DES CFA BRANCHÉS - La Région lancera un plan sur 3 ans d'équipement des CFA, en particulier dans le secteur du numérique et de l'impression 3D. Le dispositif de tablettes pour les apprentis sera généralisé.

90> UN APPRENTISSAGE POUR L'AVENIR

- Claude Bartolone déclare la priorité à l'apprentissage dans les domaines de la transition énergétique, de l'aéronautique et du numérique.

91> SÉCURISER LES PARCOURS - La démarche "qualité de l'apprentissage" qui permet d'éviter

une rupture de contrat en cours de formation sera généralisée. De plus, il y aura un assouplissement de la carte de formation pour ouvrir des formations dans les domaines où de nombreux emplois sont non pourvus.

92> UN ERASMUS POUR LES APPRENTIS

- Dans l'esprit du dispositif Erasmus, le droit à la mobilité internationale pour les apprentis sera développé à travers l'Erasmus des apprentis. La Région y participera activement.

MOBILISATION GÉNÉRALE DE TOUS LES TALENTS

93> FORMATION PROFESSIONNELLE

- La Région apportera son soutien à des formations courtes, gratuites et diplômantes, réalisées en partenariat avec les professionnels des filières concernées. Le taux d'embauche à la sortie de la formation sera un des critères d'évaluation pour l'attribution des aides régionales.

94> 5 000 EMPLOIS-JEUNES RÉGIONAUX

- La Région s'engage à créer 5 000 emplois-jeunes régionaux, permettant à la fois de soutenir l'emploi des jeunes et de répondre au besoin du territoire.

95> ÉGALITÉ DANS L'ENTREPRISE - Dans l'esprit de la loi du 4 août 2014 pour l'égalité entre les femmes et les hommes, la Région s'assurera du respect strict, de la part des entreprises qui candidatent aux aides régionales et aux marchés publics régionaux, de leurs obligations en termes d'égalité professionnelle.

96> TOUTES CRÉATRICES - Partout en Île-de-France, les femmes doivent pouvoir occuper la véritable place qui est la leur, en particulier dans le domaine économique. La Région favorisera la création d'entreprises par les femmes, notamment dans les quartiers populaires, avec des dispositifs renforcés d'accès au crédit.

97> 8 CITÉS DES MÉTIERS - L'Île-de-France est en développement économique permanent. Chacun doit pouvoir en bénéficier. Grâce à un partenariat renforcé avec les acteurs économiques, 8 cités des métiers seront créées, arrimées à des bassins d'emploi en plein essor qui garantiront une formation qualifiante et un emploi durable.

98> PASSEPORT ORIENTATION - La Région mettra en place un passeport de l'orientation (sous la forme d'une plateforme numérique), permettant à chaque jeune francilien d'être accompagné et conseillé dans ses démarches vers la formation et l'emploi.

99> RECONVERSION - La Région agira auprès des grands groupes en accompagnant la reconversion des salariés victimes d'importantes restructurations.

L'université et la recherche

FAVORISER L'INNOVATION ET LA VALORISATION DE LA RECHERCHE

100> UNE NOUVELLE FILIÈRE INDUSTRIELLE

- La Région investira pour permettre la création et la structuration d'une filière française d'instrumentation scientifique.

101> FAIRE PLUS POUR LA RECHERCHE

- La Région créera un bureau d'appui technique pour les réponses aux appels à projets nationaux et européens, afin de rendre du temps de recherche aux chercheurs.

102> SOUTENIR LES CHERCHEURS - La Région investira pour l'acquisition d'équipements scientifiques mi-lourds et lourds et soutiendra la structuration de réseaux de recherche thématiques (développement de coopérations et d'échanges scientifiques et universitaires).

103> CULTURE SCIENTIFIQUE - La Région favorisera partout le dialogue société/scientifiques par la construction de Maisons d'initiatives et de sensibilisation aux sciences (MISS).

104> COOPÉRATIONS ACCRUES

- La Région développera une politique de coopérations et d'échanges scientifiques et universitaires.

105> VALORISER LES JEUNES CHERCHEURS

- La Région financera des allocations de recherche et agira pour la reconnaissance du doctorat et l'insertion professionnelle des jeunes chercheurs.

DÉMOCRATISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET VIE ÉTUDIANTE

106> POUVOIR D'ACHAT ÉTUDIANT - La Région revalorisera le chèque santé à hauteur de 120 € par an pour que chaque étudiant puisse accéder à une mutuelle. Par ailleurs, la Région s'engage à construire 4 000 logements étudiants par an sur la prochaine mandature.

107> PACK SECONDE CHANCE - La Région créera un "Pack seconde chance" qui permettra à ses bénéficiaires de reprendre une formation diplômante. Le logement, la mutuelle et les frais d'inscription seront pris en charge.

108> DÉMOCRATISER - La Région accompagnera les publics éloignés de l'enseignement supérieur et facilitera la poursuite d'études :

• Le programme de poursuite d'études à destination des

étudiants incarcérés sera généralisé à l'ensemble des établissements pénitenciers de la région.

• La Région assurera un soutien à la création de crèches associatives sur les campus pour permettre aux étudiants-parents d'assister à leurs cours.

• La Région mettra en place des réseaux de tutorat au sein des médiathèques des quartiers de la politique de la ville.

109> SURMONTER LES SITUATIONS DE HANDICAP - Claude Bartolone assurera l'instauration du "1% handicap" dans l'ensemble des projets immobiliers universitaires financés par la Région. 1% du budget de l'opération sera consacré à l'accessibilité. La Région soutiendra également l'acquisition de collections accessibles aux malentendants et malvoyants dans les bibliothèques universitaires.

110> CRÉER UN ENVIRONNEMENT SOCIAL FAVORABLE - La Région développera son offre de résidences mixtes qui mêlent étudiants et chercheurs pour favoriser les échanges. Elle soutiendra l'animation des résidences et de leurs espaces de vie. Dans les résidences à énergie positive, un programme de sensibilisation à l'environnement sera mis en place.

111> BIEN SE NOURRIR - La Région s'engagera pour un tarif préférentiel du ticket de restauration universitaire pour des étudiants boursiers. Elle développera le nombre de places en restaurants universitaires. Un plan régional de lutte contre l'obésité sera lancé.

112> MIEUX PRÉVENIR - La Région créera des bus-santé itinérants en lien avec les associations de prévention pour informer et conseiller les jeunes en matière d'addictions, de contraception et pour proposer des dépistages.

113> UN GRAND PLAN DU NUMÉRIQUE

- La Région accompagnera la création de "learning centers" et de "tiers lieux étudiants" sur l'ensemble de l'Île-de-France.

FAVORISER L'ENGAGEMENT ÉTUDIANT

114> BUDGET PARTICIPATIF - L'implication dans la vie universitaire est déterminante. La Région favorisera l'engagement étudiant par sa valorisation. Parce qu'il est primordial d'associer l'ensemble des étudiants à la vie de l'université, la Région mettra en place un budget participatif dédié aux universités.

115> EMPLOI ÉTUDIANT - La Région financera des emplois étudiants, en particulier dans les bibliothèques universitaires, en s'assurant que les conditions, notamment horaires, soient en adéquation avec les études poursuivies.

116> MULTIPLIER LES EXPÉRIENCES À L'INTERNATIONAL - La Région financera des bourses de mobilité européenne dans le cadre d'ERASMUS+ pour les étudiants.

117 ➤ **SOUTENIR L'ENGAGEMENT** - L'information ne doit pas être un frein à l'engagement : une plateforme de l'engagement sera créée. Elle facilitera le lien entre le monde associatif et les jeunes souhaitant s'engager bénévolement ou en service civique.

Débrider l'innovation

LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DE L'ÉCONOMIE FRANCILIENNE

118 ➤ **IDF 2.0** - Toute l'Île-de-France sera connectée d'ici 3 ans. Cela passe par un accès aux infrastructures numériques pour toutes les entreprises franciliennes afin d'accroître le potentiel de la région.

119 ➤ **IDF, TERRE DE START-UP** - La Région financera l'émergence et le développement rapide des start-up (espace de coworking, fablab, incubateurs...)

120 ➤ **OBJECTIF 2020 : UNE RÉGION "TOUT FIBRE"** - La Région se dotera d'une centrale d'achat pour déployer le très haut débit dans les lycées et l'ensemble des structures publiques. Elle créera un véritable service public local du numérique.

121 ➤ **POUR UNE STRATÉGIE S2D** - Simplification, Dématérialisation et Digitalisation (S2D), en direction des citoyens et des entreprises. La Région fera de l'open data un enjeu de démocratie locale.

122 ➤ **UN PASS NUMÉRIQUE ENTREPRENEUR** - La Région créera un Pass numérique entrepreneur pour accéder à une plateforme unique de services (RH, financements, partenariats, formalités administratives...).

APRÈS LA STANDARDISATION, L'INDUSTRIE DU SUR-MESURE

123 ➤ **LA CUSTOMISATION VALLEY** - La Région construira une forte identité industrielle et économique autour de la "Customisation Valley". Objectif : faire émerger et valoriser une nouvelle industrie de petites séries et de haut de gamme en Grande couronne.

124 ➤ **UN CAMPUS AÉRO** - Claude Bartolone soutiendra la création d'un campus de formation supplémentaire dans les métiers de l'aéronautique afin de répondre aux besoins de compétences du secteur en Île-de-France (financement de formations, foncier en échange du financement des plateaux techniques...).

125 ➤ **UN PÔLE D'EXCELLENCE AÉRO** - La Région développera un pôle d'excellence aéronautique ayant une ambition mondiale pour l'Île-de-France. Ce pôle se structurera autour du Bourget.

126 ➤ **VIVE L'OPEN INNOVATION** - La Région stimulera l'innovation ouverte en incitant les grandes entreprises et les groupes à associer les start-up à leurs démarches.

LES PLATEFORMES TERRITORIALES

127 ➤ **500 KIOSQUES RÉGIONAUX** - La Région installera, dans les services publics, 500 kiosques régionaux. Ils seront autant de points d'accès aux politiques régionales dans les territoires.

L'ÎLE-DE-FRANCE DONNE TOUTES LEURS CHANCES AUX START-UP ET AUX PME

128 ➤ **SOUTIEN AUX PME** - La Région s'engage à amplifier le dispositif régional PM'UP en le concentrant sur un volet accompagnement des start-up pour pérenniser le développement en couronne.

129 ➤ **BANQUE DE PROJETS** - La Région mettra en place un fonds d'investissement régional public-privé dédié au renforcement de la compétitivité de nos entreprises, à leur transition vers l'industrie du futur et à la reconversion des friches industrielles.

130 ➤ **LE DROIT À L'ACCOMPAGNEMENT POUR LES CRÉATEURS D'ENTREPRISES** - La Région coordonnera les principaux réseaux pour les rendre plus accessibles. Elle instituera un véritable plan de mise en place de points d'accueil communs dénommés "Maisons des PME". Ces maisons regrouperont les pépinières d'entreprises, les incubateurs, les CCI et les acteurs de l'accompagnement. Par ailleurs, une contractualisation avec les départements sera réalisée pour éviter les doublons entre agences départementales et agence régionale.

131 ➤ **UN PRET'UP** - La Région procédera au doublement des fonds alloués au réseau de prêts d'honneur (Réseau Initiatives, Réseau Entreprendre...) avec lesquels la collaboration de la Région a largement porté ses fruits en matière de création d'entreprises et d'emplois.

132 ➤ **PM'UP DE L'ARTISANAT** - Le dispositif de soutien au PME s'étendra aux problématiques des artisans-commerçants (financements, besoins RH, formalités administratives...).

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS), CHANGER D'ÉCHELLE

133 ➤ **L'ÎLE-DE-FRANCE, 1^{RE} RÉGION EUROPÉENNE DE L'ESS** - Claude Bartolone dotera de l'Île-de-France d'une nouvelle stratégie régionale de l'ESS pour la positionner comme leader européen

du secteur. Pour cela, la concertation de l'ensemble des acteurs (associations, organismes, entreprises, coopératives, mutuelles...) sera organisée. Cette stratégie associera l'ensemble des départements, communes et agglomérations pour assurer l'attractivité du territoire francilien dans son ensemble.

134 ➤ **MAILLER LA RÉGION DE CLUSTERS DE L'ESS** - La Région soutiendra l'essor des pôles territoriaux de coopération économique et l'émergence de nouveaux clusters de l'ESS. Il s'agit de positionner la Région comme un partenaire volontariste des acteurs qui œuvrent au développement de projets économiques innovants de développement local durable. Des expérimentations de financement à impact social seront également mises en place.

135 ➤ **UNE COMMANDE PUBLIQUE OUVERTE À L'ESS** - La Région assurera l'accès à la commande publique régionale pour les associations, les acteurs de l'ESS mais aussi les entreprises d'insertion par l'activité économique (IAE).

136 ➤ **LA RÉGION DES COOPÉRATIVES** - La Région soutiendra les coopératives d'activité et d'emploi, berceau idéal pour développer des emplois fondés sur l'entrepreneuriat, la coopération, l'autonomie et la solidarité. La Région soutiendra aussi le développement des coopératives d'habitat.

137 ➤ **UNE RÉGION DES PARTENARIATS** - La Région mettra en œuvre un partenariat stratégique avec la Caisse des Dépôts et Consignations autour du soutien au développement d'activités dans les quartiers de la politique de la ville, la création d'un outil de fonds propres pour le secteur sanitaire et social et la création d'un fonds d'amorçage dédié aux start-up de l'ESS.

RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

138 ➤ **UNE RÉGION ATTRACTIVE** - Un conseil d'attractivité regroupant les investisseurs franciliens et étrangers sera créé. Il aura pour but d'assurer un suivi individualisé des projets afin de concrétiser toutes les opportunités économiques.

139 ➤ **UNE EXPERTISE RÉGIONALE** - Un dispositif de traçabilité des demandes de financements sera mis en place pour identifier les fragilités financières de certains secteurs. Cela permettra à la Région d'être capable de se positionner comme lanceur d'alerte et d'apporter des solutions optimales pour pallier les difficultés de marché.

140 ➤ **PLAN INDUSTRIE DU FUTUR** - La Région se dotera d'un véritable plan industriel qui s'articulera autour de 5 points :
• Le développement de l'offre technologique : la Région accompagnera les projets des entreprises sur 3 marchés où la France peut acquérir d'ici 3 à 5 ans un lead européen, voire mondial, comme la fabrication additive (impression 3D, recherche sur matériaux et processus numérique), ou la virtualisation de l'entreprise.

- L'accompagnement des entreprises dans la transformation vers l'industrie du futur.
- La formation des salariés (présence du numérique qui change les pratiques).
- Le renforcement de la coopération internationale sur les normes.
- La promotion de l'industrie du futur française et de son savoir-faire.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

141 ➤ **ZÉRO DÉCHET, ZÉRO GASPILLAGE** - D'ici 2030, notre ambition est de faire de l'Île-de-France une région zéro déchet, zéro gaspillage.

142 ➤ **INVESTISSEMENT RESPONSABLE** - La critérisation écologique sera renforcée pour permettre le conditionnement de toutes les aides à la construction et à la rénovation.

143 ➤ **CHALEUR VERTE** - D'ici la fin du mandat, Claude Bartolone instaurera un prix unique de la chaleur verte pour tous les habitants et entreprises franciliens. Il fera aussi de la Région l'un des premiers soutiens au développement des énergies renouvelables.

144 ➤ **L'ALIMENTATION VERTE** - La Région favorisera une alimentation saine pour les Franciliens et un soutien aux agriculteurs à travers la transition agro-écologique. Claude Bartolone promouvra l'agriculture de proximité et l'agriculture biologique. D'ici la fin du mandat, toutes les cantines scolaires seront alimentées en produits biologiques et dotées de menus végétariens.

145 ➤ **CLAUDE SOCIAL-ÉCOLOGIQUE** - Le budget de la Région prendra en compte, dans tout projet et tout financement, l'exigence de protection de l'environnement et de réduction des inégalités sociales. C'est une véritable critérisation des aides régionales qui s'exercera sur des bases environnementales et sociales.

NOTRE RÉGION FAIT RÊVER LE MONDE

146 ➤ **BIENVENUE DANS LA RÉGION PARIS-ÎLE-DE-FRANCE!** - Un travail sur l'identité et l'image de la destination Paris-Île-de-France sera réalisé. Le nom de notre région évoluera pour affirmer et afficher plus fortement notre fierté de porter Paris en notre cœur.

147 ➤ **CITYPASS** - À l'instar de toutes les capitales européennes, Citypass en Île-de-France regroupera le transport, l'entrée à un événement, l'accès à une pratique culturelle ou une activité touristique.

148 ➤ **UN TOURISME AU SERVICE DE L'ÎLE-DE-FRANCE** - Le tourisme d'affaires sera encouragé en améliorant l'accès à certains sites et par la présence des acteurs publics dans la gouvernance de la filière. Un fonds régional de développement touristique des territoires sera mis en place.

149 ➤ **UNE OFFRE DE TOURISME RENFORCÉE** - Il est impératif de renforcer la mutualisation entre Paris et la Région pour faire profiter l'ensemble du territoire



Élections régionales 6 et 13 décembre 2015



Les 6 et 13 décembre,
je vote
Claude Bartolone



#AvecBarto

www.uneiledefrancehumaine.fr